PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national des 10 et 11 janvier 1959
Puteaux

Sommaire

Le président (Georges Dardel) 1
Georges Brutelle 2
Guy Mollet 3
Christian Pineau 9
François Tanguy-Prigent 13
Bailly 18
Gérard Jaquet 19
Georges Lamousse 25
Fournier 31
Le président (Gaston Defferre) 34
André Bidet 34
Albert Gazier 34
Francis Leenhardt 41
Augustin Laurent 46
Guy Mollet 52
Albert Gazier 61
Guy Mollet 62
Georges Brutelle 72
Le président (Maurice Deixonne) 73
Georges Brutelle 73
André Bidet 76
Christian Pineau 77
Jean Deflassieux 80
Maurice Pic 84
Georges Dardel 87
Joseph Begarra 89
Francis Leenhardt 91

Séance du samedi 10 janvier 1959 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Georges Dardel, assisté de Bellet, (Savoie), Duvoux (Loir-et-Cher) et Laurentie (Tarn-et-Garonne).

Le président (Georges Dardel)

Mes chers camarades, au nom de la section et de la municipalité de Puteaux, je suis heureux de vous accueillir une nouvelle fois, en espérant que la tradition se perpétuera au long des années, ce qui sera un bon signe pour la municipalité !
Je donne tout de suite la parole à Brutelle.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Georges Brutelle

C'est la première assise nationale de l'année, nous avons donc à constituer une Commission de vérification des mandats.
Nous vous proposons, pour cette Commission, nos camarades Bidet, Gabriel Delteil et Alfred Largois.

Le président - Pas d'observations ?
Il en est ainsi décidé.

Georges Brutelle - Je voudrais vous dire quelques mots en ce qui concerne l'organisation du débat.
Les Secrétaires fédéraux ont tous reçu des circulaires à ce sujet ; nous avons une partie Conseil national et une partie journée d'études. La partie Conseil national doit comporter un débat général sur la tactique du Parti et les travaux de la journée d'études sont organisés par commission.
Nous vous proposons de commencer dès maintenant le débat sur la politique générale et de le terminer ce soir à 19 heures, de telle façon que les Commissions puissent organiser leur travail à partir de ce soir, travailler demain matin et rapporter assez tôt demain dans l'après-midi, afin que les camarades qui reprennent leur train ne soient pas gênés.
Vous avez tous une feuille rose sur laquelle vous devez indiquer à quelle Commission vous désirez appartenir ; il faut, à ces Commissions, ajouter celle des élections municipales.
En ce qui concerne la tactique du Parti, une Commission des résolutions sera désignée à la fin du débat de ce soir, et elle fonctionnera comme d'habitude en prenant contact au besoin avec les autres Commissions, par exemple avec celle des élections municipales, puisqu'il sera question de savoir quel organisme se prononcera sur le programme et sur la tactique aux élections municipales et seule la Commission des résolutions pourra rapporter dans ce domaine.
Il n'y aura de vote, bien entendu, que sur le rapport de la Commission des résolutions et les rapports particuliers des Commissions qui pourront être, soit un rapport unique si les camarades ont été unanimes, soit au contraire plusieurs rapports s'il en a été autrement, seront simplement exposés devant le Conseil, reproduits dans le bulletin intérieur, de façon à permettre d'alimenter la discussion au sein du Parti et de préparer nos prises de position ultérieures sur ces différents points particuliers de l'activité socialiste.
Je vous donne le nom des Commissions avec le nom du camarade que nous vous proposons pour en assurer la présidence :
Algérie : travaillera sous la présidence de Brutelle assisté de Begarra.
Commission de l'Outremer et de la Communauté, président Cazelles, assisté d'André Bidet.
Commission des affaires internationales, président Jaquet.
Commission des affaires économiques, président Leenhardt assisté de Veret (?).
Commission des élections municipales, président Pic.
Nous demandons à chacun des camarades de remplir la feuille rose en indiquant

Fondation Jean-Jaurès

à quelle commission il veut appartenir et de déposer ces feuilles, à la fin de la séance de ce matin, à la table du Populaire, au fond de la salle.

Le président - Il n'y a pas d'opposition au projet d'ordre du jour présenté par Brutelle ?

…

Il est adopté.

Je donne maintenant la parole à Guy Mollet.

Guy Mollet

Camarades, il m'a été demandé de faire, au début, un très rapide résumé de ce qui s'est passé sur le plan gouvernemental au cours de ce mois. Il ne s'agit pas pour moi d'intervenir encore dans le débat, mais simplement de faire un petit rapport d'ouverture.

Notre dernier Congrès se situait immédiatement après les élections, début décembre, cela fait pratiquement un mois.

Au cours de ce mois, comme événements sur le plan intérieur, les élections présidentielles, mais plus particulièrement ce qui a dû marquer la vie de notre pays, c'est le problème du budget.

En ce qui concerne le budget, les ministres, et pas seulement les ministres socialistes, en général, n'ont eu connaissance du texte que dans les quatre heures qui ont précédé sa discussion ; c'est exactement à 11 heures et demie, le vendredi matin, que le texte était remis et à 15 heures que commençait la discussion.

Il me faut avouer avoir été un peu un privilégié en ce sens que quarante-huit heures avant, j'en avais connu les grandes lignes. C'était déjà quelque chose d'inacceptable.

Nous vivions sous un régime d'ordonnances, c'est-à-dire supprimant le contrôle parlementaire pendant un certain temps. Il n'y avait même plus de contrôle ministériel, il n'y avait même plus possibilité pour aucun ministre de formuler des réserves, de proposer des amendements, on était, en fait, mis devant le fait accompli, les options étaient faites avant que nous puissions discuter.

Quelles options ?

J'ai su, dès le mardi soir - tout cela va tourner entre les journées du 22 et du 27 - que la dévaluation était en principe décidée et que quant au budget trois idées étaient retenues :

1° - la suppression des subventions,

2° - un certain nombre d'impôts nouveaux,

3° - un effort particulier demandé à tout le secteur social.

J'avais, dès que le Président du Conseil, le général de Gaulle, au cours d'une conversation, m'en avait fait part, dans une première lettre, dit avec quelque sévérité ce que je pensais de ce projet.

Le mercredi midi, Noël se trouvant un jeudi, j'ai eu une très longue conversation avec un des collaborateurs du général, en ce qui concerne le problème économique, M. Geutz. M. Geutz, qui est au moins autant l'auteur de ces

Fondation Jean-Jaurès

décisions que M. Rueff, encore que celui-ci éprouve le besoin de se targuer d'être l'auteur numéro un, je ne sais d'ailleurs pas pourquoi il s'en targue tellement, je ne suis pas sûr qu'il ait plus tard à s'en féliciter !
J'ai vu longuement M. Rueff, j'ai eu l'espoir qu'il y aurait peut-être moyen d'amender le projet, mais assez peu.
J'ai vu l'après-midi M. Pinay et c'est alors qu'il est nettement apparu qu'il y avait vraiment un divorce, que nous tenions des langages absolument inconciliables.
Si l'on a l'occasion d'en débattre dans la journée, je vous dirai avec plus de détails si nécessaire comment M. Pinay traduit ce budget - je dis traduit, parce que je ne crois pas qu'il soit de lui, il en est très fier, il s'en fait le porte-parole, il est parti pour la gloire, mais, en fait, ce n'est pas lui le véritable auteur de ce projet - comment il l'interprète.
En réalité, cette traduction, cette interprétation se traduit par une préoccupation très simple : il faut faire rentrer les capitaux ou les faire sortir ; les faire rentrer s'ils sont hors de France et les faire sortir s'ils sont enterrés en France.
Il faut faire nulle peine même légère au capitalisme privé, confiance au capital. Ce n'est pas une politique neuve on a déjà entendu cela à d'autres époques.
Et pour ne leur faire nulle peine, même légère, il va quelquefois très loin. Certains propos tenus en conseil des ministres sont là pour le prouver, tel son refus absolu de poursuivre les spéculateurs. Je raconte l'anecdote puisqu'elle traduit un état d'esprit : comme nous demandions, comme je demandais, au nom de mes camarades, que ceux qui avaient pu, dans les jours précédents, bénéficier d'une façon absolument scandaleuse de la connaissance de la dévaluation en spéculant et en jouant sur le franc fussent poursuivis, je résume la réponse de Pinay dans une phrase qu'il a prononcée : "Si j'étais juge dans un tribunal de commerce, je poursuivrais ceux non pas qui se sont couverts en devises étrangères, mais ceux qui, ne l'ayant pas fait, n'ont pas ainsi rempli leur devoir d'industriels ou de commerçants soucieux de défendre les intérêts de leurs clients."
(Mouvements divers)
Je ne voudrais pas que vous manifestiez une semblable émotion, c'est tout à fait logique, et c'est ce qu'il faut qu'on sente, il y a des politiques totalement différentes, dans son optique, tout cela forme un tout très cohérent, de la même façon qu'au moment où sont rétablies certaines taxes ou supprimées certaines subventions se traduisant par l'augmentation des matières les plus courantes, les plus nécessaires à la vie quotidienne, a été supprimée la taxe sur les produits de luxe et tout cela est, au fond, très logique, car ces produits de luxe, bijoux et fourrures, comme il nous l'a dit lui-même, un étranger arrivant en France peut très bien ne pas les acheter en France, s'il y a des taxes trop lourdes, et les acheter à Berne, à Zurich ou à Bruxelles, alors que celui qui achète son pain, son vin, sa nourriture en un mot, ne risque pas d'aller l'acheter à Berne, à Zurich ou à Bruxelles, tout cela dit, d'ailleurs, très cyniquement.
Ce sont deux langages entièrement différents.
Des le début du vendredi, j'ai revu de nouveau Pinay et je vous répète qu'à

11h30, nous recevions les documents et à 15h, nous avions une réunion du Conseil de cabinet.
Au cours de cette réunion du Conseil de cabinet, les camarades du Parti dans le gouvernement, j'allais dire les représentants, ce n'est pas tout à fait exact, ont tous mené la même bataille. La suite vous laissera apparaître quelques différences, mais, en fait, il y avait dans le gouvernement trois camarades d'origine parlementaire que vous aviez un certain jour de fin mai autorisés à être dans le gouvernement, il y avait le Secrétaire général du Parti, Eugène Thomas, ancien ministre, et Max Lejeune ancien ministre à diverses reprises, donc des "politiques" très marqués et il y avait aussi un quatrième camarade, Boulloche, qui, moins marqué du point de vue politique, étant rentré dans le gouvernement comme technicien, se trouvait tout de même, de notre point de vue et du sien, représentant du Parti au gouvernement. C'était notre sentiment, c'était le sien, ce n'était pas celui du chef du gouvernement, ni des collègues ministres.
Cependant, pendant sept mois, et je veux que ce soit dit aujourd'hui, ou plutôt pendant six mois en ce qui concerne Boulloche, qui est rentré au gouvernement un mois après nous, il y a eu en fait une équipe de quatre copains s'étant bien battus.
Si je devais faire des différences, je commettrais des injustices, il me faut dire au moins que tous se sont aussi bien battus les uns que les autres.
Dans ces journées du vendredi, deux étapes : première étape de 3h à 8. A tour de rôle, chacun des quatre camarades socialistes a dit ce qu'il fallait penser de ce projet ; il l'a dit avec son tempérament, avec les arguments particuliers à la place qu'il occupait dans le gouvernement, mais avec sévérité, avec dureté, et à 8h, quand la première séance a été suspendue, nous sommes allés trouver de Gaulle et je lui ai annoncé qu'il était absolument impossible à des Socialistes, non seulement de porter la responsabilité d'une semblable politique économique, financière et sociale, mais même d'être associés plus longtemps au gouvernement qui prenait une position comme celle-là.
Il y a eu une séance très dure - ce n'était pas la première, de Gaulle n'a pas un caractère en or, et je ne l'ai pas habitué au cours de ces sept mois à être un béni-oui-oui - entre nous, franchement très dure, où nous nous sommes séparés notre démission étant pratiquement enregistrée quand, en arrivant à la porte de la salle du Conseil de cabinet de Matignon, de Gaulle a fait demi-tour, m'a rappelé et m'a dit : "Guy Mollet, je vous fais une proposition : vous revenez ce soir, vous venez demain, mais moi je ferai savoir publiquement et avant le 8 janvier, que ce budget vous l'avez refusé."
J'ai répondu : "Je vais réfléchir et nous vous ferons savoir avant 10 heures où nous en sommes."
Avant 10 heures, nous ne sommes pas tombés d'accord tous les quatre. Trois d'entre nous, Eugène Thomas, Boulloche et moi avons dit : "Ce n'est pas suffisant", Max Lejeune nous a dit : "Moi, je me satisfais de la promesse faite par de Gaulle de rendre public notre désaccord sur le budget ; il ne reste plus que dix jours à faire, après tout nous avons pris l'engagement d'aller avec lui jusqu'au 8 janvier, étant donné cet engagement que lui prend de faire connaître

notre désaccord, j'estime qu'on peut aller jusque là."
Nous sommes revenus le soir, puisque nous étions d'accord, pour participer à la suite de la discussion. Nous nous sommes battus.
On a réussi à faire modifier 95 milliards, ce n'est pas nul, mais sur l'ensemble du budget ce n'est pas très important ; néanmoins, il y a des décisions qui ne manquent pas d'intérêt : alors qu'il était prévu de faire disparaître totalement l'impôt sur les successions, par exemple, nous l'avons fait rétablir ; alors qu'il n'y avait rien pour le Fonds vieillesse, nous avons fait rétablir 6 milliards. Nous avons fait supprimer 30 milliards à ce que supportaient les anciens combattants, 35 à ce qui supportaient, en plus, les charges de la sécurité sociale.
C'est un ensemble de 95 milliards que nous avons réussi à faire transférer d'un secteur à l'autre. Toutefois, l'ensemble n'était pas satisfaisant, si bien que le lendemain matin, nous mettions à exécution ce que nous nous étions promis de faire, c'est-à-dire qu'Eugène Thomas, Boulloche et moi remettions chacun une lettre de démission que Max Lejeune, solidaire de notre dénonciation du budget estimait, je vous le répète, que l'engagement pris par de Gaulle nous autorisait à aller jusqu'au 8 janvier.
De Gaulle a reçu Eugène Thomas le premier qui lui portait sa lettre, et Eugène Thomas est venu dire après : "Il renouvelle son engagement, il va même plus loin, il est maintenant d'accord pour que, non seulement nous ne soyons pas solidaires et qu'il le dise, mais qu'aucun des ministres socialistes ne signe le budget."
Il n'a pas reçu Boulloche, car de Gaulle estime que Boulloche n'est pas un représentant du Parti Socialiste dans son gouvernement, qu'il ne l'a pas pris comme tel. Il ne lui a pas répondu par écrit, il lui a dit qu'il avait reçu sa lettre, qu'il lui en donnait acte et vous avez pu remarquer dans la réponse que de Gaulle me fait, qui doit être maintenant sur vos tables, que de Gaulle me dit : "J'ai dit la même chose à Eugène Thomas ce matin", mais il ne parle pas de Boulloche, dont il avait pourtant une lettre de démission que d'ailleurs je voudrais avoir signée, qui est plus marquée encore que la mienne du point de vue socialiste, sinon du point de vue gouvernemental.
Quant à la mienne, quand j'ai voulu la lui porter, il était absent, si bien qu'au lieu d'une réponse orale, j'ai eu une réponse écrite ce qui, au fond, ne me paraît pas plus mal pour le Parti dans la suite, car si l'on a pu pendant quelques jours raconter partout que le Parti était solidaire de la politique gouvernementale, la publication de cette lettre prouve le contraire.
J'ai donc reçu cette lettre à 14h30. Il m'a fait demander si nous acceptions, en conséquence, d'aller au Conseil des ministres l'après-midi, nous y sommes allés et nous sommes restés silencieux ; nous n'avons plus assisté qu'aux Conseils des ministres sur des objets très précis : sur la réformette de l'enseignement, puis pour le projet d'intéressement des travailleurs et la création d'un fonds de chômage.
Depuis cela, aucun de nous n'a signé aucun des textes correspondant à l'adoption du budget.
Mon appréciation, maintenant, est que nous avons bien fait de rester jusqu'au 8

janvier, étant donné cet échange de correspondance. Pour le Parti, si nous avions dû partir, quitter le gouvernement le 27 décembre, que soit rendu public ce désaccord, une grande partie de la presse et de l'opinion publique, malhonnêtement informée, n'auraient pas manqué de dire que c'était un dégonflage devant les responsabilités du budget, qu'à cinq jours près, nous avions profité de l'occasion pour f... le camp, alors que là, la radio elle-même est obligée de donner les raisons profondes pour lesquelles nous avons pris cette attitude.

Je dis donc que nous avons bien agi en cette occasion, et j'en ai fini avec l'histoire du budget.

Dans le même temps, j'avais avec de Gaulle des rencontres régulières, une ou deux fois par semaine, et puis j'en ai eu deux avec Debré. Le thème de ces rencontres était : "Mais qu'allez-vous faire ?"

Or, je me trouvais devant la situation suivante : nous avions eu un Congrès ; au cours de ce Congrès, nous avions assez nettement laissé entendre qu'il n'était guère question de participation, moi-même intervenant j'avais, à ce moment-là, dit : "Je ne crois pas qu'il y ait une chance sur cent, sur mille que le Parti puisse participer", si bien que je me suis cru autorisé à dire à de Gaulle : "Il n'y avait déjà pas beaucoup de chances avant, mais avec l'option que vous venez de faire sur le plan économique, financier, donc social, il n'y en a plus aucune vraiment."

Une première fois où j'ai tenu ce langage, la conversation n'a pas été agréable ; la dernière fois où je lui ai tenu ce langage, c'est-à-dire mercredi matin, je dois dire que j'ai eu un accueil totalement différent ; si le général est loin d'être satisfait, sûrement pas, s'il trouverait plus facile, ce qui est une évidence, de maintenir une sorte d'union, d'unité autour d'un gouvernement qui ressemblerait alors au précédent, cependant il nous comprend, selon une formule qui lui est familière, c'est-à-dire qu'au lieu d'être Président du Conseil, il est devenu Président de la République et qu'à ce moment-là, peut-être, il pense que l'existence d'une minorité dans une nation, sur le plan de la démocratie, et d'une minorité qui se manifeste, ce n'est peut être pas quelque chose d'anormal !

Toujours est-il que la dernière rencontre personnelle a été nettement meilleure que les 3 ou 4 qui l'avaient précédée.

J'ai vu alors le Président du Conseil, qui n'était pas encore nommé, puisque nous avons vécu quelques jours bizarres, où tout le monde savait que c'était Debré, où lui le savait aussi, mais où il ne pouvait pas agir officiellement, puisqu'il fallait que le Président de la République soit devenu officiellement Président pour pouvoir, officiellement, nommer un officiel Premier Ministre, si bien qu'on a vécu une période assez compliquée.

J'ai donc vu Debré. Il a commencé à nous offrir la participation, et je dois dire que ce Conseil national aurait la possibilité, encore à l'heure actuelle, de décider de la participation, et qu'on modifierait sûrement, aujourd'hui ou demain, la structure du gouvernement tel qu'il est constitué.

Cependant, j'ai cru pouvoir lui faire, à Debré, à peu près les mêmes réponses qu'au général de Gaulle et je lui ai dit : "Vous savez, les chances de participation de notre part, il n'y en a pas, à ma connaissance, en tout cas la question sera

posée", et pour cela j'ai demandé au Comité directeur de se réunir avant-hier soir.
Avant-hier soir, le Comité directeur, à l'unanimité, a décidé qu'il n'y avait pas à modifier l'attitude que j'avais prise à l'égard de l'offre de participation, autrement dit le Comité directeur a refusé, à l'unanimité, la participation, le Conseil national a à dire si le Comité a eu tort ou raison en l'occurrence.
En ce qui concerne cette participation, il me faut faire part de quelque chose d'assez gênant pour le Parti.
Parmi les offres de participation, le Premier Ministre a offert un poste à un camarade du Parti, à notre camarade Boulloche.
La presse a fait état de ce qu'il y en aurait plusieurs autres, ce n'est pas vrai. La presse, la radio, ont parlé de Chatenet comme étant membre du Parti, à ma connaissance c'est inexact. On n'a pas, bien sûr, un fichier dans le Parti, de tous les membres, mais je connais Chatenet personnellement, c'est un collaborateur de très grande classe, directeur de la fonction publique, que j'ai bien connu, puisque je faisais fonction de ministre de la Fonction publique, mais pour moi, c'est loin d'être un Socialiste ; c'est un grand commis de l'Etat.
Il y a, par contre, un militant du Parti, Boulloche, lequel Boulloche a accepté l'offre qui lui était faite, alors que le Comité directeur avait pris, mercredi soir, en dehors de la décision de non participation, une autre décision, il avait dit qu'avec le système nouveau qui fait que ce n'est plus seulement des parlementaires auxquels on s'adresse quand on offre la participation, mais à un maire, à un conseiller général, à un fonctionnaire de l'Etat, la décision de non participation s'appliquait à tous les militants du Parti.
Le Comité directeur m'avait donné la mission de faire connaître cette décision à tous les intéressés, et notamment à Boulloche.
Boulloche a passé outre pour des raisons qu'il me donne dans une très longue lettre que j'ai et ce sont des raisons, je dois le dire, moi qui les désapprouve à fond, que je salis désintéressées et nobles.
S'il en est qui doivent monter à cette tribune pour condamner le geste de Boulloche, je les comprendrai sur le plan politique, mais qu'ils s'informent de savoir qui est Boulloche, qu'ils n'emploient pas dans leur condamnation, des propos épouvantables.
Je dois dire que moi qui le regrette plus que d'autres ce geste de Boulloche, car en sept mois, j'ai pu savoir qui c'était, je souhaite que dans notre appréciation de sa décision, nous n'oublions jamais qu'il est l'homme de confiance, l'homme de dévouement qu'il est, et pour cela informez-vous un peu.
Il a donc maintenu sa décision et dans le souci qu'il a de comprendre notre attitude, eh bien, il offre sa démission de membre du Parti, et je sais ce que cela représente pour lui.
Les organismes compétents auront à en connaître. Je sais que cela nous met dans une situation difficile. Très franchement, j'aurais voulu, ni qu'on lui offre, ni qu'il accepte cette participation, mais je crois nécessaire que le Parti ne puisse pas donner l'impression à l'opinion publique qu'il joue je ne sais quel double jeu, que le Parti ne puisse pas donner l'impression qu'il a l'avant-garde ou

l'arrière-garde dans les Conseils de gouvernement.
Autant je comprendrais, sans l'approuver aujourd'hui, en la désapprouvant en ce moment, une prise de décision favorable à la participation, autant je défendrais une prise de position défavorable à la participation, autant je ne peux pas concevoir qu'on ait une situation intermédiaire entre les deux : la participation, ou on est pour, ou on est contre.
Quand on est contre, ce qui doit être le cas cette fois-ci, je crois, il faut qu'ayant les inconvénients de la prise de position contre, on en ait au moins les avantages. Autrement dit, qu'on ne puisse pas apparaître comme des gens qui gardent un œil dans la maison ou un agent dans la maison.
Evidemment, cette position nous met dans une situation difficile dont vous deviez être informés, et j'en ai à peu près terminé quant à l'information.
Je pense que le Conseil national ne devrait pas passer une très longue partie de son travail à discuter du passé, encore qu'il doit dire si les ministres ont eu raison et si le Comité directeur a eu raison, mais qu'il devrait passer le plus vite possible à étudier ce que va être l'attitude de demain et les propositions à faire.
(Applaudissements)

Le président - Le débat va commencer dès maintenant.
La parole est au premier orateur inscrit : Christian Pineau.

Christian Pineau

Camarades, je pense qu'à l'issue de nos débats, nous allons voter, à une quasi-unanimité, le refus de la participation au gouvernement Michel Debré et l'entrée du Parti dans une opposition, terme auquel nous ajouterons un adjectif sur lequel nous nous mettrons facilement d'accord, mais je crois qu'il est nécessaire, pour que l'action que nous allons mener demain en commun soit efficace, qu'il n'y ait pas d'équivoque sur le sens du terme "opposition".
Je règle très rapidement, et dans l'esprit même qu'a indiqué tout à l'heure Guy Mollet, le problème posé par notre camarade Boulloche. Il se trouve que c'est un des membres du Parti pour lequel j'ai le plus d'estime. Je connais ses qualités personnelles, je ne le soupçonne pas du tout de mobiles subalternes dans la décision qu'il a prise. Je pense que pour nous, c'est purement et simplement une question de principe. Il y a totalement incompatibilité, si le Parti décide la non participation, entre une participation à titre individuel et la qualité de membre du Parti. Ceci me semble absolument indispensable si nous voulons éviter les commentaires dont nous avons déjà eu un écho à la radio nationale et dans la presse.
Voilà, je crois, ce qu'on peut dire du cas Boulloche. Ce n'est pas un cas personnel, c'est un problème de principe.
Plus importante est ma deuxième observation, et je voudrais qu'il n'y ait pas d'équivoque sur le sens de mon intervention,
Nous allons entrer dans une opposition qui est une opposition au gouvernement, mais le sens de ce terme "opposition au gouvernement" a changé entre la IVème et la Vème Républiques.

Fondation Jean Jaurès

Sous la IVème République, le Président de la République était en dehors des débats, le chef du gouvernement était le responsable, et c'est en somme à lui que s'adressaient les critiques des partis d'opposition. Il n'en est plus de même aujourd'hui, du fait que l'on peut admettre que dans une très large mesure, le Premier ministre est l'homme du Président de la République, fait sa politique et reçoit à tout moment ses directives. Il en résulte - il ne faut pas nous cacher la vérité - que l'opposition dans laquelle nous allons entrer ne sera pas seulement une opposition au gouvernement Michel Debré, mais une opposition à la politique actuellement pratiquée par le général de Gaulle. Il faut le dire parce que c'est honnête et que c'est la vérité.

Pour ma part, je considère qu'il ne s'agit pas seulement, dans la décision que nous allons prendre, des projets financiers sur lesquels nos camarades ont eu raison de faire les réserves qu'ils ont faites, mais d'un ensemble politique au fond très cohérent, concernant également l'orientation générale, les institutions, la politique étrangère et, peut-être, demain, la laïcité de l'Etat et de l'école.

En ce qui me concerne, je vois 5 raisons de nous montrer insatisfaits de l'action qui a été menée par le général de Gaulle.

Tout d'abord, son attitude au mois de mai. Il est encore un peu tôt - je l'ai dit déjà au dernier Conseil national et c'est encore vrai aujourd'hui - pour écrire l'Histoire, mais celle-ci commence à nous montrer que le général n'est pas venu, à cette époque, en arbitre, mais en partisan, dans la mesure où il a pris une participation active dans le déroulement des événements qui l'ont amené au pouvoir.

Peut-être la résistance de certains d'entre nous, à cette époque, à l'arrivée au pouvoir de l'actuel chef de l'Etat a eu, comme certains nous l'ont reproché, un caractère un peu romantique, mais elle procédait peut-être aussi d'un instinct assez sûr de la réalité des choses, et je voudrais dès maintenant poser une question, à laquelle nous aurons peut-être à répondre dans un prochain Conseil national ou dans un prochain Congrès, au fur et à mesure que les renseignements sur la partie de l'Histoire nous seront révélés, qui est la suivante : quel a été exactement, dans toute cette affaire, non seulement le rôle des ultras d'Alger, non seulement le rôle des parachutistes qui, sur le plan intellectuel, n'a aucune espèce de valeur, vous vous en doutez bien, mais quel a été aussi le rôle d'un certain nombre de personnages ou d'entreprises financières et industrielles, et j'en cite dès aujourd'hui trois, en fonction de renseignements sûrs que je détiens : quel a été le rôle de la banque Rothschild ? Quel a été le rôle de M. Marcel Boussac ? Quel a été le rôle de Bloch Dassault ?

Voilà des questions sur lesquelles un Parti comme le nôtre a le devoir de se pencher.

Deuxième point : l'attitude à l'égard des institutions.

J'avoue que je n'ai pas changé d'opinion sur la Constitution, mais ce qui ne paraît le plus choquant dans les événements du mois de septembre, c'est le fait que nous ayons été amenés, du fait qu'une seule question, couvrant beaucoup d'autres questions, en réalité, fort différentes, nous ait été posée, à un véritable référendum, et le général de Gaulle a peut-être quelques droits de dire au pays

aujourd'hui : "Après tout, vous m'avez donné 80% de vos suffrages. En conséquence, je gouverne comme je l'entends."
L'expérience a montré, d'ailleurs, que dans l'application de la Constitution, dont je ne dis pas qu'elle soit déloyale - les textes sont les textes, il suffisait peut-être de les lire plus attentivement auparavant -, il s'agit bien, comme nous l'avions dit, d'un régime présidentiel et non d'un régime parlementaire.
Le fait de faire appel, pour le Premier Ministre, à un personnage relativement falot comme M. Michel Debré montre très bien que le chef de l'Etat entend gouverner lui-même et n'abandonner aucune des prérogatives que lui permet d'exercer la Constitution.
Quant à l'Assemblée Nationale, il est presque amusant de voir les campagnes qui se déroulent dans les couloirs de la Chambre, où l'on voit les membres de l'UNR se plaindre amèrement qu'il n'y ait pas de Parlement, comme si eux non plus n'avaient pas lu la Constitution !
Troisième point : je l'avais d'ailleurs, celui-là, signalé au cours du dernier Conseil national, il s'agit de l'attitude du général de Gaulle au moment des élections.
J'ai reproché vivement au chef du gouvernement de l'époque d'avoir laissé faire en son nom une propagande éhontée en faveur d'une formation politique déterminée, et de n'avoir pas respecté les engagements dont on pouvait espérer qu'il les avait pris, en particulier à l'égard de notre Parti.
Quatrième point - je laisse à d'autres camarades le soin d'intervenir plus longuement, s'ils le désirent, dans le détail - ce sont les projets financiers, ceux qui comportent évidemment une part des fonds de tiroirs de la rue de Rivoli ; tous ceux qui ont été autrefois membres de la Commission des finances savent parfaitement que beaucoup des projets actuels nous avaient déjà été proposés et avaient été repoussés presque unanimement par les Commissions et par le Parlement à cette époque. Ils ont été repris, mais il y a, à mon avis, beaucoup plus grave que cela, il y a un véritable choix, comme le disait justement Guy Mollet tout à l'heure, en faveur d'une politique libérale, qui est entièrement fondée sur le libre jeu des prix et qui fait porter la quasi-totalité des sacrifices sur les classes laborieuses.
Je signale toutefois que le caractère particulier pour la France d'une politique libérale de cette nature, c'est qu'elle n'est pas compensée, comme elle l'est dans certaines démocraties étrangères et en particulier aux Etats-Unis, par deux mesures indispensables pour corriger l'injustice du jeu des prix, la première étant l'existence d'un impôt général sur le revenu réel, corrigeant les inégalités à la base, et la deuxième étant une loi antitrust, permettant à la concurrence de jouer également et de donner au moins les seuls avantages que peut procurer un régime libéral.
Enfin, je dirai que pour une politique de redressement financier, il est très difficile de tenter un pari tant que la guerre d'Algérie n'est pas terminée, et rien ne nous permet encore, à l'heure actuelle, d'envisager une date possible pour la fin du conflit.
Enfin, en politique étrangère, on a peut-être un peu trop dit, au cours de ces

Fondation Jean Jaurès

derniers mois, que nous étions d'accord avec la politique étrangère très personnelle du général de Gaulle. C'est probablement vrai pour la Tunisie et pour le Maroc ; ce ne l'est peut-être pas en ce qui concerne le Pacte Atlantique et les problèmes du désarmement qui peuvent être liés, car la politique nettement maurrassienne, la politique de grandeur qui est actuellement celle que définit le général de Gaulle dans les conférences internationales, est en train de porter des fruits dangereux, qui peuvent compromettre demain l'existence même du Pacte Atlantique.

Ce n'est plus un secret pour personne, et nous en parlerons à la Commission des affaires internationales du Parti, que nous sommes maintenant en désaccord profond avec les Américains sur les problèmes atomiques, que, du fait que ceux-ci ne nous ont pas livré un certain nombre de secrets auxquels la France tenait, nous n'avons pas accepté non plus certaines participations aux travaux de l'OTAN, ce qui nous met dans la situation assez curieuse qui est la suivante : nous ne participons plus utilement aux conférences du désarmement et nous avons cessé en cette matière, à Genève, d'être un des "Quatre Grands" ; nous refusons tout arrêt des expériences nucléaires parce que nous voulons fabriquer nous-mêmes une bombe atomique du type Hiroshima, mais, dans le même temps, notre armée n'est pas équipée des matériels les plus modernes, donnés maintenant à l'Italie, à la Belgique et autres pays, et nous arrivons à la fois à être en retard par apport à l'ensemble des pays du monde sur le plan du désarmement et en même temps sur le plan de notre sécurité, dans la mesure où le désarmement n'est pas acquis, ce qui peut avoir des conséquences de politique étrangère très graves.

Ce que nous pouvons savoir, c'est la position personnelle qui a été prise par le général de Gaulle dans un certain nombre de discours sur l'Algérie, sur l'Outremer, encore que ses propositions sur le cessez-le-feu ait eu, à mon avis, trop le caractère d'un appel à la reddition, ce qui les a empêchées d'être écoutées par le FLN.

Si je vous dis cela, ce n'est pas pour adresser des critiques à des camarades qui, su sein du gouvernement, ont fait ce qu'ils ont pu, alors qu'ils se trouvaient en face d'un chef de gouvernement habitué à tout diriger lui-même et à ne tenir qu'un compte très relatif des avis qui lui étaient donnés, ils ont cherché à éviter le pire... Je ne suis pas encore très sûr que nous l'ayons évité...

Je voudrais simplement rappeler à Guy Mollet une conversation particulière que nous avons eue un jour, au cours de laquelle je lui ai dit que mon avis personnel sur les méthodes et le caractère du général de Gaulle n'était pas tout à fait le même que le sien. Il se rappelle certainement cette conversation ; je n'ai personnellement pas changé d'avis à ce sujet.

Je crois donc que, si nous voulons être clairs, il faut, dans la définition de notre opposition, que nous marquions clairement tous les points de désaccord.

L'opinion - elle n'a peut-être pas tort - fait un ensemble de la politique de ces derniers mois ; après l'avoir approuvée en bloc, elle tend maintenant - et le revirement est extraordinairement rapide - à la critiquer également en bloc.

Il sera difficile à notre propagande, si nous voulons qu'elle porte sur l'opinion

publique, de faire le détail.
Voilà sur quoi, à mon avis, le Conseil national devrait se prononcer. S'il le fait clairement, nous n'aurons plus à discuter sur le passé, ce qui est toujours désagréable et le plus souvent inutile, mais à préparer ensemble un avenir difficile de lutte pour sauver ce qui reste de la République et pour sauver l'avenir du Parti Socialiste.

Le président - Y a-t-il encore des camarades qui veulent se faire inscrire ?

Guy Mollet - Je fais inscrire Max Lejeune, qui a été mis en cause par moi.

Le président - Camarades, la clôture est prononcée.
La parole est maintenant à Tanguy-Prigent.

François Tanguy-Prigent

Mes chers camarades, les militants du Parti, qu'ils soient présents ou non à ce Conseil national, sont certainement d'accord sur un point au moins : étant donné l'importance et même la gravité des événements récents et des événements actuels et aussi l'inquiétude générale quant à l'avenir, ils souhaitent que nos débats et nos décisions d'aujourd'hui et de demain permettent au parti de faire tout ce qui est encore en son pouvoir pour que la France républicaine, les travailleurs, la démocratie et les espoirs du Socialisme démocratique ne souffrent pas trop cruellement de l'aventure tragique que nous vivons en ce moment.
Nous sommes nombreux à regretter qu'un grand Congrès national n'ait pas pu se tenir en ce moment. Ce n'est pas en effet en vingt-cinq ou trente heures que nous pourrons étudier à fond tous les problèmes qui se trouvent posés, problèmes politiques, techniques, économiques, financiers, fiscaux et sociaux dans le cadre national et, au-delà du cadre national, les moyens de faire la paix en Algérie et l'avenir de ce pays, la politique à préconiser pour l'Outremer et pour créer la Communauté, la politique internationale, les répercussions non seulement immédiates mais à moyen et à long terme des décisions qui sont actuellement prises à une cadence presque vertigineuse, pendant d'ailleurs que les élus peuvent vaquer à leurs occupations personnelles.
Les choses étant ce qu'elles sont, je souhaite que les Commissions dites techniques continuent de travailler, après même le Conseil national, dans le cadre des grandes lignes que ce dernier doit tout de même s'efforcer, au cours de ces deux journées, de définir clairement.
Je suis de ceux qui n'aiment pas entendre dire qu'il y a lieu de repenser le Socialisme, surtout au moment où l'Histoire lui donne raison plus que jamais. Mais des événements de tous ordres, dans le domaine scientifique par exemple, sont d'une telle ampleur que des adaptations s'imposent. Elles doivent être très sérieusement étudiées. Il y a là un grand effort à faire, un très grand travail pour que nous mettions notre montre à l'heure. Il doit être entrepris tout de suite sous la direction, bien entendu, et sous le contrôle du Parti et de ses organismes

Fondation Jean-Jaurès

responsables et non pas par cooptation.
Mais une intelligente et méthodique organisation de nos activités s'impose. Les problèmes actuels doivent être portés d'urgence devant les Commissions compétentes. S'il est exact que nous devons adapter notre doctrine elle-même et dégager ainsi de grandes perspectives, nous avons aussi le devoir impérieux de nous battre tout de suite en partant d'analyses, d'études et de propositions solides pour défendre les travailleurs de toutes professions dont le pouvoir d'achat et aussi le plein emploi sont gravement menacés. J'espère que nous pourrons, dès demain, mettre tout cela en route, et dans la bonne direction.
J'en arrive maintenant à ce que je n'appellerai pas la tactique - le mot me paraissant étriqué - mais la politique du Parti. Je m'excuse au passage de lire mon discours contrairement à mon habitude, c'est à la fois dans le souci d'être pleinement responsable de toutes les paroles que j'aurai prononcées et dans le souci que ces paroles ne dépassant à aucun moment ma pensée.
La fédération du Finistère, réunie le 4 janvier, a voté une mention que je suis chargé de commenter aussi rapidement que possible. Elle s'est prononcée à l'unanimité contre la participation au gouvernement qui est en train de se former et à tout gouvernement qui serait formé dans le cadre de la constitution actuelle et avec la majorité actuelle. Nous avions mis d'ailleurs, dès le 4 janvier, dans notre motion, que l'interdiction de participer s'étendait à tous les militants et non pas seulement aux camarades parlementaires.
En deuxième lieu, et là encore à l'unanimité, nous avons demandé que soit interdite toute collaboration avec la majorité parlementaire actuelle.
Troisièmement, nous avons voulu mettre un paragraphe concernant l'Algérie. Ce paragraphe a été adopté par 194 mandats contre 26 et 23 abstentions.
Quatrièmement, nous avons affirmé la nécessité de redresser la politique du Parti ; ceci à l'unanimité.
Cinquièmement, nous avons posé le problème de la direction du Parti. Ce paragraphe a été voté par 194 mandats contre 26 et 28 abstentions, comme le paragraphe concernant l'Algérie.
Nous avons condamné, comme vous tous, une politique brutalement anti-sociale et de régression économique, qui diminue injustement le pouvoir d'achat des travailleurs actifs, va augmenter le nombre des chômeurs, frappe lourdement une foule anonyme, hier comblée de promesses démagogiques parce qu'elle forme la majorité d'aujourd'hui, touche cruellement les vieux travailleurs, diminue les prestations sociales, altère gravement, en substituant la notion d'assistance à celle de réparation due par une nation solidaire à tous ses défenseurs et à leurs ayants-droit, ce que nous croyons être une loi morale à l'abri de toute atteinte concernant les anciens combattants et victimes de la guerre ; la même politique risque de briser l'effort d'expansion et de modernisation très efficacement mis en route par la IVème République, cette IVème République que j'ai défendue au cours de la campagne électorale dans soixante-huit réunions, en dénonçant d'ailleurs ceux qui se disaient républicains et qui la piétinaient parce qu'elle était par terre.
Sur le plan international, nous pensons que la politique actuelle ruine et isole la

France sous le signe de la grandeur. Au moment où l'évolution de l'Histoire commande de constituer des groupes de nations limitrophes sous la forme d'unions, de fédérations et de confédérations ne comportant ni suzerains ni vassaux, la création de l'Europe et de l'Eurafrique risque ainsi d'être gravement compromise ou retardée.

Nous sommes entraînés dans une guerre politique, économique, quelquefois aussi militaire, hélas ! interminable. Nous pensons que la France tourne le dos à ses intérêts réels. J'habite près de la mer, et j'ai l'impression que l'on commet la folie qui consisterait, pendant les six heures où la mer monte, à vouloir arrêter les flots.

Nous avions tenu aussi, à Chateaulin, à nous opposer à toute collaboration avec l'actuelle majorité parlementaire. Pourquoi cette précision ? Certes, nos élus déposeront et défendront des propositions de lois ; ils essaieront d'améliorer les projets et propositions qui viendront en discussion - sans illusion certainement - mais aucun contact, aucune collaboration, même s'il s'agissait d'un sujet limité, ne nous semblent admissibles avec des hommes qui ont menti, qui ont trompé le peuple et qui vont probablement - cela se dessine déjà - essayer de se couvrir d'un vernis social qui ne doit tromper personne, et en tout cas pas les élus du Parti Socialiste. Nous visons l'UNR particulièrement, mais aussi tous les groupes du centre et de la droite, mais je dis l'UNR particulièrement parce qu'on essaie quelquefois, sans y croire d'ailleurs, de nous dire qu'après tout on ne sait pas quelle est sa composition politique et quelle sera sa tendance demain.

De plus, si la fédération du Finistère estime que la politique actuellement engagée est mauvaise et dangereuse, elle considère en outre, se plaçant sur un plan plus élevé, un plan moral, que ne peuvent être pardonnes en aucun cas ceux qui ont trahi et humilié le suffrage universel, le peuple hier souverain.

Quatre-vingt pour cent des Français avaient cru, naïvement, être associés à une oeuvre de rénovation. Ils sont aujourd'hui plus que déçus ; ce qui se fait - et continuera à se faire demain puisque le choix a eu lieu - est le contraire de ce qu'ils avaient espéré et de ce qu'on avait promis. On avait dit : meilleur fonctionnement de la démocratie, paix partout, en commençant par l'Algérie, c'était l'époque des embrassades de juin, moins d'impôts, égalité des lois sociales, qu'il s'agisse des salariés ou des travailleurs non salariés, expansion encore accélérée, et la France devenant le guide superbe de l'ensemble des nations et des continents.

L'échec d'une telle politique ne fait de doute pour personne. Mais j'ajoute qu'elle serait condamnable en tous les cas, parce que des socialistes ne peuvent pas admettre que les travailleurs soient trompés, que le peuple soit humilié. On ne fait rien de grand sans le consentement et la collaboration des travailleurs. Ces derniers ne pardonneront ni le mensonge ni l'humiliation - s'ils peuvent encore s'exprimer demain ! Mais il court, hélas ! le peuple, un risque grave. Parmi les hypothèses que l'on peut faire aujourd'hui, il y en a une qui n'est pas du tout à écarter : au moment de la colère légitime, l'appareil répressif ne sera-t-il pas déjà mis en place ? N'en serons-nous pas arrivés progressivement à un véritable fascisme ? Pour notre part, nous le craignons, et c'est pourquoi nous ne

sommes pas rassurés par le fait que les libertés de tous ordres ne sont encore, en janvier 1959, que partiellement réduites.
En ce qui concerne l'Algérie, notre fédération pense que le Parti doit, tenant compte des faits, prendre des décisions claires et agir avec le maximum de force pour que la paix, une paix durable, intervienne enfin. Nous avions approuvé, dans le Finistère, à une très grande majorité, et soutenu les propositions de janvier 1957. Nous avions voté, à une grande majorité également, la motion majoritaire des Congrès de Toulouse. Nous regrettons que l'Algérie n'ait pas pu faire l'économie du passage par l'indépendance et la souveraineté nationale totale avant d'entrer à égalité avec les autres peuples adhérents dans une communauté à déterminer.
Mais nous serions bien coupables si nous ne faisions pas preuve, dans ce domaine aussi, d'esprit réaliste. Il apparaît aujourd'hui clairement que l'Algérie, comme tous les pays qui ont subi ou subissent un régime de domination qui est encore plus insupportable quand il revêt une forme paternaliste, n'acceptera de mettre bas les armes et ne demandera son entrée dans une communauté qu'à la condition que soit supprimé ce que l'on a appelé le préalable qui consiste à refuser l'indépendance. Je répète que j'ai cru que cette étape pouvait être évitée, que je regrette vivement l'échec des propositions de janvier 1957 ; mais les faits sont là. Si nous ne voulons pas une guerre de cent ans, si nous ne voulons pas multiplier les victimes des deux côtés, si nous ne voulons pas avoir encore plus d'ennemis et plus de haines là où nous pouvons avoir des amis, il nous faut dire tout de suite que le rétablissement immédiat de la paix, l'élaboration d'un statut, la préparation d'une communauté ne sont plus soumis à quelque restriction que ce soit.
C'est dans cet esprit que la fédération du Finistère, dans sa motion, parle du Parlement algérien, du gouvernement algérien, du peuple algérien. Nous sommes persuadés que la paix et les constructions durables seront possibles dès qu'il n'y aura plus de hiérarchie. (?)
Et j'en arrive au point le plus pénible de mon intervention. La motion du Finistère affirme la nécessité d'une politique et d'une direction nouvelles du Parti Socialiste SFIO. Je n'insiste pas pour le moment sur la politique nouvelle ; nous allons passer - nous y sommes déjà - dans l'opposition ; il ne pouvait pas en être autrement puisque nous avons perdu, puisqu'un sacrifice que nous sommes quelques-uns uns à n'avoir pas accepté, le sachant inutile, s'est avéré inefficace et même désastreux.
Mon rôle ingrat, douloureux - comme disait Guy Mollet le 4 décembre à Issy-les-Moulineaux - est d'expliquer cette phrase de la motion du Finistère, la phrase suivante : "Il (le conseil fédéral du Finistère) estime indispensable de procéder, à la fin du Conseil national des 10 et 11 janvier, au remplacement du Comité directeur et du Bureau du Parti."
Aucun de vous - je veux le croire - ne nous fera l'injure de nous soupçonner d'avoir pensé à des questions de personnes, à des règlements de comptes, au désir de faire des procès inutiles, déprimants, nuisibles au Parti par surcroît. Nous n'avons pensé qu'au Parti, à son avenir, aux tâches lourdes qui

l'attendent ; nous avons pensé au Parti sans égoïsme, dans la mesure où nous croyions que sa position et sa force sont inséparables de l'intérêt de la France, de la démocratie, de la défense des travailleurs. Nous avons pensé aux perspectives et aux possibilités de demain.

Depuis quelques jours ou quelques semaines, j'ai entendu dire que tout allait enfin pour le mieux au sein du Parti. L'unité allait se refaire totalement dans l'opposition. Et on disait aux camarades, dont je suis, qui avaient vivement réagi dès le 13 mai, que nous devions être particulièrement satisfaits. Satisfaits ? ... Eh bien, non !

Et les travailleurs trompés, injustement éprouvés pour beaucoup parce qu'ils croyaient que la tactique de la SFIO allait désarticuler sans grande secousse l'assaut anti-démocratique du mois de mai ! Et l'Algérie, et la France isolée, et l'Europe, et l'Eurafrique, et nos libertés essentielles certainement menacées ! Et le peuple, le suffrage universel dont je disais déjà tout à l'heure qu'il est humilié, victime pour une fraction d'avoir cru en nous, fraction d'autant plus excusable que, malgré les interventions fraternelles et pressantes, ce n'était pas seulement l'ancien Président du Conseil, mais, es qualité, le secrétaire général de la SFIO qui entrait dans le gouvernement de Gaulle, engageant ainsi tout le Parti - Parti qui d'ailleurs, à l'époque, n'était pas consulté.

A Châteaulin le 4 janvier dernier, aucun militant ne souhaitait, comme je l'ai dit, de procès concernant le passé, aucun ne songeait, bien au contraire, à accuser tel ou tel camarade placé à un poste difficile - Guy Mollet en particulier - d'avoir agi pour des motifs moralement condamnables. Nous sommes tous sûrs du contraire. Le souci des délégués - et j'en suis heureux - était, bien au contraire, bien au-dessus des questions de personnes. Ils pensaient à l'avenir et c'est un camarade réfractaire à toute prudence quand il s'agit du Socialisme qui vous expose ici leurs arguments.

Si notre estime, notre amitié, notre affection restent intactes, et cela est vrai singulièrement pour moi, notre conviction que le Parti s'est trompé depuis le 13 mai est totale. Nous sommes plusieurs à ne pas l'avoir découvert ultérieurement. Nous espérions que ce conflit (?) pénible serait réglé à l'amiable, mais aujourd'hui, nous sommes amenés à poser le problème. Il me reste donc à préciser pourquoi la fédération pose ce problème.

D'excellents Socialistes nous ont quittés, nous souhaitons qu'ils reviennent à la SFIO. D'autres camarades dont personne ne peut nier la sincérité songent à nous quitter, il faut les garder. Le Parti Socialiste ne pourra continuer sa mission et faire beaucoup mieux demain qu'à la condition d'équilibrer sa composition sociale et de recruter des jeunes de toutes professions, lesquels sont aujourd'hui désemparés, sceptiques dans bien des cas, et en partie par notre faute. Beaucoup de travailleurs ont quitté le Parti Communiste sans venir chez nous. D'autres voudraient ne pas y aller, et je pense à nouveau aux jeunes.

Mais demain - un demain très proche - tous ceux-là, déçus, ulcérés, mécontents iront au parti bolchevique si le nôtre ne leur apparaît pas capable d'accomplir sans faiblesse les tâches qui sont déterminées par sa doctrine ou commandées par les événements. Quand on m'accuse de faiblesse vis-à-vis des Communistes,

Fondation Léon Blum

je souris tristement. Je souhaite de tout cœur que la SFIO soit devenue entre-temps, avant cette colère qui provoquera le reflux, le grand parti de la Gauche française.
Car nous pourrions être en effet le grand parti de la Gauche française si nous prenions des positions claires et sans laisser place à de fâcheuses interprétations, si nous faisions connaître un programme rénové, si chacun, ami et adversaire, était profondément convaincu que nous refuserons désormais tout compromis avec les représentants des forces capitalistes, si de ce côté l'on savait que l'on pourrait compter sur nous quoiqu'il arrive et quels que soient les dangers et si, en face, on savait exactement ce que cela signifie.
J'en arrive à la conclusion. Que ce soit cruel ou non, que ce soit injuste ou non, nous ne pouvons repartir, inspirer confiance et enthousiasme, devenir ce grand parti dont je viens de parler, empêcher les travailleurs, trompés, lourdement frappés à tous égards, de retourner ou d'aller au communisme, nous ne pouvons, d'un autre côté, barrer la route au fascisme qu'à la condition que l'on ne puisse pas nous dire : "Quand un défi a été lancé à la démocratie, au peuple tout entier, les dirigeants de votre parti ont composé. Le résultat est aujourd'hui connu, vous êtes maintenant rejetés dans l'opposition, mais si, demain, des épreuves du même ordre nous étaient imposées, les mêmes hommes n'auraient-ils pas les mêmes défaillances ?"
Voilà la question qui nous est posée sans cesse. Et, n'étant pas capable d'être hypocrite, j'ajoute aussi que c'est la question que je me pose. Ce n'est pas gai de dire cela, mais je crois que c'est la vérité. C'est un militant anxieux mais résolu qui a tenu à vous dire ces choses, lesquelles ne seront, pour terminer, suivies d'aucune envolée.
Mais je veux ajouter que ce serait immodeste aussi de parler de certitude ; cependant, ma conviction est grande, je pense que nous sommes arrivés au moment où il faut décider si, oui ou non, la SFIO saura et voudra défendre les travailleurs dans l'immédiat, et oeuvrer efficacement pour que le véritable Socialisme n'arrive pas trop tard pour accomplir sa mission.
(Applaudissements)

Le président - Augustin Laurent demande qu'on lui accorde un quart d'heure de parole. Je pense que le Congrès, étant donné que la liste n'est pas tellement longue, sera d'accord pour le lui accorder.
La parole est maintenant au camarade Bailly.

Bailly

Camarades, à la demande de Guy Mollet, je voudrais intervenir, avec beaucoup de modération, sur la situation de Boulloche au gouvernement.
Je pense en effet que, dans nos départements de l'ouest, nous avons connu une inquiétude particulière lorsque nous avons vu notre camarade Boulloche chargé du ministère de l'Éducation nationale. Nous craignons, et nous voudrions bien être sûrs de nous tromper, d'aller vers je ne sais quelle répartition proportionnelle scolaire. Nous craignons de voir je ne sais quelle sollicitude du

gouvernement à l'égard de l'école confessionnelle.
Il est probable que, dans la lettre que détient Guy Mollet, Boulloche déclare, sincèrement je crois, qu'il a bien l'intention de faire la part du feu, ou s'il ne le déclare pas, il le pense. Je voudrais demander au Conseil national s'il pense que cela est possible de faire la part du feu dans le gouvernement actuel.
Et je voudrais lancer - ce sera là toute mon intervention - un appel au Conseil national, s'il devait se laisser aller à je ne sais quelle faiblesse par suite d'une amitié parfaitement compréhensible. Je demande au Conseil national de ne jamais permettre qu'un ministre de l'éducation nationale appartenant au Parti Socialiste puisse signer, même s'il ne les propose pas, les mesures que nous craignons et qui, effectivement, nous apparaissent très menaçantes.
(Applaudissements)

Le président - La parole est au camarade Jacquet.

Gérard Jaquet

Camarades, le problème de la participation ou de la non participation au nouveau gouvernement ne sera donc pas traité par ce Conseil national. La réponse du Parti a été donnée – Guy Mollet vous le disait il y a un instant - par le Comité directeur, mais je suis persuadé que cette réponse ne soulèvera aucune controverse sérieuse dans nos fédérations et dans nos sections. L'opinion connaît nos raisons et elle comprend fort bien, même lorsqu'elle n'est pas socialiste, qu'il nous était impossible d'entrer dans le gouvernement que vient de constituer M. Michel Debré.
Si nous avons répondu sans difficulté à la question qui était de la plus brûlante actualité, nous n'avons par contre pas encore examiné un problème plus général : quelle doit être la politique du Parti au cours des prochains mois ? Comment conçoit-il, en ce début de Vème République, une politique efficace d'opposition ? Quels sont ses buts et ses perspectives ?
Ce sont, en fait, les questions essentielles qui nous sont aujourd'hui posées. Elles sont plus importantes, elles sont même plus décisives pour l'avenir du Parti que certains ne le pensent. C'est à l'examen de ce problème que je m'attacherai donc principalement.
Opposition constructive, ont dit certains. Opposition vigoureuse, opposition intelligente, ont répondu d'autres camarades. Aucun de ces qualificatifs ne me choque ; je leur reproche simplement de ne rien apporter de nouveau.
Bien sûr que nous ferons une opposition constructive ! Le Parti Socialiste a-t-il l'habitude de détruire sans construire ?
Opposition vigoureuse ? Pour des Socialistes, c'est un pléonasme car notre action est toujours vigoureuse, en principe tout au moins.
Opposition intelligente ? Je veux bien. Mais qui pourrait penser que certains ont envisagé une opposition sans intelligence ?
En fait, il est très difficile de qualifier d'une manière sérieuse, et plutôt que de qualifier, il vaut mieux définir.
Tout d'abord, avec quel état d'esprit devons-nous envisager cette politique

Fondation Jean-Jaurès

d'opposition ? Nous devons, à mon sens, l'envisager avec l'état d'esprit d'un parti qui pourrait être à la place du parti au pouvoir, et qui se trouverait ainsi confronté avec un certain nombre de problèmes qu'il lui faudrait bien résoudre. Cela signifie qu'en critiquant et qu'en disant "non", nous devons être à tout moment en mesure d'apporter la solution de rechange que nous aurions proposée si nous avions été au gouvernement.

Mais, en conséquence, cela signifie également que, sur le plan des études, notre travail sera plus important que par le passé. En période de participation ministérielle, parallèlement aux travaux des commissions techniques du Parti, des études se poursuivent dans les ministères, des informations sont données aux ministres socialistes que le parti ne possède pas toujours et qui sont souvent précieuses. Demain, nous devrons tout faire par nous-mêmes. Nous devrons le faire à temps et, si c'est possible, avant le gouvernement lui-même, car il vaut toujours mieux prendre l'offensive que de subir un combat défensif.

C'est ainsi que notre opposition prendra son véritable caractère. C'est ainsi qu'elle sera intelligente, vigoureuse et constructive tout à la fois. C'est ainsi qu'elle n'aura rien de commun avec l'opposition perpétuellement démagogique du Parti Communiste dont les votes ne devront jamais influencer les nôtres. Tout cela, je le répète, nécessite un travail d'étude plus poussé, plus intensifié et plus accéléré que par le passé.

Mais cela nécessite aussi un effort de propagande accru. Cette opposition, où allons-nous la faire ? Au Parlement tout d'abord, bien entendu. Mais ce n'est pas suffisant. Croyez bien que je n'ai pas le complexe du député battu, mais vous savez que l'action parlementaire est plus difficile qu'auparavant, dans la mesure où les prérogatives du Parlement ont été diminuées et les sessions abrégées. Notre action parlementaire devra donc, plus que jamais, se prolonger dans le pays.

Je vous avoue que je ne suis pas sans inquiétudes sur ce point. Il faudra que le Parti se réveille, qu'il sorte de sa douce torpeur et que tous les militants se considèrent comme mobilisés en permanence. Cet effort que nous devons demander à toutes les fédérations et à toutes les sections, il doit correspondre, bien sûr, à un effort semblable du centre du Parti. Cela exige, cela exigera des dépenses importantes, et cela comportera des conséquences pour tous les militants. Mais cela exige aussi, cela exigera une volonté de rajeunissement et de modernisation indispensable. Les formes de propagande efficaces au début de ce siècle sont aujourd'hui périmées. Faisons donc, tous ensemble également dans ce domaine, l'effort d'imagination qui s'impose.

Ce sont là quelques remarques préliminaires sur l'état d'esprit qui doit nous animer et sur les moyens que nous devons utiliser pour pratiquer notre politique. Mais je voudrais maintenant aborder le problème essentiel.

Nous devons faire tout cela pour aboutir à quoi ? Et avec quelles perspectives devons-nous agir ? La réponse est simple en apparence. Nous devons, par notre action, préserver le régime républicain, même s'il est imparfait. Nous devons défendre la liberté qui nous donne le moyen de poursuivre notre marche vers le Socialisme. C'est simple, mais c'est insuffisant, parce que, quand nous avons dit

cela, nous n'avons pratiquement rien dit.
Des efforts pour défendre la République et préserver la liberté ? Nous en avons fait d'héroïques au cours des années passées, et cependant rarement la liberté a été plus menacée qu'au lendemain du 13 mai. Les résultats des dernières élections ont été réconfortants puisque nous avons maintenu et même consolidé notre force électorale de 1956, mais n'êtes-vous pas frappés par le fait que nous sommes maintenant satisfaits lorsque nous maintenons notre influence ?
Un parti bourgeois qui représente le passé et qui se maintient, c'est une victoire. Mais un Parti Socialiste qui représente l'avenir et qui marque le pas, c'est pour le moins un demi échec. Or, depuis 1932, et peut-être même depuis 1923, regardez les chiffres : nous ne progressons plus. Nous oscillons seulement entre un minimum et un maximum. Il existe en France, surtout depuis la guerre, une masse flottante composée des éléments les plus divers et qui est insatisfaite et cherche sa voie. Cette masse flottante s'est portée successivement vers le MRP en 1945, vers le RPF en 1951, vers le Mendésisme d'un côté, le Poujadisme de l'autre en 1956, vers l'UNR en 1958. Elle a été chaque fois vers ce qui lui donnait un espoir momentané, espoir aussitôt déçu d'ailleurs. Mais cette masse flottante n'a jamais été vers nous. "Bien sûr" me direz-vous, "car elle n'est pas socialiste." C'est vrai ! Mais la plupart de ceux qui la composent ne sont pas non plus anti-socialistes. Ils ne sont rien du tout. Ils attendent simplement, chaque fois, la formation politique qui recréera en eux un début de confiance.
Beaucoup auraient pu venir avec nous ; ils ne l'ont pas fait. Pourquoi ? Il y a là, vous le sentez bien, toute une série de questions que nous devons nous poser avec une certaine inquiétude. Je voudrais d'ailleurs vous dire très franchement dans quel esprit je les pose. Je n'ai pas du tout l'intention d'apporter une critique contre qui que ce soit. S'il y a responsabilité, nous la partageons tous, très exactement au même titre. Le phénomène que je viens d'évoquer dépasse d'ailleurs notre cadre national. La stagnation socialiste est générale dans le monde entier, et en particulier en Europe occidentale, et c'est cela qui crée le drame. Le Socialisme étant le meilleur rempart, parfois même le seul rempart de la démocratie et de la liberté, son affaiblissement ou seulement son piétinement constitue un grave danger pour nos institutions.
Comment recréer en notre faveur ce courant de confiance qui nous permettrait de briser ce corset qui nous enserre et nous empêche de nous développer ? C'est, je crois, la question essentielle de l'heure. C'est celle qui domine toutes les autres. Je n'ai pas la prétention d'apporter aujourd'hui une véritable réponse, mais je voudrais tout de même présenter quelques premières réflexions.
Dans le monde occidental, nous connaissons, à des degrés divers, une crise des formations traditionnelles de la démocratie qui va en s'accentuant. Plus discrète mais cependant très profonde dans les pays voisins, elle a atteint en France une violence toute particulière. Les raisons en sont nombreuses, mais il en est une qui me paraît fort claire, c'est l'impossibilité de plus en plus évidente pour les démocraties occidentales de régler leurs problèmes les plus élémentaires. De cette inefficacité, on rend responsable le régime, on rend responsables les partis, on rend responsable le nôtre plus peut-être que certains autres, dans la mesure où

sa mission est d'aller plus loin et d'agir avec plus d'audace.
Mais une question se trouve posée : dans le cadre du régime économique actuel, peut-on aller plus loin ? On a, il y a bien des années, grâce à une synthèse heureuse, réconcilié les partisans des réformes et les partisans de la révolution. Nous sommes révolutionnaires dans la mesure où nous voulons changer la structure économique et sociale du régime capitaliste. Mais nous sommes aussi réformistes dans la mesure où, en attendant cette révolution, nous nous efforçons d'apporter le maximum de réformes possible. Nous pouvons sur ce plan être très satisfaits de note oeuvre. Sans le Parti Socialiste, aucune des réformes sociales profondes qui ont eu lieu n'auraient été votées.
Mais ne pensez-vous pas que nous sommes arrivés aujourd'hui au point limite et que, dans le cadre du régime capitaliste, rien de très sérieux ne peut être fait ? Je vous avoue que j'ai été très frappé de constater combien notre programme électoral, sur le plan économique et social, était pauvre. J'en ai fait la remarque et on m'a répondu : "C'est vrai, mais pourrais-tu trouver toi-même quelque chose de plus original ?" Et je m'en suis, bien entendu, senti incapable. C'est là une des raisons de notre faiblesse, c'est pour cela que nous n'attirons plus, comme auparavant, des masses nouvelles et cela doit nous amener à envisager résolument aujourd'hui le dépassement du système économique capitaliste.
Je crois que notre tort est - et, je le répète, nous en sommes tous responsables - de considérer depuis trop longtemps que nous sommes obligés de nous mouvoir uniquement dans le cadre qui nous est imposé. Nos perspectives n'ont pas su le dépasser et cela a donné à notre action un caractère trop souvent hésitant.
Prenons quelques exemples. Nous sentons bien qu'une réforme fiscale est nécessaire et, parce que nous sommes socialistes, nous souhaitons qu'elle soit profonde et qu'elle aille dans la voie de la justice. Mais, lorsque nous entrons dans le détail, les difficultés commencent. Comme nous restons dans le cadre actuel, nous souhaitons - et c'est normal - que le maximum de catégories sociales soutiennent notre action. Nous ne voulons donc pas nous opposer violemment à elles et, devant leurs revendications contradictoires, nous n'aboutissons pas. Nous défendons les artisans, c'est logique en apparence car ils sont défavorisés par apport à beaucoup. Mais cette défense artisanale ne va-t-elle pas à l'encontre de l'évolution économique que nous souhaitons et n'est-ce pas dans une autre perspective qu'il faut trouver une solution au problème ?
Sur le plan agricole, notre position est souvent contradictoire. Nous voulons développer le modernisme dans l'agriculture, ce qui implique de grands ensembles, mais nous voulons aussi défendre la petite exploitation familiale parce que, à l'heure présente, son sort mérite notre intérêt. Cette contradiction permanente entre notre aspiration socialiste profonde et les revendications multiples et contradictoires de catégories sociales, intéressantes c'est vrai, mais souvent dépassées et dont, cependant, nous entendons garder ou gagner la confiance, paralyse trop souvent notre action.
Un souvenir est peut-être resté dans vos mémoires : avant les élections de 1946, Léon Blum était venu devant le groupe parlementaire de l'Assemblée constituante de l'époque. Il proposait une formule qui aurait pu être inscrite dans

le programme électoral du Parti et qui s'attaquait à la propriété capitaliste par le biais de l'héritage. L'accueil a été plus que réservé et, comme Léon Blum l'écrivait par la suite, il a dû rengainer son projet. Je ne fais aucune critique contre le groupe parlementaire de l'époque ; j'en faisais partie et je pense que mon accueil a dû être aussi frais que celui des autres. Nous sentions en effet la contradiction qui consistait à présenter une mesure révolutionnaire, mais partielle, qui aurait mécontenté beaucoup, tout en restant dans le cadre du régime capitaliste et, par conséquent, sans les contreparties nécessaires et valables.

Aujourd'hui, je crois que c'est l'ensemble du problème qu'il faut poser. C'est le problème de l'avènement du Socialisme qui doit être placé par nous à l'ordre du jour. Mais si nous posons ce problème, comme je le souhaite, il faudra le résoudre, car, sur ce plan, j'ai l'impression que nous avons aussi beaucoup à faire.

J'ai assisté récemment, au nom de la SFIO, au Congrès du Parti Socialiste belge. L'inquiétude est également très grande chez nos amis belges et le mot d'ordre général du Congrès a été à peu près celui-ci : pour déboucher vers des solutions vraiment socialistes, faisons des réformes de structure. Mais qu'est-ce que cela veut dire ? Nous avons fait des réformes de structure en France au lendemain de la Libération. Nous avons nationalisé les mines, les banques, les assurances. Nous n'avons cependant pas fait du Socialisme ce jour-là. Si, demain, nous décidions de nationaliser la sidérurgie, nous ne ferions pas davantage du Socialisme.

Je ne veux pas dire qu'une politique de nationalisations est une mauvaise politique, bien au contraire ; tout ce qui diminue l'influence du capitalisme privé, tout ce qui permet une planification de l'économie constitue un progrès. Mais il ne faut pas qu'il y ait d'équivoque. Le fonctionnement des mines, des chemins de fer, des banques, des assurances ne sont absolument pas une préfiguration du fonctionnement d'un régime socialiste. Pour réaliser le Socialisme, il faut non seulement exproprier les capitalistes et prendre possession des grands moyens de production, mais il faut aussi - et c'est une condition essentielle - détruire et remplacer tous les rapports d'ordre social, moral et culturel que le capitalisme a créés et qui unissent ceux qui possèdent et ceux qui produisent. C'est ainsi qu'une nationalisation devient une socialisation. Mais je voudrais poser une question à nos meilleurs techniciens. Si demain nous avions brusquement la totalité du pouvoir, si tout était possible, nous pourrions sans doute nationaliser les grands moyens de production, en laissant bien entendu à part l'inévitable secteur libre. Mais, après avoir nationalisé, saurions-nous socialiser ? Je n'en suis pas persuadé. Même sur la structure d'une entreprise socialisée, nos idées sont imprécises. Y aura-t-il une direction collégiale ou une direction unique ? Le directeur sera-t-il nommé par le comité ouvrier ou désigné autoritairement par la puissance publique ? Quels seront ses rapports avec les représentants ouvriers ? Quelle sera la place du syndicalisme ? Nous n'avons pas répondu à ces questions ; et sur le fonctionnement de l'entreprise, nos idées sont plus vagues et plus contradictoires encore.

Je sais bien que le problème ne se pose pas pour aujourd'hui ou pour demain matin. Mais comment pensez-vous convaincre les masses qu'il faut faire le Socialisme avec nous si nous ne sommes pas capables de leur apporter des solutions précises dans ce domaine et si nous nous contentons de leur proposer quelques réformes sociales de détail, qu'il faut faire sans doute, mais qui ne doivent être désormais qu'un aspect secondaire de notre action.

Alors, tout ce problème, qui est, au fond, le problème même du Socialisme, comment l'aborder ? Une commission doctrinale a été créée par Jules Moch sous le contrôle du Bureau du Parti ; elle peut faire du bon travail. Mais je pense cependant que sa composition est assez mince et son rythme assez lent. Je crois d'ailleurs qu'un travail de commission, limité obligatoirement à un petit nombre de camarades, devrait être précédé par une semaine d'étude, un peu du type séminaire, où nous pourrions rassembler une assistance plus vaste ; il serait possible de faire travailler pendant une semaine côte à côte les principaux leaders du Parti, les responsables des syndicats libres et de nos Commissions techniques. Mais je demande surtout qu'on associe à cette étude les Socialistes qui sont à la tête des entreprises nationalisées pour savoir comment une entreprise peut passer du stade de la nationalisation au stade de la socialisation. C'est encore celui qui dirige une entreprise nationalisée avec un esprit socialiste qui peut le mieux nous renseigner. Cette semaine d'études qui permettrait de poser clairement le problème, de recueillir tous les avis autorisés, donnerait naissance, bien sûr, à une Commission réduite qui devrait rapporter devant un prochain Congrès.

Voilà une procédure. On peut en envisager d'autres, mais j'insiste sur la notion d'urgence. Probablement très vite, nous allons nous trouver devant une masse disponible qui aura été déçue une fois de plus ; cela commence d'ailleurs déjà. Saurons-nous cette fois l'attirer ? Nous n'aurons pas de Gaulle à lui proposer. Nous ne pourrons l'intéresser que par le caractère audacieux de notre programme, car ce ne sont plus les formules vagues et imprécises qui peuvent aujourd'hui créer un véritable courant d'opinion.

Cette dernière réflexion m'amène à envisager un autre aspect du problème. Ce combat, nous ne pourrons pas le livrer seuls. Quels sont nos alliés possibles ? Je vais ici défendre une opinion qui va peut-être vous sembler paradoxale. Plus je demande au Parti d'aller loin sur le plan du programme et dans le domaine doctrinal, plus je souhaite que le regroupement de la Gauche démocratique soit vaste. Bien sûr il faut exclure les réactionnaires ; bien sûr il faut exclure les Communistes ; mais il faut rassembler le maximum de ce qui n'est ni l'un ni l'autre. "C'est paradoxal", me diront peut-être certains, "comment voulez-vous faire avaler votre programme socialiste à des radicaux ou à des MRP par exemple ?"

Et pourquoi pas ! L'heure où l'on disait : "pour rassembler la Gauche au maximum, soyons prudents, soyons modestes dans nos propositions, évitons de parler du Socialisme", cette heure est dépassée. C'est bien au contraire parce que nous sommes trop prudents et trop modestes que nous ne rassemblons plus suffisamment. Le monde attend du nouveau. Les vieilles formules sont

périmées ; elles sont condamnées à jamais par une opinion désemparée et prête à tout. En dehors des réactionnaires qui défendent leurs intérêts capitalistes et des Communistes qui défendent Moscou, qui serait effrayé par un Socialisme réaliste et humain, écartant tous les sectarismes, posant les vrais problèmes et apportant les solutions efficaces ? Si nous savons faire cela, comment douter de nos possibilités de persuasion, sur beaucoup, et sur l'ensemble même ? Et devant cette nécessité, écartons tous les problèmes secondaires et tous les faux problèmes qui ont empoisonné notre vie au cours de ces dernières années pour n'envisager que la perspective commune. Ce projet, c'est bien entendu encore le Parti Socialiste qui doit prendre l'initiative de le proposer et de le promouvoir. Il ne devra surtout pas laisser à l'écart les syndicats libres, les coopératives de consommation et de production et les techniciens de gauche dont le rôle sera si important dans la société de demain.
Cette oeuvre qui devient pour nous une nécessité, et une nécessité presque vitale, elle est certes exaltante. Elle devrait être celle d'un parti plus uni que jamais et plus décidé que jamais à la lutte. Nous avons connu des heures douloureuses. Certains ont pu penser que notre unité était en péril. Pour ma part, je n'ai jamais eu cette crainte. Mais des divergences trop profondes dans un parti comme le nôtre ont souvent comme conséquence un affaiblissement passager et une perte d'influence. Mais cette heure est aujourd'hui dépassée et je vous avoue que peu m'importe de savoir qui a eu tort ou qui a eu raison au cours de ces derniers mois. Une période nouvelle commence ; elle est, certes, pleine de périls que nous devrons affronter avec courage, mais je crois qu'elle constitue la dernière étape d'un système capitaliste agonisant. C'est à nous de préparer maintenant la succession. L'heure est au Socialisme. Le Parti Socialiste sera-t-il présent au rendez-vous ?
(Applaudissements)

Le président - La parole est au camarade Lamousse.

Georges Lamousse

Mes chers camarades, c'est au nom de la fédération de la Haute-Vienne que je prends la parole ce matin à ce Congrès, au nom de cette fédération qui, comme vous le savez, a donné à son département une représentation parlementaire entièrement socialiste... (applaudissements)... succès qui vient d'être confirmé, contrairement à certaines craintes, par une élection cantonale partielle qui s'est déroulée il y a quelques jours, c'est-à-dire après la publication du budget Pinay, élection qui a eu pour résultat que le candidat choisi par nos camarades de ce canton a écrasé à la fois le candidat de la Droite et le candidat communiste et que, contrairement à certaines craintes qui avaient été exprimées même au sein de notre Parti, les Communistes n'ont pas profité du budget pour augmenter leurs voix, bien au contraire. Ce succès est pour moi la preuve que, lorsqu'une fédération a pris une position et lorsqu'elle a la décision de s'y tenir, elle peut envisager l'avenir avec confiance.
On nous a dit dans une certaine presse que le Parti Socialiste, au Congrès

Fondation Jean Jaurès

d'aujourd'hui, allait présenter un virage, qu'il allait l'amorcer habilement. Eh bien ! Il faut que ce Congrès fasse la preuve qu'il n'y a pas, dans le Parti Socialiste, de virage, qu'aujourd'hui, nous n'allons ni condamner ce qui a été fait, ni nous démentir, mais que ce Congrès va être, au contraire, le Congrès de la fidélité : la fidélité à ce que nous avons fait et dont nous n'avons pas à rougir, et également la fidélité à notre idéal et à notre doctrine socialiste.
(Applaudissements)
Pour cela, voyez-vous, camarades, je crois qu'il faut commencer par éviter certaines erreurs où nous serons tentés de tomber.
La première de ces erreurs, à mon avis, consisterait à nous déchirer, à nous déchirer entre Socialistes, à nous déchirer, nous qui sommes ici. Et nous pouvons le faire de trois façons.
Nous pouvons le faire d'abord, comme on l'a fait même au sein du Parti, en portant condamnation de l'action menée au sein du gouvernement par nos camarades qui appartenaient au Parti Socialiste. Eh bien ! Nous, nous disons - et ici je voudrais répondre à Tanguy que j'ai écouté, comme je l'écoute toujours, avec beaucoup d'amitié et avec beaucoup d'intérêt - nous disons que nous avons toujours cru que les camarades qui étaient envoyés par le Parti au sein des gouvernements, qu'il s'agisse hier de Tanguy, qu'il s'agisse de Gazier, qu'il s'agisse de Christian Pineau, qu'il s'agisse maintenant de Lejeune, de Thomas ou de Guy Mollet, que ces camarades, à aucun moment de leur vie et de leur action gouvernementale, n'ont oublié qu'avant toute chose, ils étaient membres du Parti Socialiste et qu'ils étaient là pour remplir une mission socialiste.
(Applaudissements)
Il n'est pas possible qu'on livre une bataille, il n'est pas possible qu'on aille vers une victoire si, constamment, on se livre à un travail destructif. Il n'est pas possible qu'on fasse à la fois de la construction et de la démolition dans le même édifice. Et c'est cela d'abord que je voulais vous dire. Je voulais vous demander d'éviter cette première erreur qui pourrait être une erreur mortelle.
La seconde erreur consisterait à régler des comptes, à régler des comptes personnels entre camarades du Parti Socialiste, et là, je voudrais dire avec tristesse et avec amitié à Tanguy que la fédération de la Haute-Vienne n'est pas du tout d'accord avec la fédération du Finistère et qu'on ne redresse pas un parti, qu'on ne redresse pas le Parti Socialiste en partant à l'assaut de la cité Malesherbes, mais qu'on le redresse à la base, en faisant des élections à la base et en commençant par remporter des succès dans les élections de base.
(Applaudissements)
C'est ainsi qu'on redresse le Parti, et il n'est pas possible de le redresser autrement.
Et puis, la troisième erreur consiste, à mon avis, ou consisterait à ressusciter les querelles qui sont maintenant inactuelles parce qu'elles sont dépassées, la querelle de l'investiture, la querelle des oui et des non. Je ne dis pas qu'il ne soit pas intéressant de discuter de ces questions entre nous parfois, lorsqu'on refera l'historique de cette époque ou lorsqu'on cherchera dans le passé des éléments d'appréciation, de jugement, et également peut-être des exemples qui nous

Fondation Jean-Jaurès

permettront d'éclairer notre action dans l'avenir, mais je dis qu'aujourd'hui, ces questions sont inactuelles et qu'il n'est pas bon que nous nous y attardions car elles ne pourraient qu'empoisonner l'atmosphère.
Ceux qui nous ont quittés nous ont quittés parce qu'ils pensaient qu'ils n'étaient pas à leur place chez nous. Nous leur laissons la responsabilité de l'option qu'ils ont faite. Il est bien évident que nous les accueillerons sans acrimonie s'ils reviennent chez nous avec bonne foi, en reconnaissant qu'ils se sont trompés, mais, en tout cas, nous n'allons pas aller les supplier, nous mettre à genoux devant eux pour qu'ils reviennent, parce que je suis bien sûr que si certains d'entre eux au moins ont un regret, ce n'est pas d'avoir fait une scission, c'est de ne l'avoir pas réussie.
Et puis il y a une autre erreur que le Parti a commise, et je vous demande de n'y pas retomber. Cette erreur, nous l'avons peut-être tous commise, nous sommes peut-être tous coupables à quelque degré, cette erreur, c'est d'avoir cru à une espèce de vertu de formules magiques qui dispensent de la réflexion, qui dispensent de la prise de conscience et qui dispensent de l'effort à la base.
La situation actuelle résulte très directement non pas, comme on l'a dit, de l'investiture, non pas du référendum, mais elle résulte directement des résultats des élections législatives. Il est évident, et vous le sentez bien, que la situation pour le Parti Socialiste et pour le pays ne serait pas du tout la même si nous avions deux cents députés à l'Assemblée Nationale au lieu d'en avoir quarante.
Et c'est ici, en passant, que je voudrais redresser l'erreur de ceux qui croient qu'un échec sur le plan électoral et un échec relatif de cette importance n'ont au fond aucune espèce de suite dans l'avenir. Si un échec, même relatif, comme celui que nous avons essuyé, il faut bien l'avouer, est important d'abord pour le Parti, il est important aussi pour le peuple et pour la classe ouvrière.
Il est important pour le Parti parce qu'il nous impose une nouvelle mise en place, une nouvelle tactique. Il nous impose un retard dans notre action.
Et il est important également pour la classe ouvrière parce que nous savons bien que si nous n'avons pas une majorité à l'Assemblée Nationale ou si nous n'appartenons pas à la majorité, directement ou indirectement, le poids de cette absence se fera sentir sur la classe ouvrière que nous avons mission de défendre.
C'est pourquoi il ne faut pas séparer la lutte doctrinale de la lutte à la base qui consiste à faire des adhérents, et également de la lutte qui consiste à mener des batailles électorales et à les mener, autant que possible, avec l'espoir d'en sortir victorieux.
Je crois que cet échec, non pas l'échec sur le plan des voix car nous avons eu, en effet, des voix, et on a eu raison de le dire, nous avons retrouvé nos voix, mais il y a tout de même un échec relatif du Parti Socialiste ; cet échec consiste en ceci qu'avec le même nombre de voix, il n'a pas retrouvé le même nombre de sièges, alors qu'il aurait dû à la fois, je crois, retrouver plus de sièges et retrouver plus de voix.
Et je crois que les causes de cet échec relatif sont dues principalement au fait que nous avons oublié un élément très important de la doctrine marxiste. On nous a appris, lorsque, aux alentours de nos dix-sept ou dix-huit ans, nous avons

donné notre adhésion au Parti, à tenir compte de la prise de conscience de la réalité historique qui nous entoure. A chacune des pages de son œuvre, rappelez-vous que Marx insiste sur cette notion assez essentielle ; il nous met en garde contre la croyance à des formules, contre la croyance à des abstractions ; il nous dit : "Vivez toujours au contact de la réalité, profitez des courants de l'Histoire, tâchez de les dominer, tâchez de les canaliser, tâchez de les manoeuvrer pour qu'ils deviennent les courants qui nous fassent déboucher sur le Socialisme."
Eh bien ! Un certain nombre de nos amis - et peut-être sommes-nous tous coupables à des degrés divers - n'ont pas pris, je crois, suffisamment conscience de ces courants de l'Histoire. Ils ont cru que certains phénomènes qui se passaient en Afrique étaient des phénomènes politiques locaux. Et ils ont pensé également que ces phénomènes étaient artificiels. Or tel n'était pas le cas et comme cette prise de conscience n'a pas été faite par tous, au lieu de nous retrouver ou de nous trouver à l'Assemblée Nationale actuelle deux cents députés, nous nous sommes trouvés quarante.
Il est bien évident, et on l'a dit, que le peuple s'est trompé en votant UNR, mais il s'agit de savoir si nous, Socialistes, nous avons fait tout ce qu'il fallait pour l'éclairer, si nous avons fait tout ce qu'il fallait pour l'empêcher de se tromper. Eh bien ! Je crois que, dans certains cas, nous n'avons pas fait tout ce qu'il fallait en effet pour l'éclairer, nous n'avons pas pris suffisamment conscience de cette espèce de lame de fond psychologique et nous n'avons pas fait tout ce qu'il fallait également pour que cette lame de fond nous serve au lieu de nous desservir.
Et alors, à l'avenir, je crois que ce qu'il faut, ce n'est pas psalmodier des formules, ni vivre au contact des abstractions, mais ouvrir les yeux autour de nous pour voir ce qui se passe, ouvrir les yeux et réfléchir, réfléchir en nous disant qu'il n'y a pas de problème réel - pour reprendre l'expression de Descartes - je dis : de problème réel, je ne dis pas : de faux problème, qui ne puisse être résolu si on lui applique, et si on lui applique méthodiquement les règles de la méthode.
Si nous ouvrons les yeux et si nous regardons autour de nous, qu'est-ce que nous voyons ? Le peuple a suivi le gouvernement pour le référendum et pour la restauration de la légalité républicaine. Il a suivi également le gouvernement jusqu'aux derniers jours de décembre, c'est-à-dire jusqu'au moment où le public a eu connaissance, d'abord connaissance vague et ensuite connaissance précise, des dispositions du budget. A partir de ce moment-là, le peuple, la masse du peuple a cessé de suivre le gouvernement, à partir de ce moment-là, il y a eu une rupture, non pas parce que le budget était lourd, tout le monde s'attendait à ce qu'il fût lourd, mais parce qu'il était injuste, parce que les charges n'étaient pas réparties sur toutes les épaules d'une façon équitable.
Et c'est là que nous allons retrouver notre mission fondamentale, et, pour ma part, non seulement je ne fais pas grief à Guy Mollet et à nos camarades ministres d'avoir quitté à ce moment-là les responsabilités, d'avoir refusé de s'associer, mais, au contraire, je les en félicite, parce que notre mission fondamentale est une mission socialiste ; elle consiste à servir la classe

ouvrière ; elle se définit par cette fidélité et non pas par la fidélité à une équipe gouvernementale, et pas davantage par la fidélité à un homme.
Donc, à partir du moment où nous avons refusé de nous associer aux responsabilités gouvernementales du budget, nous estimons, dans ma fédération, que nos ministres étaient parfaitement fondés à le faire et qu'ils ont eu raison de le faire.
Mais là, pourtant, il faut établir quelques nuances ; il faut établir quelques nuances parce que tout, dans ce qui va être proposé par le gouvernement, ne va pas être mauvais. Il va y avoir des choses qui seront peut-être discutables ; il y en aura d'autres qui seront bonnes, au moins en principe. Par exemple, l'assurance-chômage, par exemple la participation aux bénéfices dont nous ne connaissons pas encore toutes les modalités d'application.
Si j'essayais d'analyser l'opinion publique à l'heure actuelle, je dirais que les courants psychologiques qui la mènent sont, les uns hostiles, les autres inquiets, les autres hésitent, les autres attendent ; et c'est de cette complexité qu'il faut que nous prenions conscience pour éclairer notre action. Et c'est là que nous avons, pour l'avenir, à faire un certain nombre d'options et de définitions.
D'abord, il faut que nous définissions notre place, notre place entre la Droite et les Communistes. C'est un point qui est important à la fois en ce qui concerne la Droite et en ce qui concerne les Communistes. Car non seulement il faut d'abord que nous nous séparions d'eux au niveau de la doctrine ou de l'action gouvernementale ou de l'action parlementaire, mais il faut aussi que nous nous séparions d'eux au niveau du peuple. Il faut que le peuple puisse distinguer cette séparation que nous faisons de notre action et de l'action de la Droite et de l'action des Communistes. Et il faut que cette action elle-même soit clairement définie ; et ici je rejoins tout à fait ce que vient de dire notre camarade Jacquet.
J'ai été frappé, depuis déjà pas mal d'années, d'une lacune qui me semble grave dans notre Parti, c'est l'inconsistance d'un programme général, à la fois programme d'action immédiate et également programme d'action lointaine. Ce que je souhaite - et ici, je vais être tout à fait modeste - c'est qu'il y ait dans la poche de chacun de nos militants un petit opuscule, une petite brochure, quelque chose de très simple, mais qui donnerait sur tous les points de l'économie et de la politique la pensée du Parti Socialiste et le programme du Parti Socialiste. Or, cela, vous savez bien que, jusqu'ici, cela n'a pas existé et vous avez eu probablement, comme moi, le même étonnement lorsque vous passiez d'un département dans un autre, et même d'une circonscription dans une autre, à constater la différence qu'il y avait entre ce que disaient nos camarades et des camarades qui étaient également éclairés et qui étaient également de bonne foi. Je crois qu'il serait nécessaire que ces différences puissent être réduites et qu'elles ne deviennent plus que des nuances.
Je reprends ici une image qui était celle de Magendie lorsqu'il disait qu'il arpentait le domaine de la science comme un chiffonnier, en prenant à chaque jour ce qu'il donne. Eh bien ! Je crois qu'il faudrait également que notre action soit d'abord une action au jour le jour, non pas une hostilité systématique à tout ce qui sera présenté par le gouvernement - et ici, je réponds à Tanguy -, ce n'est

pas parce que M. Debré dira que deux et deux font quatre qu'il faudra soutenir que deux et deux font cinq ; ce n'est pas parce que M. Debré proposera peut-être une mesure bonne, utile pour la classe ouvrière qu'il faudra nous opposer systématiquement à cette mesure ou nous interdire de l'améliorer. Nous nous opposerons à lui quand il le faudra, et nous l'aiderons également quand il le méritera et quand il le faudra, et notre opposition sera, comme l'avait dit Guy Mollit, une opposition constructive et non pas une opposition qui viserait simplement à détruire, parce qu'à ce moment-là, c'est nous-mêmes qui nous détruirions. Et il ne s'agira pas seulement de suivre, mais aussi de devancer, c'est-à-dire de présenter des projets et de donner au peuple un bilan qui soit un bilan positif.

Dans ce travail qui peut paraître modeste, qui peut paraître décousu, nous retrouverons tout de même une unité profonde : cette unité, c'est celle de notre doctrine ; cette unité, c'est celle de notre mission. C'est dire que, d'abord, chacune de ces actions, qui seront limitées, qui seront fragmentées, devra être éclairée et devra être reliée à une idée centrale qui sera notre idéal : élever le niveau de vie des travailleurs et supprimer les antagonismes de classes.

Et puis, il faut également repenser et élargir notre doctrine, et ici, je suis tout à fait d'accord avec ce que vient de nous dire Jacquet. Un certain nombre des problèmes dont nous demandions la solution il y a un demi siècle sont maintenant résolus. Si vous avez la curiosité de lire les professions de foi de nos camarades autour de 1910, vous vous rendrez compte que la plupart des choses qu'ils demandaient sont maintenant acquises. Or une partie de la population, et en particulier les jeunes, demandent qu'on leur apporte quelque chose de nouveau, non pas seulement quelque chose de nouveau sur le plan de leurs intérêts matériels, mais également quelque chose de nouveau pour déclencher en eux cet enthousiasme qui a tendance à se tarir, et surtout, qui a tendance à se tarir dans les couches des jeunes gens de notre époque. Ils ne demandent pas, croyez-le bien, seulement - comme on le dit toujours, et on s'en plaint, et on a peut-être en partie raison de s'en plaindre - ils ne demandent pas seulement des avantages matériels, des subventions, des bourses, ils demandent un grand idéal, ils demandent quelque chose qui vaille qu'ils se donnent à cet idéal, et c'est cet idéal qui, jusqu'ici, n'a pas été suffisamment défini, et c'est celui que nous avons à définir, qui n'apportera pas d'avantages matériels, mais réclamera au contraire de l'enthousiasme et des sacrifices.

J'en ai terminé, et je voudrais finir sur une image qu'employait Jaurès à la fin de sa thèse sur la réalité du monde sensible ; Jaurès nous disait qu'il n'y a pas de solution de continuité entre les problèmes de l'univers et le travailleur qui gagne, à sa table, le pain de chaque jour. Eh bien ! Je voudrais que notre action pour demain soit une action double, qu'elle soit à la fois l'action au jour le jour et qu'elle soit également une action éclairée par un grand idéal, car la mission du Parti Socialiste est à la fois de se battre au jour le jour et de défendre le pain des travailleurs, et également de donner à notre peuple et à notre jeunesse un idéal qui soit à la mesure de notre temps.

(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Le président - La parole est au camarade Fournier, dernier orateur de la matinée.

Fournier

Camarades, tout à l'heure le camarade qui m'a précédé a prononcé le mot "virage" et je ne sais s'il vous est déjà arrivé de vous trouver dans une voiture lancée à toute allure, abordant justement un virage sec et où, dans un grincement de freins et de pneus, vous vous demandiez, avant la sortie du virage, si vous n'alliez pas basculer ? Eh bien ! Nous, dans la fédération de l'Ardèche, qui a été traditionnellement minoritaire dans le Parti ces dernières années, nous nous demandions un peu si nous n'étions pas à la sortie du virage et si nous n'allions pas basculer. Et j'avoue que lorsque nous avons lu dans la presse trois petites lignes, d'ailleurs très modestes, qu'il a bien fallu chercher, nous annonçant que, le 27 décembre, nos camarades au gouvernement avaient refusé d'accepter les modalités du budget qui nous était présenté, nous avons eu l'impression que nous venions de sortir du virage, que nous ne basculions pas et que la voiture allait se remettre sur la ligne droite.

Nous avons été pendant bien longtemps très inquiets. Beaucoup de camarades ont dit qu'il ne fallait pas revenir sur le passé, je ne voudrais donc pas y revenir trop longtemps, mais nous avons été partisans, nous, de la non-participation, il y a déjà deux ans de cela, au moment où le gouvernement de Guy Mollet a été renversé, au moment où nous avions peut-être la possibilité de faire une opération que M. Edgar Faure avait manquée, parce que, à ce moment-là, notre camarade Guy Mollet avait dans le pays une audience excessivement remarquable dans toutes les couches de la population, audience, d'ailleurs, qu'il n'a pas complètement perdue, loin de là. Mais, à ce moment-là, cette audience aurait peut-être pu permettre que, allant vers la dissolution, nous retournions au Parlement non pas avec quarante députés, mais avec cent soixante ou cent quatre-vingts.

A partir de ce moment-là, camarades, nous avons été très inquiets, et lorsque le 13 mai est arrivé, je ne voudrais pas me poser en prophète, mais nous n'avons pas été tellement surpris, parce que nous attendions quelque chose, nous ne savions pas quoi, mais nous attendions quelque chose qui devait se produire. Depuis longtemps, on nous avait dit : "Il faut faire des sacrifices pour sauver la République, pour sauver le pays." Eh bien ! nous sommes arrivés au 13 mai et on n'a pas sauvé la République, tout au moins la IVème, qui n'était pas si mauvaise que cela.

Ensuite, nous avons continué ces sacrifices et maintenant, nous sommes arrivés au point où nous disons que nous ne pouvons pas aller plus loin, ou tout au moins, nos camarades responsables disent qu'ils ne peuvent pas aller plus loin. Et nous qui avons pensé qu'ils sont peut-être allés trop loin déjà dans une certaine voie, nous poussons maintenant vraiment un soupir de soulagement.

Nous avons été battus aux élections ; nous avons perdu des sièges et nous n'avons pas perdu de voix. Mais on a fait remarquer très justement que notre échec réside précisément dans le fait que nous n'avons fait que maintenir nos

Fondation Jean Jaurès

voix. Car pendant des années, aux tribunes de nos Congrès et de nos Conseils nationaux, on nous a laissé entendre, et beaucoup de camarades l'ont répété, que le jour où enfin les électeurs, les travailleurs qui votaient communiste auraient compris qu'ils se trompaient en votant communiste, c'était vers nous qu'ils devraient venir. Eh bien ! Ils étaient 1 700 000 électeurs qui votaient communiste et qui, cette fois-ci n'ont plus voté communiste. Hélas ! Ils ne sont pas venus à nous.

Pourquoi ? Mais parce qu'ils ont eu l'impression, tout simplement, que nous ne correspondions pas à ce qu'ils désiraient. Ils sont allés à l'UNR parce que l'UNR, par son absence de programme, a attiré des gens qui seraient peut-être venus vers nous si nous avions représenté vraiment pour eux quelque chose de nouveau. Mais ils nous considéraient comme usés, hélas !

Et notre véritable échec aux élections, ce n'est pas le fait de n'avoir que quarante députés, je dirais même presque que j'en suis heureux. Notre véritable échec, c'est de n'avoir pas récupéré les voix des travailleurs qui votaient communiste et qui nous sont passées par-dessus la tête pour aller bien plus loin.

Mais enfin, tout cela, c'est le passé. Maintenant, depuis quinze jours, nous écoutons ce qui se dit dans l'opinion publique. Eh bien, dans l'opinion publique, passez-moi le terme peut-être un peu vulgaire, beaucoup de gens ont maintenant l'impression d'être des cocus, et même un certain nombre de nos camarades qui ont voté dans le sens où la majorité du Parti l'avait souhaité. Nous avons un certain nombre de camarades en effet, même dans notre fédération, qui étaient partisans notamment du "oui" au référendum, qui ont voté "oui" au référendum en pensant qu'il était impossible de faire autrement et en nous montrant que l'appréhension que pouvait faire naître l'application de la Constitution étaient de vaines illusions. Eh bien ! Maintenant, certains de ces camarades sont en train de se poser la question de savoir si l'analyse que nous avions faite à ce moment-là n'était pas juste et si les inquiétudes que nous formulions vis-à-vis de ce que serait l'action parlementaire ultérieurement n'étaient pas fondées.

Il est vrai que l'un de nous a dit dernièrement, avec un certain humour : "Nous serons peut-être bien contents dans un moment d'avoir la Constitution pour pouvoir mettre la Chambre en vacances." Mais enfin, l'ironie n'a jamais rien résolu. Nous pensons justement que cette Chambre, cette Chambre introuvable constituée par un amalgame de cet UNR qu'on pourrait qualifier, en utilisant ces trois lettres, d'Union Nationale des Requins, cet UNR va probablement se dissocier, se diviser, mais qu'avant même qu'il se dissocie et qu'il se divise, il est vraisemblable qu'on l'aura mis en sommeil et qu'un gouvernement animé de tous les pouvoirs sera capable de mettre le pays dans une situation excessivement dangereuse.

L'opinion, actuellement, s'interroge, elle est inquiète, elle se demande ce que sera demain. Or demain, il est certain que nous allons subir l'incidence en cascade des dispositions budgétaires. Il est certain que les prix vont monter et il est certain que l'inquiétude va continuer à s'aggraver dans la population laborieuse.

A ce moment-là, il est absolument nécessaire que notre Parti apparaisse comme

refusant toute collaboration possible avec les mesures qui viennent d'être prises. Et déjà, je le répète, les trois lignes qui ont paru dans la presse annonçant que nos amis Guy Mollet et Albert Thomas avaient refusé de s'y associer, ont eu dans l'opinion, même l'opinion non socialiste, une très grande résonance. Il faut que nous entrions dans une opposition ferme, décidée, il faut absolument que nous n'ayons plus rien de commun avec ce qui va se passer dans les mois à venir, il faut que nous ne soyons pas les complices de la misère qui va s'abattre sur notre pays si les mesures que l'on envisage et qui ont l'air de vouloir s'appliquer continuent à être appliquées.

Je ne voudrais en prendre qu'un exemple, un petit exemple qui a déjà porté ses fruits, ce sont les mesures qui ont atteint la sécurité sociale. Je sais qu'on a dit beaucoup de mal de la sécurité sociale, notamment que c'était un sujet pour les chansonniers, un sujet facile. Mais la sécurité sociale a tout de même apporté à la masse laborieuse de ce pays quelque chose de très important, elle a permis aux bourses modestes de soigner l'enfant, le vieillard, alors que, dans le temps, cela ne se faisait pas, et vous le savez très bien.

Cette franchise de 3 000 francs qui vient d'être instaurée constitue actuellement une immense duperie. Je suis administrateur d'une caisse, et je vous garantis que, depuis quelques jours que cette mesure est appliquée, j'aurais voulu que notre ministre des Finances et un certain nombre de nos responsables assistent aux conversations particulières et assistent aux réflexions des travailleurs, des assurés qui venaient se faire rembourser, apportant leurs misérables dossiers où ils avaient 1 500 francs ou 2 000 francs de remboursement et à qui on disait : "Votre dossier, nous le prenons en compte, mais on ne vous paye pas."

Eh bien ! Je crois que cette série de maladresses, car finalement, ces 3 000 francs, qu'est-ce que cela représente comme économies dans le pays ? Cela représente peut-être une quinzaine ou une vingtaine de milliards, mais nous pouvons dire que c'est une quinzaine ou une vingtaine de milliards qui sont vraiment pris dans la poche du travailleur, et du travailleur le plus modeste. Que l'on continue comme cela et, d'ici quelque temps le travailleur se révoltera, car les organisations syndicales paraissent mortes actuellement. Oh ! On émet bien des protestations, toutes les organisations émettent des protestations, je pense que vous tous qui êtes ici en avez reçu, et je pense en particulier aux anciens combattants.

Je me rappelle au mois de janvier, lorsque nos camarades au Parlement avaient voté la question de confiance à M. Gaillard, nous nous étions faits, nous Socialistes, agresser par le représentant des anciens combattants qui avait fait un véritable malheur. Or, cette fois-ci, ils ont fait des protestations, bien sûr, ils protestent avec beaucoup de force, mais finalement ils ne disent rien, et on vient de supprimer la retraite des anciens combattants !

Eh bien ! Tout ceci, camarades, porte en soi le germe d'une opposition brutale et violente qui se fera jour dans un avenir plus ou moins proche. Ce ne sont plus les responsables d'organisations qui feront du bruit, parce qu'ils ont peur, ce sont les membres des organisations eux-mêmes qui feront du bruit. Ce jour-là, il faut que le Parti apparaisse non pas comme le complice de ces mesures, mais

comme le défenseur - ce qu'il aurait toujours dû être - des masses laborieuses, et ce jour-là, croyez-moi, l'affection des masses travailleuses reviendra vers nous si nous avons su le mériter.
(Applaudissements)

Le président - La session de cet après-midi sera présidée par Gaston Defferre.

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national des 10 et 11 janvier 1959
Puteaux

Séance du samedi 10 janvier 1959 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Gaston Defferre.
Assesseurs : Vallée (Orne), Barrat (Calvados), Cazard (Lot).

Le président (Gaston Defferre)
La parole est à Bidet pour le compte rendu de la Commission des mandats.

André Bidet
Camarades, La Commission de vérification des mandats était composée comme suit :
Gabriel Belteil, Alfred Largois et moi-même. La Commission s'est réunie au cours de la séance de ce matin et elle a pris connaissance des prises de timbres et feuillets de la part des fédérations. Elle s'est assurée que le calcul du nombre des mandats et des délégués pour nos assises nationales en 1959 a été fait conformément aux statuts.
De plus, la Commission a entendu les explications fournies par le secrétaire administratif, elle s'est assurée que les fédérations ont été avisées en temps utile du nombre de leurs mandats et délégués respectifs et qu'elles n'ont formulé aucune réclamation.
En conséquence, la Commission, à l'unanimité, vous demande de valider les mandats aux délégations comme suit :
Délégués au Congrès : 363 ;
Nombre de mandats pour 1959 : 3 821.

Le président - La parole est à Albert Gazier.

Albert Gazier
Camarades, le 4 décembre, au Congrès extraordinaire d'Issy-les-Moulineaux, un certain nombre d'entre nous ont demandé un changement de politique.
Ce changement de politique commence à s'effectuer sous nos yeux. On ne peut, en effet, appeler d'un autre nom la première protestation élevée par le Parti Socialiste contre des décisions qui avaient reçu l'accord du Président du Conseil.

Fondation Jean-Jaurès

On ne peut pas non plus appeler d'un autre nom la décision que nous allons prendre d'entrer enfin dans l'opposition.
Il était évidemment impossible, sans se renier totalement, d'approuver la politique économique, financière et sociale du gouvernement de Gaulle.
Une simple analyse des mesures sociales qu'elle contient le prouvera.
Je n'aborderai pas l'aspect économique et financier, mais je tiens à dire que les mesures économiques et financières qui sont contenues dans la loi de finances sont encore plus graves que les mesures purement sociales. Et d'abord, une question de méthode : la loi de finances a été préparée par un comité de composition archaïque, dans lequel on trouve, à côté de fonctionnaires et de financiers du secteur public, des hommes comme MM. Gignoux, Rueff, Dautry, mais aucun syndicaliste, aucun paysan, aucun représentant des membres socialistes du gouvernement.
Cette procédure affaiblit considérablement l'argument de ceux qui prétendent qu'il faut être présent au sein des ministères pour savoir ce qui s'y passe, et pour contrôler l'action. Nos camarades n'ont rien su de ce qui se préparait et n'ont donc pas été en mesure de contrôler efficacement cette action.
Sur le plan social, vous le savez, la loi de finances annule purement et simplement toutes les dispositions des conventions collectives de travail librement signées, qui avaient indexé les salaires soit au minimum garanti, soit sur le coût de la vie.
Il s'agit d'une mesure intolérable, car vous pensez bien que pour obtenir cette clause dans les conventions collectives, les syndicats ouvriers ont renoncé à certaines de leurs revendications, et la contrepartie disparaît ; et bien entendu, il s'agit d'un trucage, d'un contrat qui, sous la forme où il se trouve actuellement, n'aurait peut-être pas reçu leur approbation.
Ce qui est plus grave, c'est qu'on a fait commettre au Président du Conseil une erreur extrêmement sérieuse, lorsqu'on lui a fait dire, dans son allocution télévisée, qu'il fallait réduire le déficit de la sécurité sociale et l'empêcher de continuer à être à la charge du Trésor.
Cela est faux. J'ai dit souvent, vous le savez, que la sécurité sociale supportait des charges qui ne devraient pas normalement lui incomber, comme le paiement de l'allocation aux vieux travailleurs salariés agricoles, comme les dépenses d'enseignement et de recherche incluses dans les prix de journée des hôpitaux, comme la surcompensation au bénéfice des allocations familiales agricoles. Mais, malgré cela, malgré ces charges, depuis plusieurs années, le régime général de sécurité sociale est en excédent. Il l'a été en 1956, en 1957 et, pour les neuf premiers mois de 1958, l'excédent a été de 40 milliards de francs. Il atteindra probablement 50 milliards pour l'ensemble de l'année 1958.
La trésorerie de la sécurité sociale dispose actuellement de 64 milliards de francs. Elle a remboursé au Trésor public des vieilles dettes, ou tout au moins une partie de ces vieilles dettes qui étaient incontestées. Il ne reste actuellement que des dettes contestables, en partie compensées, par les sommes que le Trésor doit à la sécurité sociale pour équilibrer par exemple le régime des étudiants ou celui des fonctionnaires. Ces dettes contestables sont, en tout cas, inférieures - et

largement - aux disponibilités du régime général de la sécurité sociale.
Certes, à l'intérieur du régime - cela a souvent été dit -, il existe un déficit de l'assurance maladie, tandis qu'au contraire, le compte des allocations familiales est excédentaire, mais, globalement, tout cela, y compris le régime général, loin de recevoir des subventions du Trésor public, lui apporte un appui très sérieux, puisque l'excédent dont il dispose est pratiquement utilisé par le Trésor de l'Etat.
Par conséquent, aucune justification ne peut être trouvée à la réduction des prestations de la sécurité sociale, mais il y avait une question de politique générale.
La politique économique et générale de M. Pinay, approuvée par le général de Gaulle, est que l'inflation doit être relayée par l'épargne, et cela conduit nécessairement à multiplier les sacrifices pour ceux qui ne pouvaient pas, et qui ne pourront jamais épargner, parce que leurs revenus sont trop faibles ; cela conduit également à multiplier les garanties et les faveurs pour donner confiance à ceux qui peuvent épargner, et, parmi les mesures prises pour gagner leur confiance, se trouve tout naturellement la mutilation de la sécurité sociale.
Le fonds national de solidarité est détruit. Vous savez comment il avait été conçu en 1956 : comme un organisme autonome, qui disposait de recettes à lui, qui lui étaient spécialement affectées. L'ensemble de ces recettes subsiste, y compris la vignette, mais, au lieu d'être versées au fonds national de solidarité, ces recettes tombent dans le budget de l'Etat.
Le budget prend bien à sa charge le financement des allocations du fonds de solidarité qui sont servies aux vieux travailleurs non salariés, mais les allocations aux vieux travailleurs salariés seront servies par la sécurité sociale, et sur les ressources dont elle dispose.
Cela veut dire que ce seront les salariés qui paieront les allocations complémentaires versées aux vieux travailleurs, et non pas la solidarité nationale.
Grâce à son autonomie, le fonds, autrefois, procédait à une répartition des charges, et, en même temps, par l'affectation de ses recettes, il était en mesure d'augmenter les allocations aux vieux, selon la progression des prix ou selon le développement de l'économie nationale.
C'est parce que le fonds était autonome qu'à trois reprises, depuis 1956, les allocations ont été augmentées. Elles auraient dû, d'ailleurs, l'être dans des proportions plus fortes étant donné les disponibilités du fonds national de solidarité. Cela est fini. A l'avenir, pour qu'une augmentation se produise, deux conditions devront être remplies en même temps :
- que la sécurité sociale dispose des fonds nécessaires,
- et que le budget de l'Etat en dispose également, puisque, comme je vous l'ai dit, les allocations sont les mêmes, mais les unes sont servies par le budget, et les autres par la sécurité sociale.
Si l'on se trouvait dans une situation où la sécurité sociale disposât de ressources excédentaires, le gouvernement pourrait lui interdire de les répartir aux vieux, parce que cela entraînerait nécessairement le réajustement de celles des

allocations qui sont financées par le budget public.
Pour masquer cela, on a procédé à une majoration de 5 200 francs par an de l'allocation complémentaire.
Cela représente une majoration de l'ordre de 15% de cette allocation complémentaire, mais cela ne veut pas dire que les ressources des vieux seront augmentées de 15%. Vous le savez, le fonds national de solidarité sert une allocation complémentaire, c'est-à-dire qui s'ajoute à d'autres allocations ou à des pensions, pour les plus malheureux, le fonds national ne couvre que la moitié de leurs ressources disponibles, c'est-à-dire que pour ceux-là, la majoration sera de 7 et demi pour cent et non de 15%. Et pour la moitié des allocataires, l'allocation représente environ le quart des disponibilités, c'est-à-dire que l'augmentation réelle sera de 3,75% inférieure à une augmentation des fonctionnaires.
Il faut ajouter à cela que ceux qui touchent l'allocation aux vieux travailleurs salariés sont évidemment âgés, qu'ils ont besoin de soins, que grâce aux mesures qui avaient été prises en 1956, plus de la moitié d'entre eux bénéficiaient des prestations de l'assurance maladie sans limitation de durée et que, pour eux, la franchise de 6 000 francs par an en matière de médicaments va jouer de manière presque régulière et constante, de sorte que leurs 5 200 francs seront compensés - et au-delà - par la franchise imposée en matière de remboursement d'analyses médicales ou produits pharmaceutiques.
Aucun gouvernement n'a jamais osé toucher aux réformes sociales de 1936, mais le gouvernement de Gaulle a mutilé, moins de trois ans après, les réformes sociales du gouvernement Guy Mollet.
Des ressources nouvelles sont, certes, apportées aux caisses pour financer cette charge supplémentaire de l'ordre de 300 milliards qui lui incombera désormais. Ces ressources proviennent d'une augmentation des cotisations, d'une augmentation de la cotisation patronale, mais vous savez bien - et cela a été maintes fois démontré ici - que les cotisations de sécurité sociale, même patronales, sont en réalité prélevées sur les salaires, soit qu'elles servent à justifier, lorsqu'elles sont augmentées, une majoration des prix, soit parce qu'elles justifient une résistance patronale plus forte à satisfaire les revendications ouvrières en matière d'augmentation de salaires.
La cotisation globale de sécurité sociale sera augmentée.
La cotisation d'allocations familiales portera désormais non pas sur les seuls salaires plafonnés, mais sur les salaires réels. Eh bien, cela constitue un frein au réajustement des salaires. Il est bien évident que dans beaucoup d'entreprises, les employeurs résisteront plus vigoureusement à une augmentation des salaires lorsqu'ils sauront que les charges d'allocations familiales ne s'appliquent plus à une seule fraction de ces salaires, mais à ces salaires tout entiers.
Quant aux prestations, vous savez qu'on a décidé une franchise de 3 000 francs par semestre, 6 000 francs par an en ce qui concerne la pharmacie, les examens de laboratoire. Bien entendu, cette franchise de 6 000 francs est multipliée par 2, c'est-à-dire devient 12 000 francs lorsque le mari et la femme sont assurés sociaux. Il s'agit donc d'une charge supplémentaire pour les foyers,

particulièrement lourde pour les vieux, je vous l'ai dit, et pour les familles ayant de nombreux enfants, qui ont fatalement souvent recours au médecin. Cela nuit à la santé publique, cela va détourner des soins immédiats toute une catégorie de Français qui risqueront de voir leur état s'aggraver parce qu'ils n'auront pas été soignés à temps.

Cela va créer une paperasserie considérable, car, pour 8 millions d'assurés sociaux, il faudra créer de toutes pièces des comptes individuels pour y inscrire au fur et à mesure les dépenses maladie.

Les caisses envisagent actuellement le recrutement de 1 500 employés supplémentaires pour cette tâche absolument inutile !

Tous ces inconvénients n'entrent évidemment pas dans les calculs des experts dont j'ai cité tout à l'heure quelques noms !

La franchise de 3 000 francs par semestre va rendre impossible le maintien du tiers payant dans un très grand nombre de cas. Le maintien du tiers payant dans les dispensaires municipaux, pour les dépenses de pharmacie et d'examen de laboratoire, rend caduques toutes les conventions de tiers payants entre les caisses et les syndicats de pharmaciens qui ont été signées au cours de ces dernières années.

Pour ce qui est des médicaments, vous le savez, 95% des spécialités pharmaceutiques seront désormais remboursés à 70% et non plus à 80%.

Les cures thermales, même lorsqu'elles sont justifiées, ne seront plus des prestations de l'assurance sociale, mais des prestations d'assistance conditionnées par les ressources des malades.

En ce qui concerne les tarifs médicaux, ils restent absolument libres.

Ou bien rien ne sera changé à la situation actuelle, ou bien, dans certains cas, les remboursements des caisses seront accrus, mais, comme les tarifs ne sont pas réglementés, ils seront majorés dans des proportions égales, et, ce qui est plus grave, pour la première fois, la loi abandonne le principe général du remboursement à 80% des frais médicaux.

Dans les rares cas où le remboursement des caisses sera augmenté, les tarifs s'accroissant dans des proportions égales, la situation du malade sera inchangée, mais les ressources seront gaspillées en pure perte et rendront infiniment plus difficile dans l'avenir la réalisation de projets dont les membres du Parti Socialiste ont quelquefois entendu parler.

Pour ce qui est de la radiologie, on va diminuer de moitié non pas les tarifs des radiologues, ce qui serait excellent, mais les sommes remboursées par les caisses en cas d'examens radiologiques, ce qui veut dire que si les tarifs des radiologues restent inchangés, nous seront très près du remboursement à 80% - comme le faisait remarquer un de mes amis - à l'envers : 80% à la charge de l'assuré et 20% à la charge des régimes sociaux !

Je passe rapidement sur le fonds d'action sanitaire et sociale et surtout sur sa partie destinée à financer des logements, sur la suppression dans certains cas de l'allocation du salaire unique, sur la suppression de l'allocation prénatale et sur le rétablissement de la surcompensation que Ramadier et moi-même avions supprimée.

La loi de finances comprend en outre le germe d'autres méthodes régressives qui pourront être décidées sans la moindre consultation des organismes légaux chargés de donner des avis sur la législation de sécurité sociale.
Au moment où le Parlement se trouve dessaisi d'une grande partie de ses pouvoirs en matière de droit social et de sécurité sociale, les organismes que je viens de citer se trouvent, eux aussi, dépossédés.
Le Parti Socialiste ne peut pas accepter cette politique. Je vous l'ai dit, la politique économique et financière est encore plus grave que la politique sociale dont je viens d'analyser certaines dispositions. D'autres camarades en reparleront certainement.
Nous allons donc passer dans l'opposition. Très bien... mais de quelle opposition s'agira-t-il ?
Il y a plusieurs façons de comprendre l'opposition. Il est une opposition douce, coopérant, au fond, avec la majorité, soutenant des antithèses, de manière à préparer, avec les thèses majoritaires, des synthèses possibles, affaiblissant l'autorité du Parti pour amortir le choc ou pour limiter les dégâts, cette opposition, je l'appellerai l'opposition de Sa Majesté, pour être plus actuel, "mon opposition". C'est parce que le mot "constructif" pouvait avoir ce sens que j'avais demandé qu'il disparaisse de notre vocabulaire.
Il est, à côté, une opposition dure, se refusant à se taire ou à baisser la voix, critiquant avec le maximum de force les mesures mauvaises, mais aussi celles qui, sans être mauvaises en elles-mêmes, permettraient d'atteindre des buts mauvais.
On a dit ce matin - et on a eu raison - qu'il ne fallait pas faire d'opposition démagogique, et je suis d'accord pour que le Parti approuve celles des mesures qui sont à la fois bonne en elles-mêmes et qui permettent d'atteindre des buts excellents.
Cette opposition, dans laquelle nous allons entrer demain, doit nous permettre de dire maintenant ce que nous avons eu tort de taire jusqu'à présent, de dire ce que nous pensons de la manière dont le cessez-le-feu doit être proposé aux combattants algériens, de dire ce que nous pensons de l'attitude qui doit être celle de la France en face du problème de la Guinée, de dire ce que nous pensons du fonctionnement des institutions de la Communauté, car ce serait une régression que de voir dans ces institutions nouvelles les territoires d'Outremer disposer, en ce qui concerne les affaires communes - diplomatie ou défense - de moins de pouvoirs qu'ils n'en disposaient jusqu'à présent. Ce serait évidemment inacceptable qu'alors que les députés de ces territoires ne siégeront plus à l'Assemblée Nationale, ils n'aient, eux et leurs ministres, le droit de s'occuper d'une politique étrangère qui les engage et d'une défense qui les concerne que deux fois par an, dans des réunions épisodiques d'un gouvernement de la Communauté ou d'un Sénat de la Communauté.
Nous devons dire ce que nous pensons également de nos inquiétudes concernant le sort de l'Europe. Cette politique-là, je suis sûr que nous l'adopterons ensemble. Elle est certes difficile ; elle sera d'autant plus difficile que nul d'entre nous ne peut se croire lié par des positions passées, ni en ce qui concerne

le chef de l'Etat, ni en ce qui concerne les institutions.
Par exemple, si, à l'expérience, la Constitution se révèle dans son application comme ne permettant pas à l'opposition de remplir convenablement sa mission, alors nous devrons demander une révision constitutionnelle et faire campagne pour cette révision.
Il ne serait pas possible que nous nous trouvions isolés en face d'une population qui va comprendre de mieux en mieux que la limitation des droits de l'Assemblée issue du suffrage universel se traduit par une politique réactionnaire.
Je ne crois pas que cela soit beaucoup demander. La plupart de ceux qui, ici ou ailleurs, ont voté le texte constitutionnel, l'ont fait, cela est bien vrai, non pas en raison de ce qu'il contenait, mais en raison du contexte politique dans lequel il se trouvait placé.
Nous devons tout faire pour qu'au jour de l'échec, il existe autre chose que le recours de l'opinion aux solutions du Parti Communiste. C'est pourquoi nous devons profiter de cette période pour remettre notre programme sur le chantier, pour voir si ses dispositions sont bien adaptées à la situation présente.
Jaquet, ce matin, a dit excellemment qu'il fallait, dans le domaine économique, financier et social, réviser nos conceptions, encore qu'il ait dit qu'il ne nous reste plus grand'chose à faire dans le cadre de notre programme actuel. Il nous reste tout de même à rétablir tout ce qui vient d'être démoli par M. Pinay et le général de Gaulle, et c'est déjà une tâche qui peut nous occuper quelque peu.
Mais enfin, quel doit être notre principe ? C'est d'opposer aux solutions libérales comme aux solutions bolcheviques de planification totalitaire, la solution socialiste qui est celle de la planification démocratique.
Nous devons affirmer que la nation doit commander l'économie de la même manière qu'elle commande le droit civil ou qu'elle commande la politique extérieure. Ce commandement de l'économie s'exprime par un plan, mais pour les Socialistes, si le plan est la règle, cette règle doit être adoptée par la souveraineté nationale, après de larges consultations des organisations économiques et sociales. Et tous les leviers dont l'Etat peut disposer ou tous ceux qu'il peut être amené à se forger doivent être placés au service du plan ; la fiscalité, le crédit, les investissements, la politique des prix.
Dans cette optique, notre conception des nationalisations ressort clairement : doivent être nationalisés les secteurs de l'économie qui, s'ils restent propriété privée, ne pourront pas être au service de la nation et concourir à une correcte application du plan.
Quant aux secteurs de l'économie dont une organisation professionnelle démocratique, permettant aux salariés, aux cadres de faire entendre leur voix, assurera une action conforme à celle des directives du plan, il est inutile de procéder, dans ce cas, à leur nationalisation.
Enfin, pour des Socialistes, le plan économique doit être accompagné d'un plan social afin qu'à tout moment - Guy Mollet l'a proclamé en 1956 avec beaucoup de raison et d'éloquence - les travailleurs sachent qu'ils figureront parmi les premiers bénéficiaires des résultats du plan dont ils auront eux-mêmes assuré le

succès.
J'ai beaucoup admiré ce qu'a fait Jaquet, un effort de recherche du Socialisme pur. Nous devons savoir s'il n'existe pas des impuretés dans notre Socialisme en ce qui concerne l'Algérie, les territoires d'Outremer ou la politique en général.
Enfin, il faut refaire la Gauche, parce que, seuls, nous ne pourrons pas tout changer et, pour y parvenir, il nous incombe de dominer les rancoeurs, même si elles sont justifiées, et, en tout cas, écarter toute trace d'un quelconque sectarisme.
Tout cela exige de tous des efforts considérables, des efforts d'imagination, de travail, et, ce qui est plus encore, cela exige que l'amour-propre n'aveugle pas les esprits.
Si difficile qu'elle soit, nous ne pouvons pas nous soustraire à cette tâche, parce qu'elle est vitale et parce que de son succès dépendra évidemment l'avenir de nos libertés.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Leenhardt.

Francis Leenhardt

Je ne dirai que quelques mots au sujet des mesures financières, de façon à pouvoir surtout aborder le problème politique.
En médecine, il y a quelquefois des ordonnances qui tuent. On peut se poser la même question à propos de l'ordonnance budgétaire, tellement elle a été violente ; on a parlé d'électrochoc ; en réalité nous avons vu des technocrates, qui, depuis longtemps, étaient un peu sur la touche, se griser d'une occasion vraiment extraordinaire de réaliser le rêve de leur vie sans aucune espèce d'opposition parlementaire. Ils ont chambré le ministre des Finances, ils lui ont fait croire qu'il allait être un nouveau Poincaré et finalement, vous savez ce qu'il en est advenu.
Je pense qu'en matière économique, les choses sont toujours aussi délicates, qu'il faut travailler avec des outils qui seraient plutôt des outils de bijoutier que la masse d'un cantonnier. Or, on a l'impression que c'est de ce dernier outil qu'ils se sont servis !
J'ai évoqué il y a quelques jours les différents paris que Rueff avait faits. Je veux dire au passage qu'il est possible que malgré l'injustice des sacrifices demandés, en raison des menaces de chômage, il n'y ait pas de crise sociale, mais ce dont je ne doute pas - et c'est extrêmement inquiétant - c'est que ce budget de déflation violente n'aboutisse dans quelques mois à une crise économique très sérieuse. D'ailleurs, nous l'avons annoncé dans notre campagne électorale, quand nous disions, parlant de la récession économique : "Si, demain, il y a une majorité qui confirme M. Pinay aux Finances, vous aurez une crise économique comme celle qui était amorcée en décembre 1952 et qui a entraîné le renversement de M. Pinay par les membres de sa majorité."
L'injustice dans la répartition des sacrifices atteint, quand on l'analyse, des proportions tout à fait extraordinaires. Je me suis livré à cette analyse un peu

Fondation Jean-Jaurès

minutieuse, à cette sorte d'inventaire, et je suis arrivé à des chiffres que j'ai donnés ce matin dans le "Populaire" et qui sont à peu près les suivants :
Pour la répartition des sacrifices :
- 813 milliards pour les consommateurs
- 49 milliards pour les profits.
Je ne referai pas cette analyse à la tribune, mais il faut bien voir que cela va révéler à ceux de nos militants que leur anti-Communisme a poussés à voter avec la Droite, que nous avons quelque chose en commun avec le Parti Communiste : la lutte contre l'injustice.
Nous allons les voir céder - j'ai déjà des exemples en vue des élections municipales - à des tentations de rapprochement qui seront la conséquence directe du fait que le gouvernement a décidé l'austérité à sens unique.
On a fait dire au général de Gaulle, dans son allocution télévisée, que les investissements publics avaient été accrus de 25%. D'autres ont dit ensuite 27%. C'est tout à fait inexact ; si vous preniez l'ensemble des investissements publics, dépenses civiles en capital de l'Etat et prêts du Trésor, vous arriveriez à une masse qui est supérieure cette année de 190 milliards à celle de l'année dernière, mais, dans les calculs on a ajouté des investissements que l'Etat prend en charge pour en décharger la Banque de France mais qui, cependant, ne donnent pas un sou de plus aux investissements.
Sur les 190 milliards, une quarantaine sont surtout réalisés Outremer et ont peu d'incidence en Métropole ; il en reste donc 150. Si vous tenez compte qu'il y a une hausse des prix depuis le 1er janvier 1958 - et je parle des prix de gros - d'environ 5%, il faut encore enlever 70 milliards. Finalement, la véritable incitation, ce qu'on appelle les investissements destinés à contrebalancer le budget de déflation, c'est 80 milliards, c'est-à-dire environ 6%de la masse d'investissements de l'année dernière.
En ce qui concerne les subventions, je crois qu'il sera très important que nous relevions, dans notre propagande, ce qu'il y a d'inacceptable dans le discours de Pinay, qui a prononcé une sorte de condamnation morale des subventions, alors que pour nous, les subventions ont toujours été un instrument - et le Labour nous en a donné l'exemple - dans le sens d'une redistribution du revenu national. D'ailleurs, tous les pays modernes y ont recours.
Enfin, il y a une autre chose - et c'est là-dessus que je terminerai pour aborder tout de suite le problème politique - c'est que la grande presse et, bien entendu, les représentants des Indépendants et de l'UNR, ont fait une présentation de cet ensemble de sacrifices particulièrement malhonnête, les considérant comme la liquidation du gâchis de la IVème République, et parlant de la nécessité de boucher le trou creusé par les autres.
Eh bien, camarades, quand je pense que la dernière législature n'a pas créé moins de 660 milliards d'impôts nouveaux pour réaliser l'équilibre budgétaire et pour réduire l'impasse, et que la législature actuelle hérite de 250 milliards de plus-value fiscale, réalisée sur ces impôts pendant l'année 1958, vous avouerez qu'il y a de quoi organiser sur ce plan, au cours des semaines qui viennent, les protestations qui sont nécessaires pour rétablir la vérité.

J'aborde le problème politique.
Pineau nous a dit ce matin, dans une intervention que j'ai suivie avec beaucoup d'attention, et particulièrement dans son point 2, qu'à son avis, nous étions bien installés dans un régime présidentiel. Il a dit aussi que le gouvernement Debré, c'est le gouvernement de Gaulle. Sur ce point, il a peut-être raison, c'est partiellement vrai, mais je crois que nous ne devons pas adopter une telle présentation, nous n'y avons aucun intérêt. Nous pouvons, au contraire, constater que le général de Gaulle a joué le jeu parlementaire : il a appelé un leader de la majorité du Parti sorti vainqueur aux élections ; il ne pouvait pas faire autrement, et c'est en quoi je ne suis pas d'accord pour dire que la Constitution a créé un régime présidentiel, car finalement, il y a le fameux article 49 qui, dans son premier paragraphe, invite le gouvernement à faire une déclaration à l'Assemblée. Pour cette déclaration, le gouvernement peut se trouver menacé, et c'est ce qui oblige un Président de la République à toujours le choisir dans la majorité, car la coalition entre l'Extrême Droite ou l'Extrême Gauche n'est pas interdite, ce n'est pas le système spécial de la motion de censure. Par conséquent, l'article 49 empêche que le Président de la République choisisse un Premier Ministre conforme à ses vues, mais en opposition avec la majorité de l'Assemblée. Quand nous avons fait, la semaine dernière, au Bureau du groupe parlementaire, un communiqué pour marquer notre désaccord sur les mesures financières, nous avons déploré l'injustice de la répartition, mais nous avons fait exprès de souligner que s'il y avait eu une autre majorité à la suite des élections, il y aurait eu une autre politique. Et cela n'est pas contestable, car le général de Gaulle, s'il y avait eu une autre majorité, n'aurait pas pu prononcer son arbitrage dans le même sens qu'il l'a fait à la fin du mois de décembre.
Vous me direz : Pourquoi voulez-vous ainsi ménager le général de Gaulle ?
Je réponds de façon très précise : d'abord à cause de l'Algérie. Vous savez combien la position du général de Gaulle, face aux problèmes d'Outremer et face à l'Algérie, a pesé sur les décisions, au moment du référendum, de notre fédération.
Nous pensons qu'il n'y a aucun intérêt à ce que l'usure de Michel Debré - qui sera rapide car, dans quelques mois, s'il y a une crise économique, M. Michel Debré sera emporté comme M. Pinay l'a été en 1952 - soit l'usure du général de Gaulle.
Croyez-vous que nous avons intérêt à enfermer de Gaulle dans un tête-à-tête avec l'UNR, c'est-à-dire un tête-à-tête qu'il ne souhaite pas lui-même ?
Ne croyez-vous pas qu'il est préférable de ménager le général de Gaulle et de le distinguer du gouvernement Debré ?
Il faut que le général de Gaulle sente qu'il y aura, un jour, une majorité possible, sans hostilité pour sa personne et qu'il soit encouragé à décider, dans un an, un an et demi ou deux ans, une dissolution de l'Assemblée, le libérant de la Droite, des mal élus de l'Algérie. Ceci sera peut-être indispensable pour faire triompher une solution libérale du problème de l'Algérie.
(Applaudissements)
Pour conclure sur ce point, je veux dire qu'il est vrai que le gouvernement actuel

apparaît comme un satellite de l'Elysée, mais nous sommes convaincus que la Constitution permet le fonctionnement du régime parlementaire et que la tradition parlementaire l'emportera. Je n'en veux pour preuve que l'expérience que nous avons faite hier à la Conférence des Présidents, en discutant le projet de règlement de l'Assemblée. J'avais reçu mandat du groupe socialiste de défendre l'activité des parlementaires et leurs possibilités de contrôle dans l'intervalle des sessions. Or, on avait prévu, je crois, sur le conseil de Debré, ou de son entourage, que les commissions permanentes pourraient se réunir au maximum deux fois par mois, pendant l'intervalle des sessions. Eh bien, nous avons fait sauter ce rationnement inacceptable avec moins de difficulté que je ne le pensais : nous n'avons pas été obligés d'aller, comme pour certaines dispositions, jusqu'à exiger un vote à la Conférence des Présidents, et nous avons rétabli pratiquement la liberté de réunion des commissions dans les mêmes circonstances et dans les mêmes modalités que sous l'ancienne Constitution.

Cependant, en compensation de ce souci de ménager le général de Gaulle, je dis qu'il ne faut pas ménager le gouvernement Debré, et je crois que ce serait une erreur de notre part que de nuancer ou d'atténuer notre position.

Sans être démagogique, notre opposition doit être vive, active et doit viser en particulier les deux grands partis de la majorité : l'UNR et les Indépendants. Elle doit également souligner leurs responsabilités devant le pays.

Je crois que pour cela, il faut des teintes claires, pas de demi-teintes, et les décisions en matière économique, sociale et financière, sont si lourdes et ont à ce point scandalisé le pays que nous devons, au contraire, marquer cette opposition avec une grande vigueur, une grande netteté, et qu'il ne nous est pas permis de faire au Parti Communiste le cadeau d'apparaître comme le leader de l'opposition.

Ce matin, notre ami Jaquet s'est plaint que le programme économique préparé pour les élections ait été insuffisant et faible.

Je dois observer qu'il ne s'agit pas d'un programme. Nous avions fait, en 1951 et 1956, un programme électoral très complet, très détaillé. Cette fois-ci, nous nous sommes bornés à une déclaration, car on sentait bien que tout allait se jouer sur le problème de la constitution de l'Algérie, mais pas tellement sur le détail des problèmes.

Par contre, lorsque nous nous sommes réunis ici pour étude, le 4 mai dernier, le Parti - et vous pourrez retrouver ce texte dans vos documents - a sorti une étude en matière économique et financière, qui contient des choses très importantes que nous mettrons des années et des années à réaliser. Je voudrais que Jaquet s'y reporte avant de croire que la table est rase et qu'il ne peut s'appuyer sur aucun dessein de notre action économique.

Au point de vue financier ou particulièrement au point de vue fiscal, je ne crois pas qu'il y ait intérêt à ce que nous sortions en ce moment la liste de tout ce que nous pourrions mettre, le cas échéant, comme prélèvements sur les profits pour remédier à l'injustice de la répartition actuelle des sacrifices. Je ne crois pas que ce soit le moment, j'ai dans ma poche une liste où il y a bien 500 milliards de

mesures possibles dans ce sens, mais je vous assure que nous ne devons pas sortir nos études de techniciens dans la phase actuelle ; nous devons attendre, pour cela, que nous soyons à la veille de grandes élections législatives, pour dire : "Voilà comment nous pourrons, demain, transférer le fardeau fiscal si vous nous faites confiance." Si nous le faisons maintenant, pendant des mois et des mois, les journaux financiers pourront faire une propagande qui déformera les projets et leur enlèvera tout effet de choc.

Je ne veux pas quitter ce plan du programme sans dire - et je ne le dis pas du tout pour diminuer l'intérêt des études doctrinales, c'est tout autre chose que notre ami Jules Moch poursuit, et je souhaite pouvoir m'y associer quand je serai à Paris au moment des réunions - que nos camarades ont l'impression qu'il n'y a plus de programme socialiste. Ils ne souhaitent pas tellement, d'ailleurs, avoir des volumes sur la doctrine, mais je voudrais signaler à leur attention, et demander par la même occasion au Parti de rediffuser un texte que, pour ma part, je trouve remarquable, qui n'a pas plus de 7 pages, mais qui contient vraiment des choses infiniment utiles pour faire comprendre quel est notre idéal : c'est le texte de l'accord de 1951, signé à Francfort entre les partis, le jour où ils ont refait l'Internationale Socialiste. C'est un document remarquable, et je crois que si nous le rediffusons très largement dans le Parti, les camarades y trouveront un point d'appui et n'auront pas ce sentiment de vide que nous voyons souvent évoquer à la tribune.

Je vois que mon temps de parole s'épuise, mais je voudrais tout de même faire une allusion rapide à un point qui me paraît très important et que je ne sais pas très bien comment aborder. Nous voyons les institutions nouvelles s'installer, c'est entendu, nous avons l'impression que la République fonctionne, mais nous ne sommes pas certains qu'elle dispose vraiment du pouvoir, nous ne sommes pas certains que le peuple ait vraiment le pouvoir, et l'ait durablement. Nous avons vu apparaître un autre pouvoir, celui de l'armée, et nous ne savons pas ce qu'il représente exactement, nous ne savons pas où il en est, ce qu'il représente comme menace pour demain.

Je crois que nous devrions faire un effort - c'est une simple suggestion que je fais - pour essayer d'établir, les uns et les autres, le maximum de contacts avec des officiers ou des sous-officiers de l'armée. On me dit qu'ils ont une mentalité de prolétaires, qu'ils ne sont pas du tout du côté des ultras, qu'ils seraient plutôt "titistes" que réactionnaires. Eh bien, je crois que là, nous avons un pont à jeter, peut-être extrêmement important ; c'est un travail un peu différent de celui auquel nous nous livrons à l'heure actuelle, mais je voudrais qu'il entre dans nos préoccupations.

Et je termine en disant : depuis la Libération, nous avons été obligés par les circonstances à cohabiter le plus souvent avec des formations réactionnaires, et même, dans la dernière législature, de 1956 à 1958, nous avons été obligés de nous "marier" à nouveau avec nos adversaires traditionnels, les Indépendants. Et nécessairement, dans ces coalitions, dans ces compromis, les grandes notions de droite et de gauche se sont estompées et, dans la masse, il y en a beaucoup qui ne les sentent plus. Je crois, à cet égard, que les mesures financières,

économiques et sociales que vient de prendre le gouvernement sont si lourdes et indignes de nombreux citoyens et citoyennes que nous avons vraiment, dans cette Assemblée, dans cette conjoncture, une occasion extraordinaire que nous pouvons saisir.
Je pense que le peuple va réapprendre que la confiance des détenteurs de capitaux s'achète avec les sacrifices d'hier, mais, certainement, il y aura d'autres sacrifices dans les mois qui viennent, car ils ne s'arrêteront pas dans ce chemin, Gazier l'a parfaitement souligné.
Je crois que le peuple de France réapprendra aussi - et c'est une chose si grave que pour les champions du libéralisme, la justice que nous réclamons est une notion morale qui n'a pas sa place à leurs yeux dans l'économie - que la droite s'est toujours consacrée à la défense des puissants et des privilégiés.
C'est pourquoi je pense que si nous savons servir la rééducation qui est nécessaire, c'est le Parti Socialiste, et lui seul, qui sera, dans l'avenir, bénéficiaire du reflux certain vers la Gauche.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Augustin Laurent.

Augustin Laurent

Camarades, je n'avais pas, ce matin, l'intention de prendre la parole dans ce débat, et vous avez remarqué que je me suis fait inscrire après la clôture de la liste ; le Conseil national a bien voulu accepter cette dérogation, je l'en remercie.
Ce qui m'a incité à me faire inscrire, c'est l'intervention de notre camarade Tanguy-Prigent.
Tanguy-Prigent, lors du dernier Congrès national avait déjà eu ici, à cette tribune, des paroles, disons dures, pour ne pas dire très injustes, et je pourrais même ajouter très préjudiciables à la propagande du Parti. Je ne rappellerai pas ce qu'il a dit au dernier Congrès, les camarades ont conservé cette formule dans leur mémoire, et si certains l'ont oubliée, d'autres se chargent tous les jours de la leur rappeler, mais j'ai noté certaines choses qui m'ont heurté et qui m'ont amené à demander la parole.
"Vous avez fait faire au Parti un sacrifice inutile, et même désastreux ; alors qu'il eût fallu se battre, les dirigeants du Parti ont composé. Les mêmes hommes n'auront-ils pas, demain, les mêmes défaillances..." Ce que je dis ici est l'expression de Tanguy-Prigent lui-même. Conclusion : il faut élire un nouveau Comité directeur, pour changer la direction du Parti.
Eh bien, je m'excuse, mais je voudrais dire à Tanguy-Prigent et aux camarades qui pensent comme lui - j'espère qu'ils ne sont pas trop nombreux dans le Conseil national - qu'il n'est pas possible que le Conseil national se livre au travail de vivisection qu'ils lui demandent et coupe en petits morceaux le Parti pour faire un nouveau Comité directeur afin de changer les hommes, de remplacer ceux qu'on appelle la direction du Parti par d'autres.
Ce n'est pas réglementaire. Le Comité directeur est là pour un an, il ne peut pas être modifié, c'est un Congrès national, seul, qui pourrait décider de la

Collection Jean-Jaurès

modification du règlement. Je n'insiste pas, je crois que le Conseil national a son opinion là-dessus, mais vraiment, nous sommes quelques-uns à être inquiets sur la manière d'agir de quelques camarades à l'intérieur du Parti.
Sommes-nous condamnés à faire, à chaque Congrès, un retour sur ce qui a été fait, de manière à obtenir a posteriori, et quelquefois à très longue échéance, après les événements passés, la condamnation des hommes qui, à ce moment-là, avaient la responsabilité de la direction du Parti ?
Camarades, il y a eu - comme, tout à l'heure, l'a dit Tanguy-Prigent - des attitudes personnelles qui engageaient le Parti ; cela n'était pas - parlant de Guy Mollet - seulement l'ancien Président du Conseil, c'était aussi le Secrétaire général du Parti.
Attention, camarades, réfléchissons à ce mauvais travail qu'on est en train de vouloir faire faire au Parti. Je supplie le Parti de réfléchir au danger qu'il y a de s'engager dans cette voie qui consiste à toujours remettre en discussion les décisions qui ont été prises. En ce qui concerne les attitudes personnelles, il n'y a pas eu que Guy Mollet qui en a eues au moment des événements dramatiques de mai, il y a eu d'autres camarades qui étaient solidaires de Guy. Je le dis ici, au Conseil national : j'ai été solidaire des positions prises par Guy Mollet et par d'autres camarades. Mais le Congrès, mais le Parti n'a-t-il pas eu à connaître de ces attitudes personnelles ? Oui ou non, un Congrès a-t-il eu à connaître des décisions qui ont été prises en ce qui concerne l'investiture, en ce qui concerne la position des camarades, l'entrée des camarades dans le gouvernement te Gaulle ? N'y a-t-il pas eu, oui ou non, un Congrès qui s'est prononcé sur la question du référendum, sur la question de la présentation ou non d'un candidat à la Présidence de la République, sur le départ ou sur le maintien de nos camarades ministres jusqu'à la période qui était prévue pour l'extinction même de l'action du gouvernement du général de Gaulle ?
Oui ou non, chaque fois, le Parti a-t-il répondu : d'accord, a-t-il approuvé, par un vote qui, à certains moments, a dépassé en majorité les votes précédents ?
Alors, camarades, je le demande au Conseil national, je le demande à des camarades comme Tanguy-Prigent, et quelques autres, est-ce que nous n'avons pas toujours dit, dans ce Parti, que le bien le plus précieux que nous avons à préserver, c'est notre unité, l'unité profonde du Socialisme ? Et non seulement l'unité de façade, l'unité de parade, mais l'unité profonde, je le répète et je le souligne, des coeurs et des esprits. Cette unité-là, nous ne pouvons la garder que si tous ensemble nous considérons qu'il faut que nous nous conformions aux décisions de la majorité et non pas toujours que nous les remettions en discussion. Il y en a qui n'en sont pas capables, il y a des camarades pour qui se conformer est un sacrifice trop grand - mais il ne faut pas se conformer à la volonté de quelques dirigeants, même pas d'un Comité directeur, même pas du groupe parlementaire, il faut se conformer à la volonté du Parti lui-même, réuni en Congrès -, pour qui cela constitue même une sorte de torture ; eh bien, camarades, nous sommes fondés, nous, le Parti - et ici, il n'y a ni majorité, ni minorité, mais le Parti lui-même, il n'a pas de juridiction au-dessus du Parti - pour dire que le Parti a eu tort ou a eu raison.

(Applaudissements)
Le Parti s'est prononcé ; je ne connais pas, je n'ai jamais connu dans ce Parti d'autre conception que celle qui consiste à se conformer aux décisions prises par le Parti après avoir consulté ses militants, depuis la section, en passant par la fédération, jusqu'au Congrès national.
Voilà, camarades, ce que je tenais à rappeler, et c'est très mauvais, croyez-moi, pour l'extérieur.
Enfin, on veut faire porter condamnation de ce qui a été fait, accepté, avalisé par le Parti, on veut faire porter condamnation à l'égard de certains hommes, à l'égard de ce qu'on appelle maintenant la direction du Parti.
Vous ne devez pas tolérer cela, camarades, même pas l'expression "la direction du parti", car la direction du Parti, c'est vous qui l'avez, c'est le Congrès lui-même.
(Applaudissements)
J'espère que nous serons d'accord pour écarter les propositions plus ou moins clairement formulées par Tanguy-Prigent, selon lesquelles il convenait très rapidement de faire condamner par le Parti les soi-disant fautes que certains hommes ont commises et de changer d'hommes et de direction par la modification du Comité directeur.
Personnellement, je suis prêt à reconnaître que la situation qui est créée, non pas par ce qui a été fait au moment des événements dramatiques de mai, mais par les élections législatives du 23 novembre, oblige le Parti à y faire face dans les conditions qui ont été indiquées par plusieurs orateurs, et je ne fais pas de distinction entre ceux qui étaient hier des "oui" et des "non" et qui ont tiré des conclusions pertinentes et logiques de la situation, qui ont défini ce que le Parti devait faire, mais, voyez-vous, camarades, je voudrais maintenant, puisque je suis d'accord avec ce qu'ont dit même Jaquet et notre ami Leenhardt, revenir sur un point évoqué ce matin par un certain nombre de camarades, et notamment par Jaquet.
En réalité, on devrait se poser la question de la manière suivante, ce qui serait une réponse aux camarades qui voudraient toujours polémiquer sur le passé, gênant en cela considérablement l'attitude que nous avons à observer les uns et les autres si nous voulons être capables de faire face aux événements, et qui se placent en face de nous : n'y aurait-il rien d'autre à faire que de chercher constamment a vouloir avoir raison contre certains camarades, ce qui est vouloir avoir raison contre le Parti lui-même ?
En ce qui concerne ce que nous avons à faire sur le plan immédiat, je suis d'accord, je viens de le dire, avec ce qui a été esquissé par quelques camarades ce matin. Cela va se faire au sein du groupe parlementaire, cela va se faire également, j'en suis convaincu, au sein des autres organismes du Parti, peut-être dans les commissions d'études.
Et ici, je veux attirer l'attention du Conseil national et des camarades qui vont avoir à prendre position sur le problème que je vais évoquer : intéressement des travailleurs aux entreprises, participation aux bénéfices, car je crois qu'un certain nombre d'entre nous estiment que le Parti se trouve un peu dépourvu à ce

sujet.
Quelle est l'attitude du Parti à cet égard ?
On ne l'a pas encore définie, mais il va falloir qu'on le fasse.
Comment allons-nous le faire ? Allons-nous dire qu'il s'agit là d'une mesure qui, du moment qu'elle est sortie des décisions gouvernementales actuelles, ne vaut rien ?
Evidemment, du point de vue socialiste, nous aurons à mettre en évidence qu'elle ne vaut pas grand'chose, que cela n'est pas une panacée. En effet, il y a et il y aura toujours de nombreuses entreprises, de nombreuses industries, dans lesquelles sont employés beaucoup de travailleurs, d'ouvriers, qui ne font jamais de bénéfices, qui se traînent lamentablement, et alors, que deviendront ces travailleurs par rapport à ceux qui se trouveront dans des entreprises qui, elles, feront des bénéfices ?
On ne peut pas régler le problème par cette soi-disant réforme, mais il faut tout de même faire attention de ne pas prendre une position négative à son égard.
Par conséquent, il est nécessaire que l'on se penche très rapidement sur cet aspect-là des problèmes économiques et sociaux qui se présentent, et je suis convaincu que le Parti va mener cette action d'une manière très vigoureuse, intelligente et constructive.
Il y a quelque chose que je voudrais qu'on ne perde pas de vue. Cela fait déjà plusieurs fois qu'on en parle, mais j'ai l'impression qu'il est de plus en plus nécessaire que nous mettions ce problème à l'ordre du jour. Ce matin, Jaquet en a déjà parlé, il s'agit du problème de doctrine, et Jaquet a rappelé au Conseil national que d'autres partis de l'Internationale avaient déjà commencé à faire cet effort. Moi-même j'avais déjà signalé au cours du dernier Conseil national que le Parti Socialiste autrichien avait fait ce travail et Jaquet disait que le Parti Socialiste belge, au Congrès duquel j'assistais, est entré dans cette voie. Il veut voir ce qu'il y a encore de valable dans son arsenal, dans son programme pour écarter ce que l'est plus et garder ce qui conserve une valeur certaine, non pas seulement pour la propagande, mais pour l'action éventuelle à mener, soit au gouvernement, ou dans d'autres circonstances, ou à l'intérieur des Parlements, mais pour, disent nos camarades belges, déboucher sur le Socialisme.
Eh bien, camarades, je m'excuse, mais moi je vais jusqu'à dire que si nous faisons ce travail, et il est nécessaire qu'il soit fait, ce que nous avons à faire, je n'hésite pas à le dire, c'est de la révision. Je me préoccupe très peu de savoir si, demain, je serai baptisé comme le révisionniste du Parti. J'ai le sentiment, et vous ne pouvez pas ne pas l'avoir, qu'il y a vraiment quelque chose à réviser, non seulement dans notre formulation de notre vocabulaire, mais, j'ose le dire, dans la formulation même de notre doctrine, dans la formulation de la doctrine socialiste.
Comment en serait-il autrement après tout ce qui s'est passé dans le monde depuis des dizaines et des dizaines d'années, camarades ?
(Applaudissements)
Qu'est-ce que nous pensons des expériences que nous analysons parfois sur le plan polémique ? Qu'est-ce que nous pensons de l'expérience soviétique par

rapport à la doctrine du Socialisme fondamental ?
Qu'est-ce que nous pensons de l'expérience yougoslave, même de ce qu'on a appelé l'expérience suédoise au sujet de laquelle j'ai entendu dire des choses qui m'ont tout de même un peu effaré ? Pensez qu'on me dit qu'on a poussé si loin le réformisme révolutionnaire en Suède que les gens en sont fatigués, que les gens en sont écoeurés, écoeurés par le trop grand nombre de choses qui donnent le confort et le bien-être.
Bien sûr, on a pu exagérer quand on a ainsi dépeint la situation actuelle des Suédois qui ont connu, pendant des dizaines et des dizaines d'années, un gouvernement à direction socialiste dans un pays qui n'a eu à supporter ni guerres, ni dépenses militaires, etc., mais il y a tout cela, il y a toutes ces expériences dont nous n'avons pas, nous, et je le dis sur le plan du Socialisme français, tiré les leçons nécessaires - nous n'en avons pas eu le temps - pour dégager notre action véritable en face des situations nouvelles qui se créent.
Oui, nous aurons à faire cette révision.
Voulez-vous, camarades, que je vous donne un petit exemple ? C'est un aspect mineur du problème fondamental que j'ai dans mon esprit au moment où je vous parle à bâtons rompus, car je n'avais rien préparé, je ne m'étais même pas fait inscrire, je vous l'ai dit.
Pendant la campagne électorale, vous avez pu recevoir des lettres, comme j'en ai reçues moi-même, d'hommes et de femmes qui s'intéressent et qui s'interrogent sur le devenir de la politique française, sur le devenir même de la démocratie et de la notion républicaine, de la notion de démocratie, sur l'avenir de la France en général par rapport au monde bouleversé que nous connaissons. Ces gens m'écrivaient : "Je suis prêt à voter socialiste, Monsieur le Secrétaire général de la fédération du Nord du Parti Socialiste, parce que tel ou tel aspect de l'action de ce Parti, à un moment donné de l'Histoire du pays, a eu mon assentiment, mais voulez-vous m'expliquer ce que signifie l'article 1 de vos statuts : "Le Parti Socialiste est un Parti qui vise à la conquête du pouvoir politique pour transformer la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste" ?
Eh bien, entre nous, nous sommes renseignés, bien sûr, sur ce que cela signifie, mais dites-vous bien qu'à l'extérieur, cela n'est pas la même chose. Le Socialisme égale Communisme dans l'esprit de beaucoup de gens qui nous observent et qui essaient de comprendre leur temps ?
Tous les jours, la radio répète : "Les pays du Socialisme", "le camp du Socialisme", "les victoires du Socialisme", nous, nous disons que nous sommes le Socialisme et dans nos statuts, nous disons : "Socialisme : collectivisme, Communisme".
Je vous assure que si nous ne faisons pas cet effort de clarté indispensable, nous laissons très loin, et en dehors de notre zone d'influence, des hommes et des femmes qui ne demandent qu'à servir une grande cause.
Ce matin, on parlait de désespérance ou d'absence d'espérance de la jeunesse, de manque d'enthousiasme. Eh bien, moi je crois, camarades, que c'est justement parce qu'il n'y a pas, en réalité, dans aucun système, bien entendu - cela n'existe pas dans le système du libéralisme économique, non plus dans le

capitalisme, non plus dans le Communisme depuis les crimes commis au nom du Socialisme par le bolchevisme à travers le monde, je crains en effet que le bolchevisme ait fait non seulement le mal que vous savez, en divisant le prolétariat, mais en détériorant jusqu'au contenu, jusqu'à ce que représente de généreux et de beau le mot "Socialisme" - cette perspective exaltante que la jeunesse doit pouvoir trouver.
Nous, notre place est entre le capitalisme libéral, qui essaie de se transformer, mais qui retombe toujours, on le voit bien aujourd'hui, dans la notion de classe, lorsqu'il y a des difficultés à surmonter, à vaincre, et le bolchevisme qui n'offre pas non plus de perspective en raison de la manière dont il s'est montré aux yeux du monde depuis des dizaines et des dizaines d'années et singulièrement au cours de ces dernières années, mais nous apparaissons, nous, le Socialisme, ou bien comme étant à la remorque, sur le plan doctrinal, du Communisme, ou bien comme les éléments qui se proposent simplement de rectifier les erreurs trop lourdes et trop criantes du libéralisme bourgeois quand il a les rennes du gouvernement en mains.
Voilà, camarades, pourquoi, après avoir dit tout cela, d'une manière un peu désordonnée, mais le Conseil national sait parfaitement suivre le fil que nous avons à suivre pour nous conduire dans la voie qui consisterait à remettre de la clarté jusque dans notre propre liaison, si nous voulons non seulement, bien sûr, faire face aux dangers de la situation présente, mais aux dangers à venir, je crois que nous ne ferons face aux dangers de la situation présente que si nous savons en même temps dégager des perspectives d'avenir qui soient vraiment des perspectives sérieuses et exaltantes pour la jeunesse de ce pays, et je voudrais bien que nous en trouvions le moyen.
(Applaudissements)

Jules Moch - Je voudrais dire à Augustin Laurent combien j'approuve tout ce qu'il vient de dire sur cette nécessité d'une mise au point doctrinale, et mes réactions sont exactement parallèles aux siennes.
Il nous ferait un très grand plaisir en acceptant de venir samedi prochain au Parti - on ne peut pas inviter tout le monde - à une réunion qui devait avoir lieu aujourd'hui et qui a été retardée en raison du Conseil national. Il s'agit d'une réunion d'un petit groupe d'études doctrinales, au cours de laquelle seront posés les problèmes sous forme de questions aux militants, afin que s'engage une discussion que nous prévoyons longue et intéressante, pour essayer d'avancer dans la voie qu'ils nous indiqueront.
Si Augustin Laurent peut faire l'effort de venir du Nord à Paris samedi prochain, il sera le bienvenu et il verra qu'on travaille dans le sens qu'il souhaite.

Augustin Laurent - Mais, mon cher Jules Moch, je ne suis pas étonné de vous entendre dire que la Commission désignée par le Comité directeur travaille déjà sur la matière. J'en suis très heureux. Vous pensez bien que j'étais informé. Le Conseil national s'en félicitera, mais je pense à autre chose qu'aux travaux de cette Commission ; je voudrais que nous décidions d'avoir ce qu'un jour on a

appelé la semaine d'étude ; il y en a qui ont dit "séminaire", je n'aime pas beaucoup ce mot, non pas que je sois un laïciste intégral qui se cabre quand on parle de choses qui touchent la religion, mais je dis qu'il serait nécessaire que nous ayons un contact plus large que les travaux de la Commission ne le permettent. Et cela ne serait pas pour moi, cher Jules Moch, une corvée que de venir du Nord à Paris pour assister aux travaux de cette intéressante Commission, si le Parti ne nous avait pas mis sur les bras, à un certain nombre d'entre nous, des charges dont on voudrait bien, à l'occasion, pouvoir se débarrasser, et qui ne me permettent pas, hélas, de donner le temps que je voudrais à l'étude de ce problème.
Je voudrais conclure en disant qu'il serait nécessaire…
(Sourires)
Je ne vois pas ce qui peut faire sourire le Conseil national dans mes propositions. Si le Parti veut me débarrasser des charges administratives qu'il m'a données - j'en ai un certain nombre - je serai très content de venir toutes les semaines travailler avec les camarades qui peuvent travailler dans une Commission d'étude comme celle qui vient d'être créée par le Parti, et ceux des camarades qui sont à la tête des grandes villes ne me démentiront pas quand je dirai que l'on est très pris et qu'il est difficile de pouvoir s'en dégager sans être l'objet de reproches de la part d'autres camarades de la section.
Camarades, je vais en terminer en disant qu'il nous faut retenir aussi qu'il serait dangereux de laisser croire - par exemple lorsqu'on emploie une formule comme "déboucher sur le Socialisme" - qu'on va peut-être pouvoir, un jour, après des efforts déployés pendant un certain temps, et même après une victoire électorale, déboucher sur ce qu'on peut appeler un monde nouveau, le Socialisme.
Je voudrais que nous trouvions le moyen de dire, parce que cela correspondrait davantage à la vérité et cela nous permettrait de conquérir bien des nouveaux esprits, que le Socialisme, en réalité, est une doctrine qui tend à perfectionner en permanence les institutions humaines, mais que cela ne peut pas être un système préétabli que l'on trouvera un jour tout prêt, après un passé plus ou moins difficile ou après des combats victorieux.
Je ne voudrais pas non plus qu'on oublie qu'il n'y a pas de possibilités de réaliser une société qui, sans être définitivement établie seule, le serait sur des bases socialistes, sans qu'une action victorieuse ait été réalisée sur le plan international. Il ne peut y avoir de véritable Socialisme que si le Socialisme, en tant que doctrine idéale, remporte une victoire non seulement sur un point quelconque du monde, mais sur le plan international.
(Applaudissements)

Guy Mollet

Mes chers camarades,
Il me faut commencer par évoquer un souvenir désagréable, c'est l'entrée en matière que je me suis trouvée : répondre à cette heure-ci aux différents camarades qui sont intervenus me donne une impression trop semblable à celle que j'ai pu avoir à d'autres moments quand il fallait répondre, à l'Assemblée

Nationale, à un certain nombre de membres de l'Assemblée qui avaient longuement préparé leurs interventions et qui vous demandaient à la dernière seconde de monter à la tribune pour leur répondre, sans avoir le droit d'avoir autour de soi des collaborateurs, des amis, pour vous dire : "Il y a tel, tel et tel problème."

J'aurais souhaité qu'il nous fût possible - je ne vous le demande pas, car j'escompte la même sévérité que celle de l'Assemblée Nationale - d'obtenir une suspension de séance pour classer mes notes, mais ce n'est pas la peine. Il est probablement préférable que je me laisse aller à vous dire quelles sont mes réactions sur lés interventions des uns et des autres. Ce sera sans doute moins bon au point de vue forme, ce sera probablement plus sincère.

Le premier camarade intervenu ce matin est Christian Pineau ; j'ai noté sa première formule - vous me pardonnez donc le caractère très historique, très chronologique de ma réponse ; je répondrai aux uns et aux autres, dans l'ordre où les camarades se sont présentés ; j'essaierai, après, d'en tirer une conclusion.

C'est Christian Pineau qui nous dit, dès le départ, et avec beaucoup de franchise : "Il ne faut pas que nous nous contentions d'une opposition au gouvernement de demain. Il faut que cette opposition soit en fait une opposition à la politique de de Gaulle", et qui justifie sa position en nous disant : "Il y aura pour moi, Christian Pineau, cinq raisons d'insatisfaction. La première, c'est l'attitude de de Gaulle au mois de mai..."

Il nous a démontré insuffisamment qu'il y avait eu, à ce moment-là, des complots bizarres auxquels se trouvent mêlés les noms des Rothschild, des Boussac, des Dassault... Trop ou pas assez, Christian. Je répète : trop ou pas assez. Si nous avons des points sur lesquels nous devons nous battre, il faut que les militants qui savent nous informent et je demande qu'à la Commission des résolutions, Christian Pineau nous dise ce qu'a pu être l'attitude des uns et des autres et que le Parti prenne position.

Car nous affirmer qu'il y a eu, à ce moment-là, je ne sais quelle complicité entre tel et tel et de Gaulle, et prouver par là même que nous aurions dû, alors, être contre la position de de Gaulle, c'est une attitude qui se conçoit si l'on entend démontrer aujourd'hui qu'alors avaient raison ceux qui étaient contre de Gaulle. En effet, tout le raisonnement de Christian Pineau m'a semblé uniquement basé sur cette préoccupation : ceux qui alors étaient contre trouvent aujourd'hui justification de leur attitude d'antan.

Deuxième raison, évoquée à l'égard de la Constitution : c'est un régime présidentiel, la preuve, c'est qu'on a fait appel à un personnage falot, ce qui prouve qu'un certain nombre d'hommes, parmi lesquels j'ai cru me reconnaître, n'avaient pas lu la Constitution ! Un vif regret, c'est qu'avec quelque Constitution que ce soit - même avec celle de la IVème République - si vous aviez eu de Gaulle à la Présidence du Conseil et une Assemblée Nationale composée exactement comme celle d'aujourd'hui, vous auriez identiquement les mêmes problèmes que ceux qui vous sont posés aujourd'hui… Ne cherchons pas de justification là où il n'y en a pas !

Troisième raison : l'attitude de de Gaulle au moment des élections. Là, nous

sommes d'accord. Mais pourquoi prendre cela à son compte ? ... Quand la réaction du Parti était unanime et quand les quelques-uns qui étions dans le gouvernement à des tâches plus difficiles que ceux qui étaient dehors tenaient ce langage, exactement dans les mêmes termes, et reprochaient son silence à celui qui, alors, de son silence, pouvait apparaître comme couvrir l'opération qui se faisait.
Quatrième raison : les projets financiers. J'y reviendrai...
Cinquième raison : la politique étrangère. Et c'est Christian Pineau qui a dit cela ! Il a particulièrement parlé de ce que nous refusions, nous, dans les commissions du désarmement, l'arrêt immédiat des expériences nucléaires, sauf s'il existait des engagements.
Alors, il faut avouer ma complicité : je suis d'accord. Et Christian Pineau était d'accord jusqu'au dernier moment. C'est la politique que, depuis des années, nous avons ensemble défendue. Voyez-vous, il ne faut pas, je le dis…

Christian Pineau - Ce n'est pas du tout ce que j'ai dit ; il s'agit, à l'heure actuelle, de la position du général de Gaulle à l'égard de l'OTAN, le général de Gaulle ne voulant, en réalité, accepter un certain nombre de charges de l'OTAN qu'en échange des secrets qui lui seraient livrés par les Américains, ce qui est contraire d'ailleurs, à la loi américaine, ce qu'il n'obtiendra pas et ce qui peut risquer d'aboutir, comme je l'ai dit, à la rupture du Pacte Atlantique.
Voilà une première chose.
D'autre part, je constate qu'à Genève, nous ne sommes pas présents comme nous aurions dû l'être et qu'il y a maintenant trois grands : les Etats-Unis, l'Angleterre et l'Union Soviétique, et que nous sommes parmi les puissances qui sont, chaque année, élues pour deux ans.
Je demande à Jules Moch de bien vouloir confirmer ce que je viens de dire.

Guy Mollet - Ce n'est pas du tout sur ce point que j'ai relevé ton affirmation, je n'ai pas contesté que tu aies dit cela. Je ne relève que les points sur lesquels je me sens en désaccord, sur les autres, c'est inutile.
Je n'ai relevé que le point où tu as parlé du désarmement et de la demande du gouvernement concernant l'arrêt des expériences nucléaires, conditionné par un contrôle international.
Or, c'est une thèse qui n'est pas récente ; elle a été la nôtre, à toi et à moi ; et Jules Moch ne la contestera pas, puisqu'il était déjà, à ce moment-là, amené à la défendre, même si ce n'était pas intégralement son point de vue personnel. Nous sommes bien d'accord ; je n'ai rien dit d'autre…
Notre ami Christian Pineau en tire comme conclusion que si nous devons prendre une attitude d'opposition - je crois que c'est bien là ta formule -, il ne faut pas le faire dans le détail, mais critiquer en bloc et il ne faut pas que notre opposition soit une opposition au gouvernement Debré mais au gouvernement de Gaulle.
Je serai amené à vous dire, dans un instant, pourquoi je ne suis pas d'accord avec cette formule.

C’est, ensuite, l’intervention de Tanguy-Prigent. Il est contre la participation, nous aussi. Il demande d’interdire toute collaboration avec la majorité actuelle ; je ne suis pas tout à fait d’accord. Je suis contre une collaboration qui prendrait son mauvais sens d’une certaine période, je suis absolument contre et je le dis et il faut que le Parti se prononce très librement et en connaissance des problèmes qui lui sont proposés. Je ne suis pas hostile à ce qu’on réussisse à installer en France quelque chose de semblable à ce qui existe dans les pays anglo-saxons où les hommes de l’opposition ont connaissance de la position du gouvernement, sur les grands problèmes internationaux et nationaux. Non seulement je n’y suis pas hostile, mais je le souhaite de toutes mes forces.

Je prends un exemple précis que j’ai utilisé auprès du Président de la République et du chef du gouvernement, le nouveau, M. Debré, en leur disant que je souhaitais que ni l’un ni l’autre ne fasse l’erreur qu’a commise un homme que je considère comme un ami et que je respecte, qui s’appelle Eden, le jour où, dans l’affaire de Suez, erreur monumentale, il n’a pas mis au courant Gaitskell, leader de l’opposition. Je souhaite que nous en revenions à la tradition, à l’époque où un Churchill recevait Attlee, où un Attlee recevait Churchill et où, sur des problèmes qui touchent toute la nation, et pas seulement une fraction de la nation, l’homme de la majorité recevait le leader de la minorité pour lui dire : "Voilà les problèmes qui se posent aujourd’hui."

Si bien que je n’accepte pas, en ce qui me concerne, l’idée de renoncer à toute collaboration avec une majorité.

Redresser la politique du Parti, changer la direction du Parti, j’y reviendrai dans un instant…

"L’Algérie, a dit Tanguy-Prigent, doit être indépendante." Nous aurons demain, camarades, une commission. J’espère que, faisant le tour des différentes commissions, il me sera possible d’aller à celle de l’Algérie, encore que je voudrais bien être à celle de la politique internationale. Je regrette qu’on en arrive à ce fait que des camarades, soucieux de manifester leur désaccord avec la politique générale du Parti, transforment du jour au lendemain une position qu’ils ont affirmée pendant des années et finissent par déclarer que, sous prétexte qu’elle n’a pas réussi, il faut, d’un jour à l’autre, l’abandonner... Alors que tout est moins simple que cela et qu’il ne s’agit pas pour nous de commettre aujourd’hui des erreurs telles que jeter l’Algérie dans un bain de sang et jeter, peut-être, l’Algérie et la France dans un mouvement révolutionnaire dont on ne sait pas comment il se terminerait. Je souhaite que ce soit seulement après de sérieux débats de commissions qu’on prenne position sur des problèmes comme celui-ci.

Remplacer le Comité directeur et le Bureau ? ... Ce n’est pas grand’chose. J’ai apprécié cependant, il faut bien le dire, la modération de ton de Tanguy-Prigent, cette fois-ci. Mais une méchanceté, une injustice, pour être dites avec modération, n’en restent pas moins une méchanceté et une injustice... Vous voyez si je suis modéré moi-même en répondant !

Camarades, il ne faut pas qu’aujourd’hui - et je vais vraiment insister de toutes mes forces -, méconnaissant le contexte, enfermés dans cette salle de Puteaux,

oubliant ce que vous pensiez hier, oubliant ce qu'est la situation autour de nous, croyant tout régler, ignorant les risques, vous croyiez que l'heure est déjà venue d'écrire l'Histoire et de savoir ceux qui avaient raison ! Je vous en conjure, prenez un peu de délai, prenez un peu de recul, attendez un peu... Vous aurez le temps de nous condamner !

Un auditeur - Le sens de l'Histoire.

Guy Mollet - Je voudrais bien qu'on m'explique ce que cela veut dire ! ... Et quel est le sens exact de l'Histoire !
Camarades, je vous demande quelque chose de plus posé, de plus sensé ; prenez du recul. Que peut-il vous arriver ? Voyons…
Je voudrais que Tanguy soit là ; quel est son risque ? Il n'en a qu'un, lui, c'est d'avoir eu raison ; son seul risque, c'est que l'Histoire lui donne raison. J'en cours un autre, figurez-vous, c'est celui d'être déshonoré, si l'Histoire nous donnait tort, au Parti qui m'a donné raison et à moi.
Alors, voulez-vous bien tout de même ne pas souhaiter déjà triompher ! Il est vrai que l'Histoire, dans quinze ou vingt ans, dira : grâce à la compréhension du Parti Socialiste et de son Secrétaire général de l'époque, la République a été sauvée ; ou bien, au contraire : grâce à la complicité d'une partie de la majorité - car la minorité sera sauvée - du Parti Socialiste et de son Secrétaire général de l'époque, la République a été écrasée. Voulez-vous bien attendre ! Ne prenez pas si vite votre revanche ! N'allez pas vous justifier dès maintenant ! … (applaudissements)… Attendez un peu ! Faites quand même confiance à l'événement !
Il a été dur, Tanguy... Et moi, je ne lui en veux pas. Et pourtant, j'ai souffert lorsqu'un autre camarade a dit presque la même chose - ou du moins, j'ai cru comprendre que tel était son désir -, lorsque, dans son avant-dernière phrase, Albert Gazier a dit : "Il nous faut absolument éviter que l'amour-propre n'aveugle les esprits." Je l'ai senti passer, Albert, je l'ai compris. Pardonne-moi d'improviser, je n'ai pas eu le temps de réfléchir à ce qu'il eut fallu te répondre. Il n'y a pas en moi d'amour-propre et je vous demanderai de le comprendre, camarades, il y a en moi une inquiétude beaucoup plus grande que celle qui est peut-être au coeur de certains d'entre vous : je ne suis pas sûr qu'on ait gagné et je sais que les risques restent grands, mais je sais aussi que si on a une chance de surmonter ces risques, elle n'est - comme l'a dit un peu plus tard Augustin Laurent - que dans notre fraternité, dans notre unité... Faute de celle-là, il n'y aura pas de vainqueurs entre nous, il n'y aura que des vaincus parmi nous !
(Applaudissements)
Et c'est ensuite Bailly qui, très vite, évoque le problème scolaire. Il faudra, je pense, un jour, que le Parti se penche dessus, profondément, sérieusement, solidement. J'ai été amené à en parler un certain nombre de fois à la tribune des Congrès et des Conseils nationaux ; vous allez me pardonner de ne pas le faire cette fois-ci, parce que cela donne toujours lieu à des exégèses tellement scientifiques, que je ne suis pas encore habitué à la dialectique ecclésiastique,

même à celle des laïcs !
(Rires)
C'est Jaquet, ensuite, qui nous dit que quand un Parti Socialiste ne progresse pas, en fait, il subit un demi-échec. C'est vrai, au fond, et Jaquet a raison : un parti de progrès, s'il ne progresse pas, c'est un semi-échec. Et nous étions tous en droit de penser que nous obtiendrions un meilleur résultat au moment des élections. Et pourtant, si on réfléchit bien, quand on pense à ce qu'était la conjoncture, quand on pense à ce qu'était l'état de l'opinion publique, à ce qu'ont été les réactions de l'opinion publique, Jaquet, ce n'est pas un succès qu'on a eu, c'est un triomphe ! On aurait dû être balayés, c'est cela la vérité ! On ne l'a pas été à cause du sentiment que les gens sérieux, dans ce pays - et je ne dis pas des Socialistes seulement -, ont su que nous étions une puissance, que nous étions une force, que nous étions quelque chose de solide, que nous apportions quelque chose à la vie de la nation. Nous avons été sauvés par cela dans un moment où ce pays était soulevé par un mouvement de super Poujadisme. Car ce n'est pas autre chose : c'est du Poujadisme au carré, ce sont des gens qui ont abdiqué toute responsabilité, ce sont des gens qui ont rejeté leur responsabilité sur un autre, qui sont peut-être capables, demain, de regretter leur geste - je dis "demain", n'allez pas trop vite quand vous croyez que c'était déjà fait aujourd'hui - et qui, pour autant, ne sont pas nécessairement obligés de revenir vers nous.
Jaquet, à mon avis, a fait une très bonne intervention sur ce que nous devions faire et a mis l'accent sur un point important que nous ne devrions pas découvrir, qui, au fond, est vieux, c'est cette idée qu'il y a difficulté à concilier démocratie et révolution.
Camarades, si on veut s'amuser, tous, à philosopher, je n'ai pas du tout souffert, au contraire, j'ai beaucoup apprécié que des camarades aient cherché à voir les problèmes de fond posés. Il y en a un qui, je crois, est vrai, que Jaquet a évoqué, que d'autres camarades ont évoqué, que Gazier a repris après, c'est qu'aujourd'hui, l'opinion, une opinion que nous avons transformée par notre action, une opinion dont nous avons amenuisé, grâce aux résultats de notre action, les réactions, doute de la démocratie.
Je m'explique. Au fur et à mesure que, par la réforme, nous transformons la condition sociale d'un nombre d'individus, ils sont nombreux à dire que leur propre révolution est terminée, qu'ils n'ont plus besoin de s'associer à la révolution générale. Ils deviennent des embourgeoisés, ils ont envie de conserver ce qu'ils ont. Et voilà qu'ils se trouvent en face de problèmes où tout va trop vite : le progrès scientifique, le progrès technique, tout cela court à une vitesse folle. Et puis, ils ont la presse, la radio, la télévision ; on leur explique qu'on fait ceci aux Etats-Unis, grâce à la technicité, on leur explique qu'on fait cela en Russie, grâce au bolchevisme - dans les deux cas, ce sont des techniciens allemands qui font le travail !… (applaudissements)… On leur explique cela quand même, aux uns et aux autres ; dans les deux cas, il faut être honnête, car ma boutade n'est qu'une boutade et il ne faut pas que moi-même je m'amuse à ce jeu-là, il y a eu des intellectuels allemands, mais il y a eu aussi de la

technicité dans les deux cas. On leur dit cela et ces hommes, des hommes simples, vivant difficilement - mieux qu'autrefois -, en arrivent à se dire : mais, pour suivre la cadence, pour garder ce qu'on a, ce qui est là une première considération, pour avoir mieux, ce qui est l'espoir, est-ce la démocratie qui peut nous apporter cela ? ... Et on doute de la démocratie.

Le grand problème de notre siècle, qui n'est pas le problème d'aujourd'hui, c'est le doute de la démocratie. Le grand problème de notre siècle, c'est qu'on voit naître bolchevisme et fascisme ; le grand problème de notre siècle, c'est qu'on va se demander s'il sera possible de concilier démocratie, autorité et efficacité.

Voilà le problème, camarades, il a été souvent mal posé chez nous, mais n'allez pas me faire, demain, l'injure de me comparer à d'autres qui le posèrent en de mauvais termes. Vous savez bien que j'ai raison, vous savez bien que c'est là le problème de notre siècle et vous savez bien que là où fascistes et bolchevistes mettent la main sur des régimes, on ne les reprend pas autrement que par la guerre extérieure. Il n'y a pas d'exemple, dans l'histoire de notre siècle, où l'on n'ait vu disparaître régime autoritaire bolcheviste, régime autoritaire fasciste, autrement que par la guerre extérieure.

Je remercie Jaquet, qui ne l'a pas fait dans les mêmes termes que moi, d'avoir tout de même posé le problème. Notre réaction doit être, il faut bien que je le dise, non pas de dénoncer cela, mais de proposer des solutions telles que la démocratie soit efficace. Ce n'est pas en démolissant, ce n'est pas en dénonçant, c'est en opposant, au sens étymologique du terme, c'est-à-dire en proposant que nous serons quelqu'un ou que nous disparaîtrons dans l'ensemble.

Merci à Lamousse. Il a rappelé une idée qui devrait toujours nous préoccuper : l'un des termes de la pensée marxiste souvent oublié, c'est que la prise de conscience de la réalité historique qui nous entoure devrait être faite à chaque instant par des hommes qui veulent se revendiquer du Marxisme

Si Lamousse est là, je veux lui dire qu'en l'occurrence, Marx ne faisait que répéter Blanqui sous une forme un peu nuancée lorsque celui-ci disait qu'un courant ne se remonte pas mais se dévie, s'oriente. Je sais d'ailleurs que, de cette formule, Lénine a tiré des choses épouvantables. Je ne suis pas devenu léniniste pour autant mais je vous demande que nous retenions l'idée. Trop de camarades m'ont donné l'impression, aujourd'hui, je le répète, de vivre à Puteaux dans une salle de Conseil national, s'étant concertés à quelques-uns, et se demandant comment ils gagneraient le prochain Congrès national, avec des préoccupations de cet ordre, sans tenir compte de ce qui existe hors de nous, autour de nous, sur quoi nous pouvons difficilement agir.

Or, il y a un contexte politique, à l'heure actuelle, en France. Il y a des événements que nous n'avons pas voulus. J'ai un peu souffert de ce que nous soyons, à quelques-uns, rendus responsables de ce qui a eu lieu le 13 mai. Vous allez un peu fort, quand même, camarades ! Que nous n'ayons pas eu tous les mêmes réactions à l'égard des événements de ce jour, je veux bien, mais que nous soyons à quelques-uns, tout juste suspects de ne pas avoir été plus ou moins mêlés aux opérations du 13 mai, j'ai l'impression que l'exagération est grande !

Fournier : correction rapide d'une erreur qu'il a commise, à mon avis. Quand il dit : "Nous étions nombreux à croire que les voix qui quittaient le Parti Communiste devaient revenir au Parti Socialiste", je voudrais que notre camarade Fournier, et d'autres s'il en est, sachent qu'au contraire, les Socialistes ont toujours affirmé leur certitude que lorsque des gens quittent le Parti Communiste et qu'ils ont été habitués à la pensée de la minorité agissante, il leur faut un certain délai avant qu'ils ne recommencent à croire à la démocratie et qu'ils passent beaucoup plus facilement au bolchevisme ou au fascisme qu'à la démocratie, socialiste ou non socialiste.

Fournier aussi, d'ailleurs, a pris l'argument de Christian Pineau sur le fait que l'analyse sur la Constitution était juste : créer un régime présidentiel.

Je veux prendre une précaution, moi aussi, par rapport à l'avenir. Nous sommes dans une situation telle qu'il commence à être à craindre que la Constitution de la Vème République n'ait un caractère présidentiel. Mais figurez-vous que cela n'a rien à voir avec le texte de la Constitution, mais plutôt avec les résultats électoraux, ce qui est beaucoup plus important, dans ce domaine, que la Constitution.

C'est enfin Fournier qui a dit encore : "Il ne faut pas être les complices de la misère qui va s'abattre sur le pays." Je suis à'accord et je vais essayer tout à l'heure de définir ce que devrait être notre attitude d'opposition. Mais s'il s'agit simplement de nous prouver comme n'étant pas les complices de la misère, c'est-à-dire de dénoncer cette misère, eh bien, Fournier, je voudrais que tu te rendes compte que dans ce domaine de la dénonciation, dans ce domaine de l'opposition, on a perdu d'avance ! Faites confiance aux bolcheviques et à d'autres pour être plus démagogues que nous, car, hélas, ou plus exactement, heureusement, il y a des choses qu'on ne sait pas faire chez nous, dans le domaine de la démagogie, et quand quelque chose nous paraîtra malsain, nous ne le ferons pas.

Albert Gazier a commencé par cette formule : "Il nous faut changer de politique." Il faut dire à Albert Gazier, gentiment, il le sait bien Albert, que la suite de l'exposé m'a déçu. Si j'ai entendu la critique pertinente de la politique suivie par le gouvernement et avec le désaccord des hommes du Parti dans le gouvernement, je n'ai pas entendu l'exposé de la politique de changement. J'espère que c'est pour la journée de demain, puisque nous avons un certain nombre de réunions de commissions.

"Il est impossible, nous a dit Albert Gazier, d'accepter ce qui est fait sur le plan social." Et il y a eu là un exposé dont je souhaite qu'il soit imprimé par le Parti et distribué à toutes nos sections, car il comporte une critique pertinente de celui de nos camarades qui connaît le mieux ces problèmes, pour avoir eu longtemps à connaître les propositions gouvernementales. Il faut que tous nos camarades du Parti aient cela entre les mains pour aller se battre pendant la campagne électorale municipale et pendant la campagne permanente qu'il faut que le Parti, maintenant, engage à l'intérieur du pays.

Je ne fais qu'une seule observation à Albert, mais je sais d'ailleurs qu'il ne sera pas en contradiction avec moi, c'est que cela, il ne le disait pas au nom de je ne

sais quel courant de pensée dans le Parti, mais au nom du Parti tout entier ; c'est que, en termes moins précis, avec une connaissance du problème moins profonde, c'est exactement ce que nos camarades socialistes et moi-même avons dit, depuis quinze jours, à l'intérieur du gouvernement ; c'est que nous avons fait valoir que tout ce qui touchait à la sécurité sociale était en fait un prélèvement sur les travailleurs, puisque la sécurité sociale, et tous ses avantages combinés, ce n'est pas autre chose que du salaire différé, et que s'il y avait un certain nombre de choses à changer dans la sécurité sociale, point sur lequel les Socialistes ont toujours été d'accord, Albert Gazier y compris, il fallait le faire, mais dans des conditions telles que les bénéfices ainsi obtenus retournent quand même aux travailleurs, puisque cela leur appartient.

Donc, merci à Albert Gazier qui nous a fourni un argument de propagande excellent pour l'ensemble du Parti ; mais d'accord aussi, je pense, avec Albert, pour dire qu'il ne s'agit pas là d'une position particulière à tel ou tel camarade du Parti mais de la position de l'ensemble du Parti.

Par contre, je ne vais plus être d'accord avec Albert, et il le sait, nous nous en sommes déjà expliqués en tête-à-tête, sur le sens de l'opposition. De quelle opposition s'agit-il ? Albert, avec la dent dure, a opposé l'opposition dure, la sienne, à l'opposition de Sa Majesté, la mienne, qu'il a même baptisée d'un mot qui a fait florès dans le "Canard Enchaîné" : "mon opposition" ! Nous avons des lectures communes, je connaissais la formule, seulement c'est vraiment présenter le problème sous un jour faux. Qui, ici, camarades, a, jusqu'à présent, parlé d'une opposition de ce caractère ? Il serait trop facile de dénoncer ce que, dans un instant, je vais vous proposer de dénoncer comme étant l'opposition de Sa Majesté ou comme étant "mon opposition", pour la tuer, en parlant, en face, de l'opposition dure.

En effet, comment Albert a-t-il défini l'opposition dure ? Il a dit : "Il nous faut dire aujourd'hui ce que nous avons toujours, jusqu'à maintenant, eu tort de taire." Je crois que j'ai repris exactement sa formule : "dire ce que nous avons eu tort de taire". A ma connaissance, nous n'avons rien tu, à ma connaissance, il n'est pas un seul moment où nous n'avons dit, sur chacun des problèmes, notre position.

L'Algérie, nous en parlerons. Mais, camarades, je voudrais qu'aujourd'hui, il n'y ait pas d'erreur d'interprétation. Si nous avons une chance, en France - et là je parle avec une profonde conviction, et sans ce sens un peu plaisant que j'ai donné à mon intervention depuis quelques minutes -, de trouver une solution politique au problème algérien, qui ne se termine pas par un bain de sang ou par un nouveau 13 mai, c'est en appuyant les positions que prend de Gaulle sur ce problème, parce qu'elles sont les nôtres.

Et, si j'avais à les classer, je dirais qu'elles sont plus libérales que celles que, personnellement, il m'est souvent arrivé d'envisager, moins que celles que d'autres camarades envisageaient mais enfin, j'essaie d'être honnête, quelquefois, lorsqu'ils me les expriment, si elles me frappent, c'est parce qu'elles vont plus loin que celles que, personnellement, j'ai jamais envisagées.

Alors, pourquoi nous dire que nous avons eu tort de taire notre position ? Qu'ils

réussissent, ce n'est pas une certitude. Je crains que certains camarades ne se rendent pas compte de ce qu'est encore exactement la situation dans notre pays et en Algérie. Mais qu'ils le souhaitent et qu'ils le veuillent, cela, j'en ai la conviction profonde.
On a parlé de Guinée ; c'est Albert Gazier qui a cité le cas. Mais j'ai l'impression que c'est notre thèse qui, peu à peu, est, dans ce domaine, en train de gagner, avec des nuances dont il faut quand même avoir conscience, c'est qu'il n'y a pas que la Guinée dans un ensemble africain, il y a un certain nombre d'autres territoires, en Afrique, hors d'Afrique. Tout à l'heure, avec plaisir, j'ai aperçu ici Tsiranana, il est là, je le vois.
Camarades, pensez-vous qu'il faut que soient découragés ceux de nos camarades des territoires d'Outremer qui font confiance à l'association avec la France ? Et que soient encouragés, au contraire, ceux qui ont pris l'attitude inverse ? Ce n'est pas du tout une attitude démagogique, c'est tout le contraire.
Albert nous a parlé du fonctionnement des institutions de la Communauté ; il a évoqué je ne sais quelle possibilité étonnante, d'après laquelle ils auraient, demain, moins d'autorité dans les institutions de la Communauté qu'il n'en avait hier. Allons… Tout à l'heure, un camarade, du fond de la salle, me jetait la formule : "sens de l'Histoire" ; je vais la reprendre. S'il y a une évidence, une certitude, pour des Socialistes, c'est que ces pays-là, tous, sans exception, Guinée, comme Madagascar, comme les autres, vont à leur indépendance : c'est une certitude de fait. Le seul problème qui nous est posé est de savoir comment ils y vont, s'ils vont à une indépendance théorique, du type Libéria, ou à une indépendance réelle, dans un cadre d'association avec la France, leur garantissant un épanouissement économique, autant de structure que d'infrastructure, de leur indépendance politique, demain. Voilà le problème.
L'Europe... Albert a eu raison de poser le problème. Là, je suis d'accord avec lui, c'est un des points sur lesquels je ne suis pas sûr de la politique du gouvernement de demain, ni de la majorité de demain.
Au fond, il y a quelque chose de maurrassien dans l'esprit de pas mal d'entre eux, une certaine volonté de la grandeur française dans l'isolement. Ils ne sont pas seuls, nous avons notre rôle à jouer, d'autres que nous d'ailleurs, et j'ai l'impression que là, nous pouvons facilement trouver un accord.
Un mot rapide encore, sur la dernière intervention que j'ai relevée : Leenhardt… Oui, je t'en prie, Albert...

Albert Gazier

Je ne veux pas reprendre tous les points que tu viens de traiter, nous le ferons, pour certains, dans les réunions de commissions. Je veux simplement compléter par deux observations.
La première, c'est que je ne mets pas une seconde en doute que les ministres socialistes, et en particulier toi-même, ont combattu avec énergie les mesures anti-sociales du gouvernement, je tiens à le préciser car je crois que tout le monde avait compris.
Deuxièmement, tout à l'heure, tu as fait allusion à la phrase que j'ai prononcée

sur l'amour-propre. Je veux m'expliquer très rapidement sur ce point.
Dans l'opposition que nous devons mener, nous serons gênés sur un certain nombre de points - je les ai énumérés par les positions prises antérieurement à l'égard du général de Gaulle et à l'égard de la Constitution. Je crois que nous devons faire un effort considérable pour ne pas être paralysés par ces positions antérieures. Je crois aussi que nous devons refaire la Gauche et que nous avons, là également, des difficultés du même ordre à surmonter. C'est pourquoi j'ai dit que l'amour-propre ne devait pas aveugler les esprits. Mais j'ajoute, bien volontiers, que j'estime que tu es capable de faire l'effort nécessaire pour que ton amour-propre n'aveugle pas ton esprit.
(Applaudissements)

Guy Mollet

Je ne te réponds même pas : je t'approuve ! Et, pour ne pas le faire dans des termes tels que les laïcs impénitents du Congrès s'en vexent, je te dirai, non pas "ainsi soit-il", mais "Inch Allah" !
Je voudrais dire à Leenhardt qu'il a posé quelques problèmes sur lesquels je souhaiterais que le Conseil national se penche car, vraiment, cela va compter pour l'avenir.
Je m'excuse, je vais encore bousculer, sans doute, quelques-unes des idées qui sont dans l'esprit de certains. Je l'ai fait récemment, non pas en innovant dans le domaine scolaire, mais en rappelant ce qu'était la position traditionnelle du Parti dans le domaine de la laïcité. Je voudrais, après Leenhardt, vous dire qu'il faut que le Parti se pose le problème de l'armée.
Camarades, on sait, dans ce Parti, que je suis plutôt de formation guesdiste que jaurésienne : je suis donc très à mon aise. Je me suis imposé, depuis quelques semaines, et cela n'a pas été pénible, de relire "L'armée nouvelle" ; c'est, plus que vous ne le pensez les uns et les autres, d'actualité. Je sais que les techniciens pourront estimer que les conditions de l'armée de demain sont totalement différentes, mais le fond reste le même. Le souci de rapprocher l'armée de la nation, le souci, pour la nation, de tenir compte de ce que l'armée est un des éléments de la nation, ces soucis-là, nous les avions perdus de vue et ils risquent d'étonner pas mal d'entre vous.
Je voudrais vous dire qu'il nous arrive souvent de permettre à tel de nos camarades, qui est député comme moi, ministre ou fonctionnaire, de parler, sans heurter quiconque, du fait qu'il se sent un prolétaire. Cela ne vous heurte pas que je vous dise, qu'aujourd'hui, avec mon traitement de parlementaire, je me sens un prolétaire et pourtant, peut-être, vous allez réagir si je vous dis qu'un colonel est un prolétaire. Cependant, c'est vrai, et nous n'avons pas su le sentir. Nous n'avons jamais, depuis quelques années, compris qu'il s'était produit dans l'armée des transformations absolument profondes et si, nous, Parti Socialiste, nous ne sommes pas capables de comprendre qu'ils doivent apprendre à nous connaître - oh ! je ne suis pas en train de les défendre -, nous prendrons notre part de responsabilité dans leur évidente évolution vers le fascisme. Oui, cela peut paraître étonnant, mais si nous devons garder dans notre vocabulaire les

Fondation Jean Jaurès

préoccupations d'antan, nous avons perdu…
Je crois que c'est Leenhardt qui a évoqué aussi le problème de la jeunesse, et peut-être d'autres camarades avec lui.
Les jeunes, j'ai fait comme vous, j'ai essayé de les contacter pendant la campagne électorale. On en a vu quelques-uns venir avec curiosité ; j'ai découvert chez eux un certain nombre de préoccupations. Notre jeunesse est étonnante, elle n'est pas du tout faite de "tricheurs", comme on l'a dit, pas plus celle-là que la nôtre d'autrefois. C'est un réflexe de vieillard que de considérer que les jeunes d'aujourd'hui ne valent pas les jeunes d'hier.
Mais notre jeunesse a envie qu'on lui offre quelque chose, elle cherche, et notre vocabulaire - je ne dis pas notre doctrine, j'y viendrai dans un moment - n'est pas adapté à sa compréhension ; elle ne sait pas ce qu'on veut dire. Quand on explique, il arrive qu'elle se passionne, mais c'est difficile, il faut vraiment expliquer et, de plus, elle n'a pas la chance qu'on explique tous dans le même sens ! Cela dépend souvent des circonscriptions !
Nous avons à repenser ce problème : notre jeunesse, mais alors sans se tromper ; si c'est uniquement en prenant de vieux slogans, on a perdu ! Elle a des réactions étonnantes : elle est patriote... oui, oui ! Il faut lui expliquer que des hommes de gauche, que des démocrates, que des Socialistes sont des patriotes. Vous savez, nous souffrons énormément dans ce pays, camarades, du fait qu'on a réussi, par un subterfuge absolument monstrueux, à identifier Droite et patriotisme ! Ils ont réussi et c'est faux, c'est faux !
Je ne veux pas prendre une caution qui va vous paraître trop bourgeoise, celle de de Gaulle, mais celui-ci, au cours d'une conversation, me disait récemment : "J'en ai vu, des hommes de droite, mais c'étaient des individualités, lorsqu'il y avait masse, lorsqu'il y avait nombre, c'étaient, je peux bien le dire, des hommes de gauche." Et il parlait de la période clandestine, pas d'aujourd'hui ; il ne parlait pas non plus du RPF. Mais il est vrai que dans les faits, lorsqu'il est besoin de manifester son attachement à la patrie, en ce qu'elle a de valable, la Gauche est là, la Droite plus rarement.
Mais, électoralement, ce n'est pas vrai ; c'est la Droite qui, dans ce pays, fait figure de représentante du patriotisme. Alors, méfiez-vous des positions que nous prendrons, camarades ! Si nous devions apparaître demain comme de mauvais défenseurs de ce qu'il y a de valable dans l'idée d'une patrie, comme le dit Guesde, qui est à nous, qui est aux travailleurs, même si ceux-ci n'ont pas encore fait l'effort nécessaire pour en être les propriétaires ; si jamais nous n'arrivions pas à maintenir cette idée et que, croyant prendre l'opposition des autres, nous apparaissions demain comme moins patriotes que les autres, vous avez perdu. Dans ce domaine-là, les Communistes, faites-leur confiance, apparaîtront toujours comme de mauvais patriotes, meilleurs que vous quand il s'agit du patriotisme de notre pays.
Ce problème existe chez les jeunes ; vous l'avez tous connu. Vous savez que l'un des grands griefs que nous a faits Jeannette Vermeersch, dans l'un de ses rapports au Comité central du Parti Communiste, quant à notre comportement dans l'affaire d'Algérie - oh ! je ne suis pas sûr de rallier la pensée de tout le

monde, mais c'est un fait -, c'est que lorsque des jeunes s'étaient rendus en Algérie, Partis Communistes, ils avaient cessé de l'être à leur retour, et que nous avions créé chez eux je ne sais quel sentiment étonnant.
(Applaudissements)
Vous en avez rencontré, dans les réunions publiques, des jeunes au retour d'Algérie, ils ne vous tenaient pas le langage inverse mais bien celui-là.
C'est à nous qu'il appartient d'apprendre à ces gens-là ce qu'est le véritable patriotisme, pas le faux. Il faut les détourner du nationalisme, il faut les détourner du maurrassisme, il faut les détourner de tout ce qu'il y a d'étroit dans cette pensée d'une France seule ; mais il faut leur monter que nous sommes d'accord pour donner à la France et, dans la France, à la jeunesse de France, la place à laquelle elle a droit.
Camarades, je suis allé, il y a quelques semaines - je raconte une histoire personnelle -, rencontrer un certain nombre de jeunes officiers, jeunes colonels, jeunes capitaines. Je vais faire un péché d'orgueil, j'ai l'impression que, lorsque nous nous sommes quittés, ils avaient été un peu plus secoués que je ne l'ai été de ce qu'ils m'ont dit, "les jeunes au retour d'Algérie, etc."
Je leur ai raconté une anecdote authentique qui est celle-ci. Un certain jour de 1951 - j'étais alors sous-ministre ou je ne sais quoi, soit sous Queille, soit sous Pleven, je ne sais plus exactement -, j'ai, pour la première et unique fois de ma vie, rencontré un maréchal de France - il était général à l'époque - qui s'appelle de Lattre de Tassigny. Il me parlait de l'Indochine ; je lui ai posé un problème précis : "Comment m'expliquez-vous, vous, général, alors qu'actuellement vous avez des écoles d'officiers, vous fabriquez des jeunes aspirants vietnamiens, qui vont devenir des aspirants français, 60% d'entre eux partent et passent de l'autre côté vers le Viet-Nam du Nord ?" Et de Lattre de Tassigny, dont on peut penser ce qu'on voudra, mais qui m'a donné, ce jour-là, l'impression qu'il avait une réaction d'homme politique de valeur, m'a simplement répondu ceci : "Que voulez-vous ? ... S'ils restent avec nous, ils connaissent leur avenir ; s'ils vont de l'autre côté, ils ne savent pas ce qui les attend, mais il y a l'aventure, l'espoir."
C'est dramatique, vous savez, quand une jeunesse en est là. Et cela vaut autant pour la jeunesse algérienne que pour la jeunesse noire et que pour la jeunesse française. Les Socialistes seront-ils capables de donner à cette jeunesse l'impression qu'elle représente l'espoir, et un espoir dans lequel elle a sa place ?
Je vous affirme que cette réflexion m'a profondément troublé et qu'elle a troublé beaucoup de ces membres du 5ème Bureau qui étaient autour de moi, le jour où j'ai assisté à leur réunion, qui croyaient revenir avec des idées toutes faites sur l'organisation psychologique et qui ont dû concéder qu'il n'y avait rien à offrir comme réponse à la question que je leur posais, concernant les Algériens.
Un mot encore pour en terminer avec les camarades qui sont intervenus cet après-midi. On comprendra, bien sûr, que je dise merci à Augustin Laurent et non seulement pour ce qu'il a dit à propos du Comité directeur, du Bureau, mais aussi pour ce qu'il a dit concernant le Parti et surtout l'unité à maintenir : la notion de Parti à reconstituer.
Voyez-vous, je voudrais opposer deux interventions. Tanguy a été injuste,

sévère, mais, dans son intervention, il y a beaucoup d'orgueil, il est sûr qu'il détient la vérité. Et je souhaiterais, par mon propos, seulement, l'amener à douter un peu. L'autre intervention est celle d'Albert Gazier ; quand il m'a interrompu tout à l'heure, il m'a fait le plus grand plaisir, en espérant que j'étais capable de faire preuve de modestie, c'est-à-dire de faire passer, éventuellement, mon amour-propre derrière les préoccupations du Parti.
Eh bien, camarades, c'est cela la notion de Parti.
Je traite tout de suite un problème que je m'étais promis d'aborder à la fin, un problème personnel. Si vraiment, vous en arriviez à la conviction que, pour l'unité du Parti et pour l'accomplissement de ses tâches ultérieures, il vaut mieux, comme le souhaite Tanguy, qu'une équipe s'efface et que d'autres hommes apparaissent, ne pourrait-on pas le faire gentiment ? Ne vaudrait-il pas mieux que je prenne un repos dont j'ai bien besoin plutôt que de m'imposer je ne sais quel camoufler que je crois immérité ?
J'ai, à de nombreuses reprises, au cours des mois derniers, dit au Parti que j'étais prêt à laisser à d'autres les responsabilités. Je vous affirme, et sans orgueil, que cela reste vrai et, comme je ne suis pas un faux-jeton, je pose une condition, faute de quoi je me défends bec et ongles jusqu'à ce qu'on me batte, c'est que cela ne signifie pas une modification de la politique du Parti.
Si cela veut dire qu'on change la politique internationale du Parti, si cela veut dire qu'on va vers le neutralisme, vers l'action avec les Communistes, si cela veut dire qu'on va tant modifier dans notre attitude, alors non ! Il faut me battre pour que je m'en aille !
(Applaudissements)
Mais si, par contre, camarades, et je veux que vous le sachiez à chaque instant - et là nous sommes en Conseil national, il n'y a pas de presse - vous estimez un jour que cela permettrait des retours, retours que je souhaite - il y a eu des réactions, ce matin, quand on a dit qu'il fallait que des camarades reviennent ; je ne partage pas ces réactions : il y en a qui doivent revenir, pas tous, non, il y a des malades et je ne peux pas donner de noms car cela deviendrait désobligeant pour ceux que je ne citerais pas, mais il y a de bons camarades parmi ceux qui sont partis, et qui ont été sincères -, si vous pensiez que pour faire un grand rassemblement de la Gauche, il faut que sachent s'effacer les hommes qui ont joué un rôle pendant une certaine période, alors, soyez rassurés, ne faites pas de combines, ne vous rencontrez pas les uns les autres : vous avez à l'avance un homme qui est tout prêt à vous aider dans ce travail-là.
Si, par contre, cela consiste à dire que le changement de politique est un changement de politique internationale, un changement de politique OTAN, un changement de politique européenne, un changement de politique quant à l'approche africaine, alors non ! Vous avez affaire à quelqu'un qui va mener le combat à l'intérieur du Parti, à livre ouvert, très franchement, prêt à accepter une défaite et à s'incliner devant la défaite - je n'ai encore jamais été indiscipliné dans ma vie et c'est un de mes titres de gloire - mais sévèrement.
Augustin Laurent a parlé aussi de la notion de parti, il a dit : "réviser". Il a employé une formule, que j'ai regrettée, avec ce courage qui lui appartient : "Je

m’en fiche si demain on dit que je suis un révisionniste !"

Augustin Laurent - Je n’ai pas dit : "Je m’en fiche", mais c’est à peu près la même chose !

Guy Mollet - Je ne suis pas d’accord, parce qu’on le dira, Augustin, alors que tu ne l’es pas, "L’Humanité" l’écrira ; de cela aussi tu te moques, mais ce n’est pas vrai !
Camarades, ce qu’il s’agit de réviser, ce n’est pas le fond, ce n’est pas la doctrine. Comme on en parle avec aisance, de la doctrine ! Ce qu’il s’agit de modifier, c’est la formulation ; ce qu’il s’agit de prouver, en prenant ton exemple de l’article 1, ce n’est pas que nous avons tort, nous, quand nous disons que nous voulons faire une société socialiste, collectiviste ou communiste, c’est qu’ont tort ceux qui confondent le Communisme avec le bolchevisme, avec la Russie, avec les pays de l’autre côté. Tout cela n’est pas facile et peut-être serons-nous condamnés un jour à modifier notre propre vocabulaire pour éviter la confusion. Mais cela ne change rien au fond.
Camarades, ce que je crois le plus grave, pour notre Parti, c’est le manque de connaissances, non seulement des gens qui nous écoutent, mais, trop souvent, de ceux des nôtres qui parlent. Le plus grave, c’est que chez nous, il n’existe pas une connaissance suffisante de la pensée socialiste, chez nous - je ne parle pas de l’électeur, je parle du candidat, de l’élu -, depuis des années, nous n’avons pas pu vraiment faire de filiations valables. Et c’est pourquoi Augustin et quelques autres avez raison, nous le sentons tous : il faut refaire un séminaire, il faut refaire une école, il va falloir recréer le vade mecum, le petit livre que chacun devra apprendre. Ecoutez ! Vous avez dans cette salle quinze à vingt camarades qui ont écrit des livres ; cela tire à combien ? … Quelques milliers d’exemplaires. Là, on vous offre des opinions, des choix, des sujets de réflexion. Le Parti ne les lit pas, le Parti lit les bulletins quand on se dispute, cela le passionne… Et encore, je n’en suis pas sûr ! Mais les sujets de réflexion, le Parti même ne les lit pas ! Nous sommes 120 000 dans le Parti, invariablement ; cela doit faire 140 000 membres avec des cartes. Il y a 60 000 élus, 60 000 conseillers municipaux, conseillers généraux, députés, sénateurs, de braves camarades, dévoués : une leçon pour la nation sur le plan démocratique, une preuve de civisme, de l’esprit démocratique du Socialisme ! Mais quant à l’esprit révolutionnaire et socialiste du Socialisme, cela laisse à désirer ! Car les camarades qui sont aux prises, quotidiennement, avec leur action municipale et qui cessent trop souvent d’être propagandistes, ne souhaitent pas tellement avoir une section dans leur localité, parce qu’il arrive que ce soit désagréable !
(Applaudissements)
C’est un des points sur lesquels je n’aurais pas aimé être applaudi si vous m’aviez demandé avant quand il fallait applaudir ; mais vous savez bien que j’ai raison !
Camarades, c’est cela qu’il faut modifier. Les commissions d’études ne seront efficaces, celles qui touchent au fond, comme celle que préside Jules Moch ou

Fondation Jean Jaurès

celles qui touchent à des points précis comme celles que nous tiendrons demain, ne vous en faites pas d'illusions, que si dans le même temps, on trouve le moyen de faire que les camarades du Parti en étudient les résultats, les conclusions, les discutent ces conclusions, se prononcent et non pas aillent voter, le jour du vote, en fonction de ce que ce texte sera signé de "Machin", "Truc", "Chose" !
Or, vous savez bien que c'est cela la vérité ! La vraie révision, elle est celle de nos moeurs, bien plus que celle de notre doctrine !
Camarades, quand des faits extérieurs à nous, quand des événements dans lesquels nous n'avons été pour rien interviennent, il y a trop de camarades qui se disent : "C'est parce que nous avons failli à la doctrine." Ce n'est pas vrai, cela n'a rien à voir avec notre doctrine. Cela ne met pas en cause notre doctrine, et si les choses vont mal, ce n'est pas forcément parce que nous avons tort, pas du tout, mais c'est peut-être plutôt, et de cela je voudrais vous convaincre, parce que nous n'avons pas réussi à faire comprendre à la masse de l'opinion que nous avions raison, et c'est tout à fait différent.
Quand se produit un phénomène comme celui-là, n'en tirez pas comme conclusion, vous, que vous devez changer la position que vous aviez avant, mais que vous devez changer les méthodes que vous employez jusqu'à maintenant pour faire savoir que vous avez raison.
Voilà dans quel esprit j'ai écouté les interventions des camarades et que j'ai essayé d'improviser rapidement - le mot est de trop - une réponse.
Voyez-vous, j'en ai tiré les conclusions suivantes : un certain nombre de camarades ont essayé de prouver qu'ils avaient raison ; il y a eu une sorte de tentative de justification des positions antérieures, tentative de prouver qu'on avait raison contre la participation au gouvernement de Gaulle, tentative de prouver qu'on avait eu raison d'être contre le référendum, c'est la tentative de Christian Pineau, de Tanguy-Prigent, ceci sans acrimonie, je ne demande pas au Conseil national de dire que vous avez tort, je vous demande d'attendre quatre ou cinq ans. Dans quatre ou cinq ans, je souhaite que vous n'ayez pas eu raison, car si, par malheur, vous aviez eu raison… Il n'y aurait plus de Conseil national pour vous l'entendre dire, et si j'ai aujourd'hui, moi, une satisfaction, c'est que, lorsqu'il y a un Congrès ou un Conseil national, des camarades puissent venir dire leurs craintes, que lorsqu'il y a une réunion publique, des contradicteurs puissent venir m'eng… parce que c'est la preuve que, depuis des mois au moins, la liberté continue dans ce pays et que le pari que certains avaient fait que tout était fichu, ce pari justement, maintenant, s'ils l'ont gagné, je vous dirai pourquoi, tout à l'heure, il y a des chances pour que ce ne soit pas un gain définitif.
Des camarades ont condamné ce qui s'est fait. Eh bien oui, nous sommes d'accord pour condamner ce qui s'est fait.
D'autres camarades ont parlé des risques. Il y a deux manières d'évoquer les risques ; c'est là le fond du débat entre nous aujourd'hui, et, à mon avis, la seule différence entre nous.
Il y a des camarades qui évoquent ces risques avec je ne sais quelle sorte d'esprit masochiste, comme s'ils avaient, je ne dis pas l'espoir, ce serait trop méchant,

Fondation Jean-Jaurès

mais la conviction que ces risques vont se réaliser.
Il y en a d'autres, au contraire - c'est mon cas -, qui, ayant la même appréciation des risques, veulent se battre pour les éviter. Faites attention, c'est probablement le vrai problème.
Quels sont ces risques ?
Il y en a un premier, c'est qu'après les craintes des mois précédents, après les espoirs grotesques, insensés, que l'opinion publique a mis dans un homme miracle, car ça a été cela les élections, transférer à de Gaulle le soin de régler tous les problèmes, après l'option que de Gaulle a prise sur le plan économique, financier, donc social, quelquefois en ayant raison, car il ne va pas falloir que nous nous associions à toutes les protestations démagogiques, si l'on est d'accord avec ma réaction, mais qui va créer un mécontentement tel que l'on peut, ou bien, première hypothèse, avoir une réaction disons bolchevique, un nouveau succès, un nouveau retour vers les bolcho, ce que je ne crois pas dans l'immédiat, mais l'hypothèse existe ; je ne crois pas dans l'immédiat, car il y a actuellement, dans la classe ouvrière, de l'inquiétude chez beaucoup, et puis une sorte d'attentisme chez d'autres. Dans les heures de coup dur, la classe ouvrière ne s'est pas toujours déterminée immédiatement.
Si l'on évoque des heures très graves, ainsi je pense à notre Pas-de-Calais, ce n'est pas dans la région minière qu'ont démarré les premiers mouvements de résistance, quoi qu'en ait dit M. Maurice Lecoeur, devenu depuis notre camarade, me dit-on. Il y en a pour quelque temps avant que les réactions viennent, mais enfin, le risque existe.
Deuxième risque plus vraisemblable, un de ceux qui, actuellement, m'inquiètent le plus, c'est que de Gaulle isolé de nous, ce qui explique sinon justifie l'attitude de pensée de quelques camarades qui se demandent si nous avons eu raison de partir - je vous mets à l'aise, je suis un de ceux qui ont pensé les premiers à partir, mais je demande qu'on partage l'inquiétude de camarades qui se sont demandé si, rompant sur le plan gouvernemental, le Parti ne perdrait pas toute espèce d'influence ; cependant, la décision est prise, je ne crois pas qu'elle puisse être mise en cause par nous - entouré d'un certain nombre d'hommes, de conseils, ne prenne des positions qui heurtent la classe ouvrière, les classes moyennes et qu'il y ait la réaction que je vous disais.
D'autre part, le fait que le problème de l'Algérie reste au Président de la République - les problèmes de la Communauté appartiennent au Président de la République, les problèmes de la République, au Premier Ministre - prend une certaine signification si l'on veut bien réfléchir à ce que cela veut dire. Et alors, nous voyons - et c'est là le risque le plus proche - une fraction des hommes qui, déjà, dans ce pays, sont en train de dire que de Gaulle les a trahis, que c'est un vieux ceci, un vieux cela, qu'il leur a fait perdre les bénéfices de la révolution du 13 mai, nous voyons ces hommes, dis-je, comportant toutes sortes d'éléments - cela peut aller d'un Duchet, des Vichystes d'hier, à Thomaso, aux éléments militaires du 13 mai -, penser qu'il y a une nouvelle étape à franchir. C'est cela, le deuxième risque.
Il y a le risque bolchevique, il y a un risque fasciste, avec une partie de

l'assistance militaire, et je devrais dire que ce n'est pas forcément ou l'un ou l'autre, cela peut être l'un et l'autre. Cela peut venir par les fascistes pour finir par les bolchos.
Enfin, il y a un autre risque, qu'il ne faut pas négliger, que j'ai senti dans l'esprit de pas mal de camarades et qui, incontestablement, est inquiétant, c'est que si l'on tient compte d'une part de ce mécontentement orientant vers les bolcheviks, de ce mécontentement orientant vers le fascisme, mais en même temps d'une certaine peur attentive qu'alors le gouvernement de l'heure, celui-ci, le nouveau, ne muselle les mécontentements en créant peu à peu un régime d'autorité.
C'est, au fond, ce que j'ai cru sentir dans l'intervention de Tanguy-Prigent, comme une sorte de fatalité, que si nous avions empêché le coup dur dans les heures dramatiques de mai, nous irions vers une sorte de création lente d'un régime qui pourrait être non pas le régime franco, non pas le régime hongrois, mais disons, pour prendre un exemple historique, le régime Salazar.
Ce risque existe, pourquoi le nier ? En tout cas, nous avons le devoir de l'envisager.
Est-ce qu'on doit être des fatalistes ? Est-ce qu'on doit imaginer qu'il n'y a que ces trois risques ? Est-ce qu'il n'y en a pas un quatrième qui n'est plus un risque, mais un espoir ? Est-ce que vous ne pensez pas, comme je crois le sentir, qu'à l'heure actuelle, dans l'opinion publique, vaste, très large, débordant de loin les cadres du Parti Socialiste, de très loin, parfois chez des hommes qui nous sont absolument opposés sur le reste, il y a ce sentiment qu'au fond, la démocratie est un bon système ?
Est-ce que vous ne sentez pas qu'il y a des quantités d'hommes qui sont en train de se dire que l'espoir de confier à quelqu'un son sort, que le fait, par souci d'efficacité, de laisser à d'autres le soin de régler ses problèmes, que tout cela était vain, et que, peu à peu, des hommes sont en train de se dire que le retour à des méthodes normales, démocratiques, je n'ose pas dire encore parlementaires, car le Parlement est encore très déconsidéré - et l'on a encore fait beaucoup de choses pour le déconsidérer, même dernièrement -, s'impose ?
Or, quand on pense démocratie, en France, à qui pense-t-on ?
Est-ce que vous n'avez pas le sentiment que c'est d'abord à nous ?
Camarades, si nous avons un prestige dans ce pays, croyez-vous qu'il soit fait de notre doctrine révolutionnaire qu'ils ignoraient, croyez-vous qu'il soit fait de notre prise de position sur le plan économique ou financier, qu'ils ont salie en nous présentant comme les videurs de caisse ? Croyez-vous que notre prestige soit fait d'autre chose que de notre espèce d'honnêteté fondamentale de fidélité permanente aux règles de la démocratie ?
Or, cela, c'est en train de gagner. Augustin, tu avais raison, ils sont nombreux, les gens qui nous écrivent aujourd'hui, les gens qui ne sont pas des nôtres, les gens qui nous disent : "On voudrait tellement vous connaître, car on sent que chez vous, c'est du solide, c'est du sincère, que vous êtes des démocrates, que vous n'irez jamais porter atteinte aux droits fondamentaux de l'individu, aux droits de l'homme."
Camarades, faites attention, il y a actuellement un problème qui nous paraît être

déterminant, qui nous paraît dominer tout. Nous avons souvent adopté la formule de la République : Liberté, Égalité, Fraternité. Cela reste en slogan sur les murs, sur les frontispices de nos Hôtels de Ville.
Fraternité... c'est du vent, et quand cela existe, ce n'est pas toujours tellement sain, cela ressemble trop souvent à du compagnonnage et à du favoritisme.
Restent deux termes : Liberté et Egalité. Eh bien, aujourd'hui, je crois que le problème essentiel qui est posé au monde, c'est que l'idée de l'égalité est en train de faire des progrès fantastiques, elle commence à s'imposer à tout le monde, et quelquefois au détriment de la notion de liberté.
Quand vous voyez des fascistes être égalitaristes, car ils le sont, quand vous voyez des militaires être égalitaristes, car ils le sont, quand vous voyez des bolcheviks être égalitaristes, car ils le sont, mais qui, maintenant, commencent à accepter cette idée qu'on ne peut pas dire l'égalité dans le non respect de la liberté, c'est là que notre présence s'impose, c'est là qu'on ne peut pas choisir ni les uns ni les autres. Les camarades qui sont sévères à l'égard des quelques-uns qui ont été dans le gouvernement parce qu'ils purent croire que nous étions devenus les alliés de je ne sais quel fascisme, ce en quoi ils ont tort et sont injustes, si, demain, pour sauver l'égalité dans les sacrifices, ils devaient s'associer aux bolcheviks, vous prononceriez exactement comme les fascistes la même condamnation des chances de liberté pour le surlendemain.
Notre chance à nous, c'est d'être le point de rassemblement de tous les hommes qui, dans ce pays, se sentent, je voudrais dire, des libertaires, si le mot n'avait pas été sali, ou des libéraux, si le mot n'était pas compromis par son acception économique, des défenseurs de la notion de liberté.
Vous croyez que cela ne peut pas se faire ?
Alors, c'est que vous êtes des pessimistes.
Je suis convaincu, camarades, que c'est possible, mais cela va déterminer ma conclusion quant à ce que doit être le style de notre opposition.
J'ai entendu parler d'opposition dure, j'ai entendu parler d'opposition systématique, permanente ; d'autres ont dit constructive, on me l'a prêté ; d'autres ont dit intelligente, cela me paraît superflu, je suppose qu'on ne pourrait pas faire autrement. Je ne sais pas ce qu'il nous faut dire, camarades, mais je voudrais que dans ce domaine, comme dans les autres, nous tenions compte de la nécessité de changer le style même de notre opposition.
De quoi notre démocratie a-t-elle souffert profondément ?
De ce que l'opposition, où qu'elle soit, a toujours été faite du souci de faire échouer l'autre. Réfléchissez-y bien, prenez-le sur le plan municipal, prenez-le sur le plan de la campagne électorale aux élections législatives, prenez-le sur le plan gouvernemental - s'il n'y avait pas une telle injustice dans mon propos, c'est injuste à beaucoup d'égards, mais tant pis -, pensez à la manière dont Mendès menait son opposition. L'essentiel consiste à attendre l'échec de l'autre, et c'est dans l'échec de l'autre qu'on trouve sa justification.
Camarades, si on continue de cette façon, on a perdu d'avance comme tous les autres. Ce n'est pas cela qu'il nous faut faire.
Ce qu'il nous faut faire, c'est dire : "Voilà l'objectif. C'est le même que le

vôtre ? Cela ne nous gêne pas. Bravo ! Nous sommes heureux. Vous êtes français, nous sommes français, nous avons tels objectifs, il faut aider les pays d'Outremer, il faut bâtir la Communauté en apportant gratuitement des sommes étonnantes et sans rendement aux hommes d'Outremer. Bravo ! Cela veut dire des sacrifices pour les gars qui vivent sur le sol national.
Vous voulez bâtir l'Algérie ? Vous voulez que l'Algérie développe sa personnalité dans son association avec la France ? Vous voulez lui apporter une aide économique importante ? Noua sommes d'accord, nous, Socialistes. Bravo ! Cela veut dire des sacrifices.
Vous voulez bâtir le Sahara ? Vous voulez bâtir Lacq ? Vous voulez faire des investissements ? D'accord. Alors, on n'est pas dans l'opposition ! On est pour, on n'a pas envie que vous échouiez, on veut que vous réussissiez.
Mais nous faisons savoir alors, par tous les moyens à notre disposition, au peuple de France, aux Socialistes et aux autres, qu'il y a d'autres moyens pour y parvenir que ceux que vous nous proposez. Nous n'avons pas envie que vous échouiez quant à l'objectif, mais nous voulons que l'on sache que pour y parvenir, nous avons des méthodes justes, nous avons des méthodes fraternelles, nous avons des méthodes qui tiennent compte de l'égalité, de la justice sociale, méthodes que nous faisons connaître à tous ; nous ne sommes pas des opposants, nous sommes des contre-proposants."
Camarades, j'ai tenu le langage suivant dans une des campagnes les plus étonnantes que j'aie eu à faire dans ma vie, car je suis tout de même le seul qui aie eu contre moi tous les partis politiques conjugués, sans aucune exception, et toutes les organisations syndicales, y compris l'UNR, quoi qu'on vous en ait dit, j'ai dit : "Il faudra des sacrifices, mais vous jugerez de la Gauche et de la Droite, selon ceux à qui on demandera les sacrifices en question."
Tenons ce langage à l'opinion. Allons devant le pays. Mobilisez-vous, pas seulement les 40 parlementaires, mais tirez profit de ce qu'il y a eu le scrutin d'arrondissement, ce sera au moins un bénéfice, que tous ceux qui ont été candidats dans un arrondissement y retournent et aillent dire : "Voilà le langage que je tenais pendant la nous campagne électorale, voilà ce qu'on fait maintenant, ce qu'on nous propose. Nous ne sommes pas en désaccord sur les objectifs, mais voici les moyens d'y parvenir."
Allez faire des sections, aidez-nous à bâtir sur le plan national ce grand rassemblement dont on a besoin.
Unir la Gauche, d'accord, Albert, je suis complètement d'accord, je l'ai été avant pas mal d'autres. La refaire, en supprimant pas mal de mesquineries, en passant sur pas mal de faux problèmes, la refaire sur les problèmes essentiels, la refaire large et, je vais loin, permettre que dans les rassemblements de demain, il y ait des hommes, non seulement de ceux qui étaient en désaccord avec nous hier, mais même de ceux qui sont en désaccord avec nous aujourd'hui.
Faire que cette gauche apparaisse à l'ensemble du pays comme le successeur, comme celui qui, demain, pourra régler les grands problèmes de la France dans l'Europe, et de l'Europe dans le monde, de l'Europe dans l'Eurafrique, pourra les régler avec des moyens qui soient des moyens démocratiques avant de

devenir des moyens socialistes.
Camarades, ce que je vous ai tenu comme langage, j'en ai parfaitement conscience, ce n'est pas un langage révolutionnaire, ce n'est pas non plus le langage du baroudeur acceptant le baroud d'honneur. C'est la langue de l'homme qui, aujourd'hui, n'accepte pas d'être masochiste, d'être fataliste, qui ne croit pas que tout est foutu.
Nous avons traversé, il y a quelques mois, des heures plus lourdes, plus graves que celles que nous traversons.
Si, de nouveau, nous devions nous laisser aller, si, de nouveau, je ne sais par quel miracle, je ne sais pourquoi, nous devions condamner ce que nous faisions hier, alors que nous avons le devoir et le droit d'en être fiers, si, maintenant, nous allions dire : "On va changer tout cela, balayer les errements passés", alors que probablement l'Histoire dira, et je l'espère, que grâce à nous, on aura sauvé la démocratie en France, que grâce à nous, on aura permis des lendemains, si, fiers de notre action, on se sent prêt à de nouvelles actions, alors, camarades, au lieu d'être des fatalistes, vous serez des hommes croyant à l'action des hommes, croyant à la victoire des hommes, et ceux qui croient à leur victoire ont toujours vaincu.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Georges Brutelle.

Georges Brutelle

Camarades, je vous propose, pour conclure ce débat, la Commission des résolutions suivante :
Augustin Laurent, Bidet, Leenhardt, Piq, Gazier, Jules Moch, Deixonne, Schmidt, Pineau, Jaquet, Tanguy-Prigent, Guille, Lamousse, Begarra, Gustave Robert, Rouzeau (?), Loustaud, Defferre, Garat, Max Lejeune, Cassagne, Métayer, Fuzier, Lamarque-Candeau, Beaumont, Rabier, Boutbien.

Le président - Pas d'oppositions ?
…
Adopté.

Georges Brutelle - La Commission des résolutions siègera demain matin à 10 heures. Les autres Commissions se réuniront immédiatement après la levée de séance, pour organiser librement leur travail. Elles peuvent à leur gré commencer à travailler dès ce soir, désigner, au cours de la soirée, des Commissions de rédaction, afin que, demain matin, les travaux soient terminés en temps utile, c'est-à-dire de façon à nous permettre d'ouvrir la séance plénière à 15 heures, sans que nous soyons obligés d'attendre le résultat des différentes Commissions. Pour bien faire, tous les rapports devraient être terminés pour midi. Il y a donc intérêt à ce que les Commissions se réunissent dès maintenant et qu'elles organisent leur travail.

Fondation Jean Jaurès

Le président - Je demande, pour qu'il n'y ait aucune confusion, que Brutelle nous donne l'heure exacte de la réunion des Commissions.

Georges Brutelle - Commission des résolutions : demain matin, à 10 heures.
Pour toutes les autres Commissions : réunion à 18 heures 30.

Le président - Camarades, avant de lever la séance, je vous indique que nous reprendrons la séance publique demain, à 15 heures, avec, comme président de séance, Deixonne.
La séance est levée.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
Conseil national des 10 et 11 janvier 1959
Puteaux

Séance du dimanche 11 janvier 1959 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Maurice Deixonne (Tarn).
Assesseurs : Chabert (Meurthe-et-Moselle), Marmin (Loiret), Vollé (Loire).

Le président (Maurice Deixonne)
Camarades, je déclare ouverte la séance de clôture du Conseil national.
Vous savez que nous avons à l'ordre du jour quatre rapports qui ne seront pas suivis de vote, ensuite, quatre autres questions, que je vous énumérerai tout à l'heure, qui appelleront une décision du Conseil national.
La première question à l'ordre du jour est celle de l'Algérie.
Je donne la parole à Brutelle sur le problème de l'Algérie.

Georges Brutelle
Camarades, un nombre important de camarades s'étaient fait inscrire à la Commission de l'Algérie qui a siégé hier soir, a désigné une Commission pour tenter de clarifier les points de divergence, dans le courant de la nuit, et s'est réunie à nouveau ce matin pour voir s'il était possible, dès maintenant, après quelques heures de séance, de soumettre à l'ensemble de nos sections un texte, ou deux textes, ou trois textes, présentant l'opinion, soit de l'unanimité de la Commission, soit des courants qui auraient pu s'y dégager, de telle façon que nous avons, dans les circonstances présentes, un débat approfondi, et organisé démocratiquement, jusque dans nos sections, sur le problème algérien, afin de fixer la politique du Parti.
Nous n'avons abouti ni à un texte de synthèse, ni même à différents textes.
Nous n'avons pas abouti, pourquoi ? Parce que dans l'atmosphère de la discussion, qui était extrêmement cordiale, il n'était pas possible de dégager réellement quels étaient les points de divergence entre des camarades qui étaient tout prêts à rédiger des textes différents, et il nous a paru, par contre, que des

Fondation Jean-Jaurès

divergences beaucoup plus profondes existaient au sein de la Commission, qui n'avaient pas eu le temps, dans un débat de ce genre, de s'exprimer totalement, et que nous risquions, en donnant un peu d'autorité à deux textes qui seraient sortis de la Commission ce matin, de fausser complètement le débat sur un problème aussi grave que celui de l'Algérie.

Nous avons donc pensé que, compte tenu des décisions antérieures du Parti, qui permettent à notre action et à notre propagande de s'appuyer sur des lignes directrices bien définies, il était nécessaire de ne pas jeter un trouble en apportant des textes qui n'auraient pas été suffisamment réfléchis, sur lesquels la confrontation n'aurait pas été totale.

Je dois dire par surcroît que nous avons eu tous le sentiment que dans la situation actuelle, un certain nombre d'éléments nouveaux se trouvaient posés, soit par l'évolution des événements depuis le 13 mai, en Algérie, soit par l'attitude du gouvernement, soit par le fait d'un changement de tactique politique de notre part, et que, de vouloir improviser en quelques heures des motions sur lesquelles nous nous diviserions peut-être artificiellement, et à l'occasion desquelles nous n'analyserions peut-être pas suffisamment des divergences qui peuvent exister entre nous, était quelque chose qui n'était pas digne du Parti dans des circonstances aussi graves, et que la meilleure méthode consistait dès maintenant, en ce qui concerne la définition de la politique du Parti, pour l'avenir, à accepter un débat plus complet, plus approfondi, qui permettrait à chacun de confronter, de réfléchir davantage à sa position, de la formuler en termes plus clairs, et de pouvoir la confronter aux positions d'autres camarades.

Dans ces conditions, nous sommes arrivés à une unanimité totale pour dire qu'il n'était pas possible que le Parti, à la légère, engageât la discussion, qu'il était souhaitable que dès maintenant, à l'échelon des sections, s'engage une discussion sur les indications qui pourraient être données dans le bulletin intérieur. Nous avons pensé à ressortir points de vues et controverses qui avaient servi à la préparation du dernier Congrès du Parti, de telle façon que chaque camarade puisse d'abord exprimer totalement sa pensée, qu'un débat puisse s'engager entre nous, dans ce bulletin, et qu'enfin, deux ou trois journées d'études puissent être organisées par le Comité directeur, au cours desquelles nous verrions si l'on peut proposer aux prochaines assises nationales du Parti une position unanime ou si, au contraire, il y a des points graves de divergence qu'il nous faut essayer de localiser, de rendre clairs, afin de permettre au Parti de dégager démocratiquement la politique du Parti sur le problème algérien.

Nous sommes arrivés, dans une totale unanimité, à considérer que cela était une nécessité, et c'est la raison pour laquelle il ne vous sera présenté aucun rapport.

Nous nous sommes posés la question de savoir s'il n'était pas possible, par exemple, de reprendre ce qui, dans les résolutions antérieures du Parti, ne souffre aucune espèce de discussion, et de faire un texte qui ne tiendrait compte que des points sur lesquels il y a une totale unanimité. Cela ne nous est pas apparu souhaitable, car nous n'aurions pas pu arriver, dans ces conditions, à une expression entière, et, pour certains camarades, il serait peut-être apparu que le

Parti abandonnait certaines positions antérieures, et qu'il se refusait à toute espèce de nouvelle formulation, pour certains mêmes, qu'il se refusait à tout pas en avant, à la définition d'une politique dans les circonstances données.
Nous avons donc pensé qu'il était préférable de ne sortir aucune espèce de texte et de laisser le débat entier.
Nous vous proposons donc, sauf en ce qui concerne le problème des élections municipales, qui a été renvoyé à la Commission des résolutions, et sur lequel il y aura un texte, sauf aussi à retrouver, dans le texte de la Commission des résolutions, une ligne sur le problème algérien, qu'il n'y ait pas, en ce qui concerne les études dans le Parti, de textes improvisés à la légère et sortant aujourd'hui.
Le Comité directeur sera invité, si vous en êtes d'accord, à organiser, après un débat dans les bulletins intérieurs, pendant deux ou trois jours - on verra ce qui sera le plus pratique, car il faut faire appel à nos camarades des fédérations, et certains seront peut-être gênés de participer pendant trois jours - un débat complet sur le seul problème de l'Algérie, afin que nous ne nous retrouvions pas dans la situation de cette nuit, de camarades intéressés par diverses Commissions et ne pouvant pas suivre d'un bout à l'autre le débat. Ce débat serait organisé dans les délais les plus rapides, et dès que nous aurions pu, ou bien nous mettre d'accord sur un texte unique pouvant servir de base de discussion à nos sections, ou, sur plusieurs textes, organiser alors à nouveau, dans le bulletin intérieur du Parti, une controverse afin qu'au cours de nos prochaines assises nationales ce soit après un débat totalement libre et profond que les sections puissent enfin se prononcer.
Il a été fait observer que nous étions parfois gênés dans nos expressions publiques en ce qui concerne le problème algérien, par les charges que nous occupions autrefois, alors que les circonstances peuvent être nouvelles pour nous. C'est une des raisons pour lesquelles il est nécessaire que le débat soit repris dans l'ensemble du Parti, mais qu'il n'y ait pas d'improvisation hâtive.
Je vous demande donc d'accepter l'idée que le Comité directeur, après une préparation préalable par le bulletin intérieur, sous la forme de points de vue et controverses, organisera deux ou trois journées d'étude à la date qui apparaîtra la plus convenable pour les camarades qui veulent y participer, ces journées d'étude pouvant être suivies d'une controverse dans le Parti avant nos prochaines assises nationales.
Voilà les conclusions auxquelles nous avons abouti ce matin. Je pense qu'elles sont sages et que, comme l'unanimité de la Commission, quels que soient les points de vue, le Conseil national aura le souci de s'y rallier, ne serait-ce que pour montrer notre refus d'improviser, notre refus de rebâtir des textes dans la hâte pour un problème aussi grave, et la nécessité, pour un parti sérieux, de se prononcer après une nouvelle étude sérieuse.

Le président - Mes chers camarades, la loi que nous nous sommes fixés au début de ces assises est de nous borner à prendre acte des rapports des Commissions que nous avons chargées d'étudier un certain nombre de problème. Nous ne

pouvons agir différemment, même s'il s'agit d'une décision de renvoi. C'est pourquoi je passe immédiatement la parole au rapporteur suivant, qui est notre camarade Bidet, sur les questions d'Outremer et de la Communauté.

André Bidet

Camarades, la Commission de l'Outremer et de la Communauté s'est trouvée, elle aussi, aux prises avec certaines difficultés. Mais, après un assez long débat, tous les membres de la Commission sont parvenus à se mettre d'accord sur un texte. Si bien que la résolution que je vais vous lire est une résolution sur laquelle nous nous sommes trouvés unanimes.

Voici le texte :

"Le Parti Socialiste SFIO, fidèle à la doctrine constante du Socialisme, selon laquelle les institutions n'ont de valeur que dans la mesure où elles contribuent pour chaque individu au plein épanouissement de sa personnalité,

Rappelle qu'il eut toujours pour objectif essentiel d'assurer Outremer la libération de chaque homme et de chaque femme, en les délivrant de toute forme d'exploitation, de la misère et de l'ignorance,

- la libération économique des peuples par la mise en valeur avec leur pleine participation, et à leur profit, des ressources de leurs territoires,
- la libération politique de ces peuples en mettant chaque citoyen à même d'exprimer librement son opinion, en posant les assises d'un système démocratique, seul susceptible de lui assurer sa libre participation à la vie publique,

Rappelle aussi qu'il sut mettre ces principes en application dès 1936, avec Léon Blum et Marius Moutet, puis en février 1946 avec de nouveau Marius Moutet, en 1956 avec Guy Mollet et Gaston Defferre, et plus récemment encore avec Gérard Jaquet,

Rappelle enfin sa motion du 2 mai 1958, où il estimait que le double problème de la dépendance des peuples d'Outremer et de leur sous-développement pouvait trouver une solution valable dans le cadre d'une communauté unissant la France et ses anciennes colonies, en vue de la gestion de leurs intérêts communs, à égalité de droits et de devoirs.

Aussi le Parti Socialiste est-il heureux d'avoir pu faire prévaloir l'esprit de ses thèses dans les dispositions constitutionnelles concernant la Communauté.

Il constate avec satisfaction que la formation de celle-ci résultera d'un choix effectué en toute indépendance par les populations intéressées, conformément au principe de la libre détermination des peuples, inclus dans le préambule constitutionnel.

Le Parti Socialiste salue la naissance des Républiques africaine et malgache, naissance elle-même annonciatrice de l'édification de la Communauté, à laquelle l'observation par chaque participant, de l'esprit et de la lettre de la Constitution, doit garantir une existence harmonieuse également bénéfique pour tous les Etats membres.

Dès maintenant, le Parti Socialiste s'emploiera à activer la mise en place des institutions de la Communauté prévues dans la Constitution.

Fondation Jean Jaurès

Il s'attachera en outre à obtenir la mise en pratique des dispositions de l'article 88 concernant la possibilité pour la République ou la Communauté de conclure des accords avec des Etats qui, telle la Guinée, désireraient s'associer à elle pour développer leur civilisation.
Il poursuivra ses efforts afin que les territoires d'Outremer ayant opté pour le maintien de leur statut bénéficient pleinement, dans les domaines politique, économique et social, des réformes promulguées par la loi-cadre Gaston Defferre et les décrets d'application.
Il veillera à ce que, par application de l'article 73 de la Constitution, et selon les promesses gouvernementales faites lors du référendum, une organisation politique assouplie permette aux départements d'Outremer une participation plus étendue à la gestion des affaires locales.
Le Parti Socialiste estime indispensable l'établissement urgent d'un nouveau plan d'équipement et d'assistance technique à l'échelle des besoins réels économiques et sociaux des pays d'Outremer membres de la République ou de la Communauté.
Dans le cadre de sa politique européenne, le Parti Socialiste souhaite que tous les peuples de la Communauté s'associent à cette politique pour la réalisation d'un ensemble eurafricain.
Le Parti Socialiste affirme ainsi sa volonté d'agir en accord avec les partis démocratiques d'Outremer, afin que la grande oeuvre humaine dessinée dans la Constitution procure à des peuples libres, égaux et fraternels, les conditions morales et matérielles d'une vie heureuse, dans la concorde et la solidarité."
(Applaudissements)

Le président - Troisième question dont les conclusions ne seront pas soumises à délibération immédiate : politique internationale. Je donne la parole au rapporteur, Christian Pineau.

Christian Pineau

Camarades, le texte de politique internationale que je vais vous lire reprend sans les modifier les thèmes traditionnels du Parti.
Il insiste tout particulièrement sur une question dont nous avons parfois débattu, au cours de nos réunions, mais qui prend aujourd'hui une importance particulière, et dont la solution peut amener demain, soit le triomphe des régimes de liberté, soit le triomphe des régimes totalitaires, à savoir le problème de l'aide aux pays sous-développés
J'attire donc tout particulièrement votre attention sur la première partie de ce texte, qui insiste beaucoup plus que nous ne l'avons fait jusqu'ici sur l'urgence et l'intérêt de ce problème :
"Le Parti Socialiste,
Constate avec inquiétude que l'évolution de la situation internationale marque un progrès constant de la politique soviétique sur celle des puissances occidentales,
"Regrette qu'il pourrait entraîner sans guerre mondiale la victoire finale de la

dictature bolchevique sur les régimes de liberté.
L'Union soviétique a su exploiter à la fois la misère dans laquelle vit encore une partie du monde, le développement du nationalisme dans les pays autrefois colonisés, l'impuissance du capitalisme à apporter des solutions équitables aux problèmes économiques mondiaux.
Le seul moyen de stopper cette évolution consiste à mettre fin à une compétition dangereuse et à convaincre les peuples qui n'ont pas encore choisi, qu'entre le bolchevisme oppresseur et l'exploitation capitaliste, la démocratie peut seule apporter les solutions à leurs problèmes, tout en garantissant la liberté des individus.
C'est pourquoi le Parti Socialiste tient pour essentielle l'organisation d'un effort urgent de solidarité internationale au profit des pays sous-développés, dans l'esprit du plan déposé par le gouvernement à direction socialiste devant l'ONU.
Cet effort pourrait utilement s'amorcer dans le cadre nouveau offert par la Communauté Economique Européenne.
Le Parti Socialiste considère en effet qu'un des devoirs essentiels de celle-ci est de contribuer au relèvement économique des Etats et territoires d'Outremer qui lui sont directement associés.
Une telle initiative pourrait progressivement être élargie à d'autres Etats ou groupes d'Etats, par la conclusion d'accords d'aides mutuelles tendant notamment :
a) à l'ouverture de crédits pour les opérations de développement dont les projets seraient soumis à l'approbation des Nations Unies ;
b) à la stabilisation du cours de certaines matières premières en vue d'éviter les désordres économiques et sociaux résultant des variations brutales de prix ;
c) à la planification des efforts entrepris en vue de l'équipement et de la modernisation des pays intéressés.
D'autre part, le Parti Socialiste rappelle ses préoccupations permanentes en matière de politique étrangère :
- respect du droit et des traités,
- participation permanente de la France aux travaux de l'ONU, dont certains articles de la Charte devraient être réformés ;
- effort accru en vue du désarmement, selon la formule traditionnelle du Parti : "ni contrôle sans désarmement, ni désarmement sans contrôle, mais progressivement, tout le désarmement contrôlable" ;
- arrêt contrôlé des expériences nucléaires pour un délai de deux ans, chaque Etat reprenant ensuite sa liberté si aucun accord n'est intervenu entre-temps pour l'arrêt de la production des matières fissiles à des fins militaires ;
- réalisation, comme première mesure d'application d'un traité de désarmement, d'un dégagement militaire de certaines régions de contact ou de tension, étendu progressivement à d'autres régions, et caractérisé par des réductions contrôlées d'effectifs ou d'armements, sous la condition du maintien en Europe continentale de contingents américains et britanniques.
Une telle politique n'est concevable que dans le maintien des solidarités consacrées par les traités internationaux où la France est partie.

Fondation Jean-Jaurès

Le Parti Socialiste déclare à cet égard qu'il tient pour illusoire et dangereuse toute politique qui entraînerait l'isolement de la France dans le monde libre et confirmerait, en particulier dans le domaine atomique, la permanence d'un triumvirat dont elle serait exclue par principe.
Le Parti Socialiste souhaite à cet égard que le gouvernement prenne rapidement, au sein de l'OTAN, les initiatives propres à développer une coopération loyale sur une base de réelle égalité avec tous nos alliés.
A l'aube de l'application du Marché Commun par les six pays de la Communauté européenne, le Parti Socialiste réaffirme son désir de voir l'oeuvre d'unification ainsi entreprise, développée et prolongée en une première étape par des initiatives concrètes, tendant au regroupement des communautés existantes et à la définition d'une politique économique et sociale commune, conformément aux obligations découlant des traités.
Il suggère à cet égard qu'à l'initiative de la SFIO, une large confrontation ouverte à toutes les organisations ouvrières libres des pays de la Communauté, soit très rapidement provoquée, en vue de promouvoir sur tous les plans intéressant les travailleurs des six pays un programme d'action qui tienne compte des problèmes nouveaux posés par l'intégration des économies européennes et garantisse l'élargissement des conquêtes sociales déjà acquises.
Rappelant que le Marché Commun, création continue, reste ouvert à tous les pays désireux d'y participer librement, placé devant la proposition britannique d'une zone de libre échange, le Parti Socialiste suggère :
a) que les six puissances proposent une série de mesures concrètes pour développer et mener à son terme l'action entreprise au sein de l'OECE en vue de la suppression progressive des principales restrictions aux échanges inter-européens, en tenant compte de la situation particulière de chaque pays ;
b) que la Communauté européenne, en tant qu'une des principales puissances commerciales mondiales, soutienne toute initiative au sein du GAP (?) tendant à développer et organiser le commerce international.
Cette politique de collaboration internationale suppose en outre un développement des échanges économiques et culturels entre l'Est et l'Ouest ;
c) La reconnaissance par les puissances occidentales du fait chinois, et le règlement du problème de la représentation de Pékin aux Nations Unies.
Fidèle à ses conceptions de toujours, le Parti Socialiste souhaite que soit sans cesse accrue et développée la coopération entre toutes les sections de l'Internationale ; les progrès réalisés dans l'organisation de l'Europe créent d'abord des devoirs et des obligations particulières aux Partis Socialistes des six pays dont la coopération devrait être consacrée d'une manière permanente.
Le Parti Socialiste souhaite d'autre part que l'Internationale prenne plus parfaitement conscience de ses responsabilités nouvelles dans un monde en révolution.
Il fait confiance à ses organismes centraux pour que la délégation française à l'Internationale prenne à cet égard les initiatives susceptibles de renforcer l'action spécifique du mouvement socialiste international.
Il tient enfin à réaffirmer une fois de plus que l'essentiel demeure pour lui une

paix désarmée, sans laquelle il ne peut exister dans le monde ni liberté totale pour les peuples et les individus, ni espoir pour les générations futures, ni plein épanouissement des ressources de l'esprit humain."
(Applaudissements)

Le président - Quatrième et dernier rapport simplement soumis à l'étude des sections : celui qui a trait à la politique économique, financière et sociale.
La parole est à Deflassieux.

Jean Deflassieux

Camarades, je suis chargé de rapporter la résolution de la Commission économique du Conseil national sur la politique économique, financière et sociale.
Si les ministres socialistes qui, pendant sept mois, ont collaboré avec une loyauté totale au gouvernement présidé par le général de Gaulle, ont été amenés à remettre leur démission à celui-ci, c'est avant tout parce que les mesures présentées par le ministre des Finances s'opposent de façon fondamentale à la politique de justice, de progrès social et d'expansion économique que le Parti Socialiste s'est toujours efforcé d'appliquer.
Sans doute, dans leur désir de concilier les nécessités de l'évolution et le souci d'efficacité avec les impératifs de la démocratie, les hommes chargés d'appliquer les doctrines socialistes ont-ils parfois été conduits à modifier le rythme de leur action ou à admettre des solutions incomplètes.
Jamais, cependant, ils n'ont accepté la remise en cause des conquêtes sociales qui, sur leur initiative, et en un demi-siècle à peine, ont considérablement amélioré la situation des classes les moins fortunées de ce pays ; jamais, ils n'ont admis sans combat des mesures susceptibles de provoquer une régression économique et, par voie de conséquence, une diminution du niveau de vie."
Or, régression économique et régression sociale caractérisent précisément les mesures préconisées par le ministre des Finances, et acceptées par le gouvernement, lesquelles se présentent comme le retour offensif d'une doctrine libérale et réactionnaire cherchant à s'appuyer sur le capital, et, de ce fait, favorisant le profit au détriment du travail.
Très schématiquement, le plan établi par la Commission Rueff se présente ainsi (chiffres indicatifs) :
Eu égard aux engagements pris par le gouvernement (6 338 milliards de dépenses), et compte tenu des conceptions libérales des experts, il a été décidé de ramener de 1 238 à 554 milliards la différence existant entre les recettes et les dépenses.
Cette réduction s'est opérée :
- par la suppression de 270 milliards de subventions,
- par la hausse des impôts à concurrence de 255 milliards (dont impôts sur la consommation : 202 milliards),
- par la réduction des prestations sociales pour le solde.
La hausse des prix résultant des nouveaux impôts et de la disparition des

subventions a alors rendu nécessaire une dévaluation dont le taux a été fixé à 17,55%.
Considérant le chiffre des dépenses, on peut tout d'abord s'interroger sur la nécessité de certaines d'entre elles.
Sans doute est-il difficile d'opérer un abattement sur les dépenses relatives à l'Algérie et sur les investissements qui conditionnent le développement de notre économie. Le gouvernement a d'ailleurs affirmé que ces derniers étaient supérieurs de 250 milliards environ au chiffre prévu en 1958. Il n'en est rien ; si l'on tient compte de la prise en charge des dépenses financées jusqu'ici par la Banque de France et de la répercussion des hausses de prix sur les investissements initialement prévus, l'augmentation effective est de l'ordre de 70 à 80 milliards seulement.
Ces investissements nouveaux sont sans nul doute insuffisants au moment où se précisent les signes de récession. En vérité, le plan de Monsieur Rueff a prévu celle-ci : il ne la combat pas mais compte au contraire sur ses effets pour provoquer une diminution supplémentaire du pouvoir d'achat.
Ainsi, il est clair que le ministre des Finances et ses conseillers ont délibérément choisi d'indemniser un certain chômage plutôt que de supporter une pression sur les salaires.
Le Parti Socialiste ne pouvait approuver de tels agissements qui, au nom de la doctrine libérale, condamnent les travailleurs - les jeunes surtout, qui se présentent de plus en plus nombreux sur le marché du travail - à l'angoisse et à la misère du chômage.
A la menace économique et sociale interne que fait peser sur le pays l'insuffisance des investissements, s'ajoute une menace externe. La réalisation progressive du Marché Commun doit imposer une concurrence de plus en plus vive à nos industries dont l'équipement est encore ancien.
Il est donc indispensable de financer sélectivement cet équipement en respectant des priorités établies par le plan en coordination avec les investissements de nos autres partenaires européens. La création d'une caisse nationale d'investissements à gestion paritaire, dotée de ressources spéciales, et le contrôle de l'auto-financement arbitrairement imposé aux consommateurs permettraient de régler ces problèmes.
Si les dépenses d'Algérie, et celles qui concernent les investissements, ne pouvaient être réduites, certaines autres, par contre, pouvaient être réexaminées. On pouvait, par exemple, envisager sans difficulté particulière l'étalement ou le report de divers travaux tels le tunnel sous le Mont-Blanc, certaines autoroutes et des aérodromes secondaires. On pouvait se demander, d'autre part, si les dépenses supplémentaires imposées par les opérations en Algérie, dont nous ne contestons pas la nécessité, n'auraient pas pu, dans une certaine mesure, et dans le respect de nos engagements internationaux, être compensées par des économies portant sur des chapitres du budget militaire affectés à des objets moins urgents.
Une des idées fondamentales des auteurs du plan est de réduire progressivement et rapidement le financement budgétaire des investissements, en développant à

due concurrence le marché financier. De telles prémisses entraînent infailliblement l'octroi d'avantages considérables aux détenteurs d'épargnes importantes, avantages qui trouvent évidemment leur contrepartie dans les sacrifices imposés aux salariés qui ne peuvent épargner.

Il n'est pas exclu d'ailleurs que le souci de ranimer le marché financier, joint au désir de réduire l'importance du secteur nationalisé, n'incite les techniciens intéressés à prévoir la liquidation des participations de l'Etat.

En semblable occurrence, les bénéficiaires français ou étrangers de ces opérations et les intermédiaires qui s'y seraient prêtés pourraient être un jour contraints à reconstituer au bénéfice de l'Etat le portefeuille dilapidé.

En matière fiscale, la part faite aux impôts indirects payés par les consommateurs sur des produits de grande consommation (200 milliards environ) par rapport aux impôts directs (50 milliards) traduit parfaitement le désir du ministre des Finances de frapper les couches les plus modestes de la population. N'eut-il pas été possible de trouver des ressources importantes, soit en amorçant une réforme fiscale permettant de lutter contre la fraude, soit en taxant par exemple les bénéfices spéculatifs réalisés sur les terrains à bâtir ou les distributions d'actions gratuites qui échappent à la surtaxe progressive et à la taxe proportionnelle.

Dans un autre domaine, si la suppression de certaines subventions ne peut être critiquée, il est impossible, par contre, de laisser sans réponse leur condamnation en général passée par M. Pinay lui-même. Largement utilisées dans tous les pays du monde, elles constituent en effet un remarquable instrument d'intervention économique et apparaissent comme le correctif indispensable des impôts sur la consommation. Il n'est donc pas étonnant que, dans le cadre de sa politique "libérale", le ministre des Finances ait sereinement envisagé la suppression de cet antidote au moment même où, par l'augmentation des impôts indirects, il accroissait la charge imposée aux consommateurs.

En réalité, le libéralisme de l'expérience actuelle est classique dans la seule mesure où il est à sens unique. Sans insister autrement sur le fait que le blocage des prix théoriquement maintenu est en réalité peu effectif, alors que les salaires demeurent réglementés dans les secteurs publics et para-publics, nous noterons cependant que l'annulation de la clause d'échelle mobile prévue par de nombreux contrats collectifs et la réglementation relative aux travailleurs, n'a pas été étendue à l'indexation des emprunts ni à la décote des stocks qui permet l'indexation de ceux-ci en franchise d'impôt. Parallèlement, la réévaluation des bilans permet aux entreprises de bénéficier de détaxations considérables.

Ne peut-on encore imaginer une politique des prix à la fois cohérente, souple et ferme ? Etait-il utile de détruire à peu près complètement le contrôle ? Etait-il nécessaire de démanteler les seuls systèmes d'indexation garantissant le pouvoir d'achat des salariés ? N'eut-il pas été logique, dans le cadre des pouvoirs spéciaux, d'envisager une véritable réforme des circuits de distribution dont on n'ignore pas combien ils pèsent sur les prix au lieu de se limiter à un semblant de réforme des Halles de Paris ?

En fait, la seule possibilité d'action sur les prix avouée par les auteurs du plan

résulte de la libération des échanges, c'est-à-dire de la possibilité d'importations nouvelles. A qui veut-on faire croire que, sauf cas particulier, des produits étrangers dont le prix vient de se trouver majoré de 17,55% du fait de la dévaluation, ce qui, compte tenu des droits de douane, porte la protection moyenne à l'égard des produits étrangers à plus de 40%, risquent de concurrencer sérieusement les produits français ?

Le taux même de la dévaluation fixé à un niveau élevé pour tenir compte des hausses de prix attendues, annule une grande partie des avantages résultant de la libération des échanges ; elle nuit, sans conteste, à la cause européenne. On ne peut même assurer que cette dévaluation était indispensable en décembre 1958. La situation de nos échanges extérieurs s'était nettement améliorée au cours des mois précédents, et la tenue du franc sur les marchés libres était satisfaisante.

L'opération monétaire qui, selon la propre expression de M. Rueff, "couronne" le plan adopté par le gouvernement, nous contraint donc à accroître de 17,55% le volume de nos ventes à l'étranger pour en tirer la même quantité de devises et rien n'a été prévu jusqu'ici pour provoquer un redressement durable de nos échanges extérieurs, qui ne saurait être obtenu sans la création d'un office approprié ou, en tout cas, sans une complète réorganisation de nos services administratifs spécialisés.

Cette réforme rendrait possible une action en profondeur qui, compte tenu des conditions particulières dans lesquelles s'opèrent les échanges internationaux, amènerait nos entreprises à utiliser dans les meilleures conditions les ressources nationales.

Il apparaît donc à l'évidence que la dévaluation, rendue inévitable par la brutalité des mesures prises, cherche à régler le problème extérieur plus sur le plan de la balance des capitaux que sur le plan de la balance commerciale.

Sur quelque chapitre que ce soit, l'examen du plan Pinay-Rueff fait donc apparaître un souci constant de favoriser le capital et le profit le plus souvent au détriment du travail. Sans doute, la dévaluation et la convertibilité partielle qui l'a suivie ont-elles eu pour conséquence de nous assurer, avec les bonnes grâces et les crédits de nos partenaires allemands, les prêts à court terme de quelques banques américaines ! Ces avantages auraient pu d'ailleurs être obtenus très vraisemblablement à meilleur compte en opérant de façon moins précipitée. La notion de franc lourd elle-même a été gaspillée par les auteurs du plan. La création de cette nouvelle unité monétaire est en effet prématurée. Effectuée à la fin du conflit algérien, et assortie d'un blocage, elle eut pu marquer l'assainissement définitif de nos finances publiques. Les libéraux oublient en effet d'insister sur un fait particulièrement important : l'histoire des cinquante dernières années démontre que l'inflation est avant tout la conséquence des guerres, car les guerres ne créent jamais de richesses nouvelles ; elles tendent, dans le meilleur des cas, à préserver le patrimoine national. Elles doivent donc être financées par un prélèvement sur ce patrimoine. Si une telle contribution est refusée, le choix ne peut plus être exercé qu'entre l'inflation et le sacrifice exclusif d'une partie de la population.

On ne peut s'étonner que le Parti Socialiste refuse de cautionner pareille

politique.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, on me signale l'arrivée dans notre salle de trois camarades du Mouvement socialiste africain de la République du Moyen Congo : Kikhounga Ngot, Bazinga, Langevin, tous trois députés à l'Assemblée constituante congolaise.
(Applaudissements)
Je vous remercie, par vos applaudissements, d'avoir salué leur présence au nom de la SFIO.
Nous voici maintenant à la deuxième partie de nos travaux, celle qui va entraîner des votes. Vous en aurez au moins quatre à émettre puisque quatre motions ont été retenues par la Commission des résolutions.
Vous entendrez d'abord notre camarade Pic, qui rapportera sur les élections municipales dans la métropole ;
Ensuite, Begarra, qui rapportera sur les élections municipales en Algérie,
Puis Jaquet, qui rapportera sur l'organisation d'une semaine d'étude.
Enfin, notre camarade Leenhardt, qui rapportera sur la motion de politique générale.
Je donne la parole à Pic, sur les élections municipales dans la métropole.

Maurice Pic

Mes chers camarades, le Conseil national, ainsi que le portait l'ordre du jour, a eu à connaître des deux questions que posent les prochaines élections municipales, à savoir : le programme du Parti et la tactique du Parti à l'occasion de ces élections.
D'ordinaire, moins bousculés par les événements, nous présentons aux membres du Conseil national la brochure ou le projet de brochure prévue pour le programme des élections en cause. C'est ce que nous avions fait au printemps de 1958, en vous présentant la brochure sur le programme des élections cantonales.
Aujourd'hui, en s'en excusant, la fédération nationale des élus socialistes municipaux et cantonaux, qui a été chargée par le Secrétariat général du Parti et par le Comité directeur de préparer, comme à l'habitude, le programme du Parti pour les élections municipales, n'est pas en mesure de soumettre noir sur blanc le programme prévu et préparé pour les élections municipales.
La Commission exécutive de la fédération nationale des élus socialistes, réunie cette semaine à Paris, a examiné ce programme et est tombée d'accord sur un certain nombre de dispositions pour préparer ces élections. Ces dispositions ont été soumises au Secrétariat général du Parti qui les a acceptées. Je les ai exposées hier soir à la Commission du Conseil national chargée des élections municipales. La Commission les a également acceptées.
Je vous indique très brièvement en quoi consiste la documentation de propagande que nous mettrons à la disposition des camarades pour les élections municipales.
D'abord, un appel du Parti qui serait rédigé par le Comité directeur sur la base

Contribution Jean-Jaurès

de la motion de politique générale dont nous discuterons tout à l'heure, et qui sera la plus récente, celle de l'actuel Conseil national, appel de caractère politique que le Secrétariat général du Parti diffusera le plus largement possible.
Ensuite, sous forme de brochure, la réédition, revue, corrigée, complétée et mise à jour, de la brochure traditionnelle du Parti, sur le programme des élections municipales.
Tertio : un nouveau matériel de propagande, non pas nouveau dans le Parti, puisque nous nous en sommes déjà servis pour les dernières élections législatives, mais qui sera nouveau dans le Parti pour des élections municipales, c'est-à-dire un certain nombre de fiches - genre arguments et ripostes -, fiches de documentation sur des problèmes particuliers d'administration municipale, ou fiches de propagande résumant et montrant les réalisations de municipalités socialistes, qu'il s'agisse de municipalités de grandes villes, de villes moyennes ou de communes rurales.
Voilà les trois catégories de matériel de propagande que nous comptons mettre à la disposition des sections, des fédérations, et de nos camarades candidats. Je résume :
- l'appel politique du Comité directeur au pays ;
- la brochure programme du Parti ;
- les fiches, soit d'administration municipale, soit de propagande sur les réalisations municipales.
Voilà le premier point.
Comme le texte même de ce matériel de propagande n'a pas pu être présenté définitivement écrit au Conseil national de ce jour, nous allons demander, dans la motion que la Commission des élections municipales du Conseil national et la Commission des résolutions, d'accord, vont vous présenter tout à l'heure, au Conseil national, de charger le Comité directeur de l'examen de ces documents que la fédération des élus socialistes lui présentera d'ici quelques mois.
Deuxième question qui se pose à propos des élections municipales : c'est la question de la tactique du Parti.
Sur ce point, la Commission des élections municipales du Conseil national, réunie hier soir, a voté un texte dont je vous donnerai connaissance dans quelques instants, texte qui d'ailleurs ne fait que reprendre ce qui a été depuis longtemps la tactique traditionnelle du Parti en matière d'élections municipales, comme de beaucoup d'autres élections partout où cela est possible, présentation de listes homogènes, présentation, quand la liste homogène est impossible, de liste à direction socialiste, et, pour les petites communes où le classement politique, vous le savez, n'est pas toujours facile, et quelquefois n'est pas souhaitable, autorisation donnée à nos camarades, sous le contrôle des fédérations, de contracter des alliances avec les Républicains, abstraction faite, bien entendu, de tous partisans de totalitarisme quel qu'il soit, qu'il soit de droite ou de soi-disant gauche.
Voilà les quelques indications que je vous devais. Et voici le texte qui est soumis au Conseil national :
Conseil national du Parti Socialiste - SFIO

Fondation Jean Jaurès

Puteaux, 10 et 11 janvier 1959
Résolution sur les élections municipales
I) Le Comité directeur reçoit le mandat de rédiger et de lancer un appel au pays, sur la base de la motion de politique générale du Conseil national et d'en assurer la plus large diffusion. La fédération nationale des élus socialistes municipaux et cantonaux fera approuver par le Comité directeur le programme du Parti pour les élections municipales et les fiches de documentation et de propagande annexées à ce programme.
II) En ce qui concerne la tactique, le Parti Socialiste présentera des listes homogènes ou, à défaut, des listes de défense d'intérêts communaux à direction socialiste partout où cela sera possible.
Ailleurs les camarades pourront, sous le contrôle des fédérations, contracter des alliances avec les vrais Républicains pour faire échec à tous les totalitaires, qu'ils soient de droite ou soi-disant de gauche.

Levindrey - Une question ?

Le président - Attention, le règlement du Conseil national veut que je ne donne la parole qu'aux auteurs d'amendements, ou de contre-propositions, ce que je vais faire, d'ailleurs, en faveur de Dardel.

Levindrey - Je pose une question très brève : est-ce que le rapporteur peut nous dire quel sera le mode de scrutin pour les élections municipales ?

Le président - Guy Mollet va exceptionnellement répondre à la question posée.

Guy Mollet - Le rapporteur ne peut pas répondre à la question parce qu'à cette minute il n'y a personne qui puisse répondre à la question, ni dans ce Conseil national, ni ailleurs.

Levindrey - Je t'en pose une autre...

Guy Mollet - Je n'ai pas fini de répondre à la première. Je regrette d'ailleurs que le Président de séance crée un précédent, car cela peut nous mener loin.
La Commission des résolutions a connu de cette question, cela va sans dire. Elle a chargé le Comité directeur de suivre cette affaire de très près, ce qu'il n'a pas manqué de faire depuis quelques jours. Il faut vraiment que les camarades du Parti nous fassent confiance en cette matière. Nous avons tous là-dessus les mêmes préoccupations. Si vous pensez plus utile de soulever vous-mêmes aujourd'hui publiquement un lièvre qui pourrait bien vous retomber sur la tête, la Commission des résolutions s'est montrée, elle, plus raisonnable.

Levindrey - Je m'adresse à un maire, le maire d'Arras. Peut-il dire dans quelles conditions il présenterait son budget primitif 1959, et quand il pourra le faire ?

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Je suis sommé d'appliquer le règlement. C'est mon devoir» Je le fais. Pour un amendement, la parole est à Dardel.

Georges Dardel

J'interviens pour vous présenter le point de vue qui a été émis par plusieurs camarades de la Commission des affaires municipales en ce qui concerne ce texte.

Les camarades auraient voulu que dans le texte présenté par notre camarade Pic, il soit précisé qu'en ce qui concerne les "refus d'alliance avec tous les totalitaires quels qu'ils soient", il soit précisé quels étaient ces totalitaires, car nous savons que suivant les climats, quelquefois, ils se trouvent différents. Nous aurions demandé à ce qu'on ajoute au moins : "Communistes et UNR" entre parenthèses...

(Protestations dans l'assemblée)

On nous l'a refusé, camarades, et je voulais que nos camarades qui ont défendu ce point de vue puissent avoir dans le Conseil national la parole, pour vous dire que, en admettant que les camarades ne veuillent pas faire ces précisions, nous supposons que nous serons au moins unanimes pour recommander qu'au premier tour des élections, lorsqu'il y a deux tours, et aux élections à la proportionnelle, on ne fasse pas d'alliance, ni avec les totalitaires de l'Est, ni avec ceux de droite, que sont les Communistes et que sont l'UNR.

Et puisqu'il apparaît qu'un courant majoritaire, dans ce Conseil national, ne veut pas que ce soit précisé, nous ne présenterons pas d'amendement. Pourquoi ? Parce que nous ne voudrions pas aller à l'encontre de ce qui est notre désir et qu'à l'extérieur on puisse croire que le rejet de cette proposition veuille dire que ces alliances sont possibles et recommandables.

Mais je demande tout de même que le Comité directeur soit saisi des exceptions, et qu'au moment où nous allons à une bataille où la politique générale joue tout de même son rôle - elle le jouera, à cause des dernières décisions gouvernementales, encore plus, et, nous l'espérons, en notre faveur -, notre Parti n'apparaisse pas avec des visages tellement différents d'une région à l'autre, peut-être même d'une ville à l'autre, que l'on puisse encore, dans la confusion, croire que les Socialistes ne sont pas des gens sérieux et sont des gens qui critiquent, d'une part, le gouvernement, étant dans l'opposition, et, d'autre part, le régime de l'Est, alors qu'ils font quelquefois des alliances avec ceux qui les représentent.

Nous retirons volontiers notre amendement que nous avions décidé de présenter. Mais nous demandons par contre au Conseil national, à ceux qui prononçaient aussi facilement des "non" tout à l'heure, qu'ils n'aient pas plus d'arrière-pensée que nous, et que le Parti apparaisse sous son vrai visage : celui de gens qui veulent s'allier avec tous les Républicains, mais qui ne veulent pas garder les places à tout prix, y compris au prix de l'honneur du Parti.

(Applaudissements)

Le président - Par cet amendement retiré aussitôt que déposé, je reconnais les

habitudes parlementaires, et je les salue au passage.
La parole est au rapporteur.

Maurice Pic - Je veux rassurer Dardel tout de suite.
Lorsque, à la Commission des affaires municipales, 4 camarades ont proposé de préciser nommément les partis ou organisations avec lesquels il serait interdit à nos camarades de contracter des alliances, cela portait sur un texte qui n'était pas le texte que je vous ai rapporté tout à l'heure. J'ai, ce matin, obtenu de notre camarade Fusier, secrétaire de la fédération de la Seine, le texte que la fédération de la Seine, tout récemment, a voté sur ce point, et, ce que je vous ai présenté tout à l'heure, avec l'approbation obtenue ce matin de la Commission des résolutions, c'est le texte même de la fédération de la Seine.
J'ajoute que je suis tout à fait d'accord avec Dardel pour, en considération du fait que lui et ses camarades retirent leur amendement, confier au Comité directeur - et c'est cela, je crois, qu'ils désirent - le soin, s'il le juge nécessaire, de donner à nos fédérations - car ce sont elles qui sont la première instance en matière municipale - les précisions qui s'avéreraient nécessaires.

Le président - Le moment est venu de voter. Je pense que personne ne demande un vote par mandat. Par conséquent, je vous demande de préparer vos mandats roses.
Ceux qui sont partisans d'accepter les conclusions développées par Pic sont priés de lever la main en présentant ce mandat.
…
Avis contraires ?
… 1 voix.
Abstentions ?
… 3 voix.
Par conséquent, à l'unanimité moins 1 voix et 3 abstentions, les conclusions de Pic sont admises.
Avant de passer au rapport suivant, je donne la parole à Guy Mollet.

Guy Mollet - Camarades, je demande une très très brève suspension, simplement le temps que les membres de la Commission des résolutions veuillent bien quitter leurs places pour venir derrière ce rideau pour une mise au point de la résolution d'ensemble. Dès qu'ils seront là - nous en aurons pour quelques minutes - les rapporteurs des autres questions pourront continuer sans qu'il y ait d'interruption de séance.

(La séance est interrompue quelques instants)

Le président - Notre camarade Deflassieux, tout à l'heure, n'a pas indiqué dans son rapport ce que je vais vous dire, à savoir que le texte qu'il a lu constitue simplement un chapeau de politique générale qui précédera un certain nombre de rapports particuliers. L'un sera consacré aux problèmes agricoles, l'autre au

Fondation Jean Jaurès

logement, un autre à la politique sociale, un autre encore à la soi-disant réforme de l'enseignement.
Par conséquent, ne vous étonnez pas que le rapport dont Deflassieux vous a donné connaissance ne traite pas de chacun de ces problèmes dans le détail. Les sections trouveront dans le prochain numéro du bulletin intérieur des textes complémentaires à ce rapport général.
Ceci dit, je vais donner la parole à notre camarade Begarra, rapporteur d'un texte, au nom de la Commission des résolutions, sur les élections municipales en Algérie.
La parole est à Begarra.

Joseph Begarra

Camarades, votre Commission de l'Algérie, en même temps que le problème de fonds concernant ce pays, a évoqué les élections municipales qui sont prévues en Algérie en mars 1959.
Venant après les élections législatives du 30 novembre, ces élections municipales prendraient une signification très particulière, et peut-être même tragique. Nous avons déjà discuté en Conseil national, et je dirai même en Congrès extraordinaire, de l'interprétation qu'il fallait donner aux résultats des élections législatives algériennes du 30 novembre. Nous regrettons que ces résultats ne répondent pas à ce que nous attendions. Les représentants qui ont été dégagés par ces élections ne représentent pas valablement, dans leur ensemble, la volonté des populations algériennes. Aussi bien, lorsque dans le Parti, depuis plusieurs années, depuis que dure le drame algérien, nous avons envisagé des élections en Algérie, nous avons posé un préalable contenu dans ce que nous appelons le "triptyque" (?), et nous avons toujours dit, d'abord : "cessez-le-feu", et ce n'est qu'une fois le calme revenu, le calme confirmé, qu'on peut envisager des élections, des élections libres, permettant de dégager les représentants qualifiés. Cela, à nos yeux, n'était pas suffisant. Et nous avons défini, dans des motions, les précautions qu'il fallait prendre pour assurer la liberté de ces élections. Nous avons défini les garanties que tout démocrate averti de ces problèmes algériens était en droit d'exiger.
Nous avons dit que ces élections devaient être organisées par les délégués des partis, non seulement algériens, mais aussi métropolitains. Nous avons dit que ces élections devaient être contrôlées, pas seulement par des commissions de contrôle officielles, mais par des organismes de contrôle animés par les Partis. Et nous sommes allés plus loin, nous avons envisagé un certain contrôle international, en demandant aux pays démocratiques, c'est-à-dire aux pays qui savent ce que sont des élections libres, d'envoyer en Algérie des délégués, afin d'assurer la sincérité du scrutin.
Toutes ces conditions n'ont pas été réunies le 30 novembre 1958, et il ne faut pas s'étonner si ces élections, dans leur ensemble, n'ont pas été sincères, n'ont pas été libres, bien qu'il faille reconnaître que dans une certaine mesure la campagne électorale a pu se dérouler dans des conditions de liberté relative.
Voilà pourquoi votre Commission de l'Algérie, suivie par la Commission des

Fondation Jean-Jaurès

résolutions, pense qu'il ne faut pas renouveler l'erreur du 30 novembre 1958, et qu'il ne faut pas autoriser l'Algérie à s'engager dans des élections municipales générales ; ces élections doivent être retardées et ne peuvent être envisagées que dans le cadre d'une sécurité assez générale, et avec des garanties comparables à celles que j'ai esquissées, de façon à assurer la sincérité du scrutin.
Voici donc le texte que vous propose la Commission des résolutions :
Conseil national du Parti Socialiste SFIO
Puteaux, 10 et 11 janvier 1959
Les élections municipales en Algérie
Les élections législatives du 30 novembre 1958 n'ont pas dégagé en Algérie une représentation qualifiée des populations, permettant de "faire le reste".
De nouvelles élections ne sauraient être envisagées que dans un climat de sécurité générale et avec des garanties nouvelles, de nature à assurer la sincérité du scrutin sans contestation possible, garanties dont l'étude et la mise au point réclameront un certain délai.
En conséquence, les élections municipales prévues en Algérie pour le mois de mars 1959 ne sont pas opportunes et doivent être retardées si l'on veut écarter le risque de jeter, d'une manière définitive, le discrédit sur les élections algériennes.
J'ajouterai seulement un mot :
A la Commission de l'Algérie, a été également soulevé le problème du mode de scrutin, comme il a été évoqué tout à l'heure en ce qui concerne la métropole par notre camarade Levindrey. Je demanderai aux camarades de ne pas soulever le même incident. La Commission des résolutions a décidé de renvoyer cette question au Comité directeur, qui la traitera, je le sais, dans le sens souhaité par les délégués des fédérations algériennes.
(Applaudissements)

Le président - Pas d'amendement ni de contre-proposition ? Pas de vote par mandats demandé ?
Alors, que ceux qui sont partisans d'adopter la motion rapportée par notre camarade Begarra veuillent bien lever leur mandat rose.
…
Avis contraires ?
… Il n'y en a pas.
Abstentions ?
… 1 voix.
A l'unanimité moins une abstention, les conclusions rapportées par Begarra sont donc admises par le Conseil national.
Une communication de notre camarade Pic au nom de la conférence des élus socialistes :

Maurice Pic - Je voudrais demander aux camarades délégués des fédérations au Conseil national, de faire savoir dans nos fédérations aux camarades qui, du 20 au 23 janvier, vont venir à Paris assister au Congrès national des maires de

Fondation Jean-Jaurès

France, que la fédération nationale des élus socialistes municipaux et cantonaux organise une conférence d'information pour les maires socialistes qui viennent à ce Congrès, comme elle le fait à chacun de ces Congrès nationaux. Cette conférence d'information n'aura pas lieu, comme d'habitude, la veille de l'ouverture du Congrès national des maires ; elle aura lieu le soir du premier jour du Congrès, c'est-à-dire le mardi 20 janvier, de 18 heures 30 à 20 heures 30, à Puteaux.
Des cars seront à la disposition de nos camarades délégués au Congrès national des maires, devant l'Hôtel de Ville de Paris, à partir de 18 heures, pour les conduire à Puteaux, à la Conférence nationale d'information des élus socialistes.
Cette conférence d'information se terminera à 21 heures par un repas fraternel présidé par notre camarade Guy Mollet.

Le président - Mes chers camarades, nous voici donc en présence de deux décisions relatives aux élections municipales. Vous allez être appelés, par notre camarade Jacquet, à en prendre une troisième sur l'organisation d'une semaine d'études.
La parole est à Jacquet.

Gérard Jaquet - Camarades, voici un texte très court que vous propose la Commission des résolutions.
Ce texte reprend la suggestion que j'ai faite hier, qui d'ailleurs a été reprise par plusieurs camarades, et notamment par Augustin Laurent.
"Le Conseil national donne mandat au Comité directeur d'organiser, en liaison avec la Commission d'études doctrinales, la CNE, et les Commissions nationales spécialisées, une confrontation au cours d'une semaine d'études sur les problèmes posés par la nécessaire création d'une démocratie socialiste."

Le président - Je pense qu'il y a encore moins de discussion sur un texte pareil. Si vous en êtes d'accord, je vais le déclarer purement et simplement accepté par le Conseil national.
Pas d'opposition ? … Il en est ainsi décidé.
Nous allons passer à notre quatrième décision. Il s'agit, cette fois, de la motion de politique générale qui va vous être rapportée par notre camarade Leenhardt. Je lui donne la parole.

Francis Leenhardt

Camarades, la Commission des résolutions a abouti assez vite, puisqu'aussi bien il n'est que 16 heures 30. Elle a abouti à l'unanimité. Ce que je vous rapporte en son nom est une oeuvre collective. Les plumes ont été nombreuses, notamment Jules Moch, Guy Mollet, Gazier et moi-même.
Voici le texte :
Conseil national du Parti Socialiste SFIO
Puteaux, 10 et 11 janvier 1959
Le Conseil national se félicite de ce que les ministres socialistes du précédent

Fondation Jean Jaurès

gouvernement, après avoir constamment défendu les thèses du Parti, aient refusé de s'associer aux mesures économiques, financières et sociales adoptés par ce gouvernement.

I) Sur le plan économique et social, ces mesures se caractérisent :

a) Par une dévaluation que n'imposaient ni la balance du commerce extérieur qui s'améliorait, ni la convertibilité limitée de la livre, ni la conjoncture générale, mais qui était directement dictée, d'une part, par la hausse des prix volontairement provoquée en supprimant des subventions, en majorant des taxes à la consommation et les tarifs de l'énergie et des transports ; d'autre part, par la volonté d'accorder une prime importante au rapatriement de capitaux émigrés et abrités ;

b) par la filiation de l'impasse à un montant ne tenant compte ni de la hausse des prix qui en réduit l'importance relative, ni de la nécessité d'arrêter la crise économique commençante en augmentant sensiblement les investissements ;

c) par une fiscalité plaçant les charges nouvelles principalement sur les consommateurs, sans considération de leurs moyens, et, pour une très faible fraction, sur les profits et les revenus, compte tenu de la suppression de certains impôts les frappant antérieurement.

Cette fiscalité n'est nullement la conséquence de la gestion antérieure, qui a légué pour 1958 les plus-values fiscales atteignant 200 milliards.

Il) Dans le domaine social, ce plan se traduit par :

a) Une nouvelle et grave amputation du pouvoir d'achat des travailleurs de la ville et de la campagne ;

b) Une atteinte inadmissible à la liberté des conventions collectives, et notamment à la libre discussion des salaires ;

c) La suppression des indexations agricoles, sans la nécessaire contrepartie d'un plan général d'équipement et de la garantie des prix à la production ;

d) La disparition du fonds national de solidarité, qui mettait en jeu la solidarité de tous en faveur des vieux et permettait d'adapter les allocations au coût de la vie ;

e) L'affirmation, contraire à la vérité, d'un déficit du régime général de la sécurité sociale, alors que ce régime, toutes branches confondues, présente depuis plusieurs années, des excédents importants atteignant annuellement plusieurs dizaines de milliards ;

f) La diminution injustifiée d'avantages sociaux qui porte un préjudice grave et immédiat aux malades, familles et aux vieux, donc à la santé publique, notamment par la diminution du remboursement des médicaments ;

g) La possibilité de poursuivre cette oeuvre rétrograde sans consultation des organismes compétents créés par la loi.

III) Dans l'ensemble, ce plan, inspiré par des banquiers et par des "experts" cédant à la nostalgie des doctrines du début du siècle, est un défi au bon sens et à la justice.

Il est un défi au bon sens puisqu'il ne tient pas compte de la guerre d'Algérie dont la poursuite, non seulement compromet toujours la situation politique, mais encore rend difficile tout redressement durable de notre économie. Or, il est

évident qu'aucun ensemble de mesures marquées par un retour au libéralisme économique et par l'abandon des disciplines nécessaires, n'est compatible avec les charges résultant de la prolongation de ce conflit.
Il est un défi à la justice, car il faut supporter, sous forme de hausses de prix, plus de huit cents milliards de sacrifices nouveaux aux consommateurs et limite à cinquante milliards la contribution directe des classes aisées.
Il conduit ainsi, soit à une crise sociale qui détruira l'équilibre théorique et précaire que l'on prétend ainsi réaliser, soit à une crise économique grave, dont les conséquences politiques risqueraient de favoriser les entreprises du fascisme ou du bolchevisme.
IV) S'ajoutant à d'autres dans des domaines très divers, ces mesures justifient l'approbation par le Conseil national de la décision du Comité directeur de n'autoriser aucun membre du Parti à participer à l'actuel gouvernement.
Mais, au moment où il rentre dans l'opposition, le Parti Socialiste tient à préciser comment il s'y comportera.
Trop souvent, dans le passé, certaines formations politiques n'ont attendu leur succès que de l'échec, dans tous les domaines et sur tous les terrains indistinctement, des gouvernements qu'ils combattaient. Elles ont, en conséquence, adopté une attitude entièrement et systématiquement négative.
Le Conseil national fait confiance au groupe parlementaire pour donner, au contraire, à son opposition, dans les assemblées, un caractère toujours positif.
Le Parti devra, en toute circonstance, opposer des contre-propositions aux textes gouvernementaux. Il s'efforcera inlassablement de corriger, d'amender et, en tout cas, de contrôler l'action de la majorité.
V) Sa tâche ne se limitera pas à cette opposition sur le plan parlementaire. Il en a, en effet, deux autres à remplir, qui sont liées à la première.
Dans le pays, il devra rassembler autour de lui tous les éléments ardemment républicains et démocrates, tous les hommes et femmes résolus, au-dessus des divergences doctrinales secondaires, à assurer en France le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple.
Il s'attachera particulièrement à rallier les jeunes, en leur ouvrant les routes de l'espoir et de l'enthousiasme, en leur offrant une doctrine fondée sur l'épanouissement de la personnalité, dans la liberté et par la démocratie sociale comme dans un patriotisme vrai, opposé aux nationalismes étroits, qui fasse de la France un guide de la conscience humaine sur la route de la paix internationale et de la fraternité des peuples.

Le président - Camarades, aucun contre-projet, aucun amendement n'est venu jusqu'au Bureau.
Je vais vous inviter à voter.
Est-ce que quelqu'un demande un vote par mandats ? ... Non. Je vous en remercie.
Ceux qui approuvent ce texte sont priés de lever leur mandat rose ?
…
Avis contraires ?

Commission Jean-Jaurès

... Il n’y en a pas.
Abstentions ?
… 1 voix.
Par conséquent, les conclusions présentées par Leenhardt sont adoptées à l’unanimité moins une abstention.
Mes chers camarades, je vous remercie. Il me reste à vous féliciter de la parfaite tenue de ces assises, en vous indiquant que le vote quasi unanime qui vient d’être émis constitue par lui-même, cela ne vous échappe pas, un acte politique important.
(La séance est levée)

Coll. Fondation Jean-Jaurès